



DIPLOMATIE CAMEROUNAISE

SOLIDARITÉ ET PROGRÈS



51ST COUNCIL OF FOREIGN MINISTERS – OIC

**CAMEROON
HANDS OVER**



FÊTE DE L'UNITÉ

**VECTEUR DE COHÉSION
À L'INTERNATIONAL**



UN GENERAL ASSEMBLY

**CLOSING OF THE 79TH
SESSION**



MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES
MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

DIPLOCAM **INFOS**

www.diplocam.cm / [@diplocam_Mirex](https://www.facebook.com/Mirex.cm) / [web.facebook.com/Mirex.cm](https://www.facebook.com/Mirex.cm)

**MAGAZINE BILINGUE D'INFORMATION DU MINISTRE
DES RELATIONS EXTERIEURES**



S.E. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun



...Le Cameroun a toujours été disposé à apporter sa contribution à l'édification d'un monde plus pacifique, plus stable et plus prospère... et « À l'évidence ce dont notre monde a besoin c'est de plus de solidarité ».



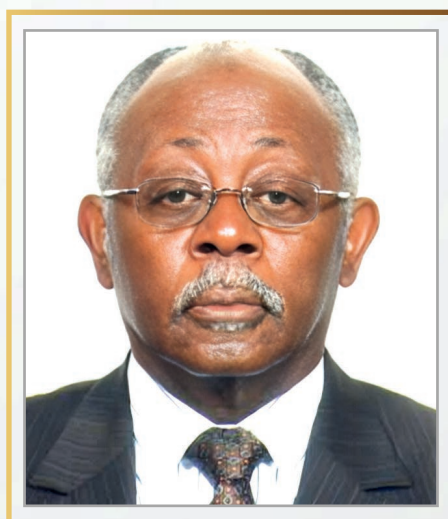
...Cameroon has always been willing to contribute to building a more peaceful, stable and prosperous world... and "Clearly, what our world needs is more solidarity".





H.E. Chief Dr. Joseph DION NGUTE

Prime Minister, Head of Government



H.E. MBELLA MBELLA

Minister of External Relations



H.E. Félix MBAYU

Minister Delegate to the Minister of External Relations
in charge of Cooperation with the Commonwealth



MINISTRY
OF EXTERNAL RELATIONS



CAMEROONIANS OF THE DIASPORA

CAMEROON'S CONSULAR SERVICES

are now accessible online



To apply for your consular cards, laissez-passer or any other official documents, simply log on to

www.evisacam.cm / www.evisacam.com

- ✓ 24h/d
- ✓ 7/7
- ✓ Real-time tracking
- ✓ User-friendly & fast

With Evisa, Visiting Cameroon becomes easier

contact@evisacam.cm



MINREX, 703, Street 1025 Hippodrome-
P.O Box. 18, Yaoundé I - Cameroun.
Website: www.diplocam.cm/ @diplocam_Minrex/
[web.facebook.com/Minrex.cm](https://www.facebook.com/Minrex.cm)

EQUIPE DE PRODUCTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
S.E. MBELLA MBELLA
Ministre des Relations Extérieures

CONSEIL EDITORIAL
S.E. Felix MBAYU
Ministre Délégué chargé de la Coopération
avec le Commonwealth

S.E. CHINMOUN OUMAROU
Secrétaire Général

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Jean Patrice KOE Jr
Directeur de la Communication,
de la Documentation et des Archives
Diplomatiques

RÉDACTRICE EN CHEF
Danielle Delange GAHA
Sous-Directeur de la Communication
Diplomatique

RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS
Martin NGANDO
(Langue Française)
Chef Service Édition et Diffusion

Christiana Namondo MBOME MBELLA
(Langue Anglaise)
Chef Service Communication et Presse

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION
Abel NTONGA BOKAMBA

TRADUCTION
Division de la Traduction et de l'Interprétariat

COLLABORATION
SERVICES EXTERIEURS DIPLOCAM

CRÉDIT PHOTOS
© Sygital Photography
Alexis ENGOUTE
Droits réservés

MAQUETTE ET MISE EN PAGE
© Edjiart Graphics

IMPRESSION
SOPECAM

8 EDITORIAL



- Un engagement indéfectible pour la solidarité et le progrès
- A resolute commitment to solidarity and progress

10 EVENT

National Day : The role of Embassies and Consulates in promoting National Commemorations Abroad



12

20 CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Grande Commission Mixte : Renforcement des liens avec le Sénégal



26

47 UNITED NATIONS

UNGA : Closing of the 79th Session



48

20 CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

- Cameroun-Niger : Nouvelles perspectives de coopération
- Cameroon-Türkiye : Consolidated ties of friendship
- WTO Ministerial Conference : An assessment visit conducted by the Director-General
- Diplomacy : Honouring cameroonian women
- Communication diplomatique de S.E. le Ministre des Relations Extérieures



60 REFLEXIONS

Conférence de Yaoundé sur l'Economie Bleue : lecture stratégique des enjeux pour le Cameroun

62

66 DECRYPTAGES

- Cameroon : Active Neutrality and a Diplomacy of Balance
- Cameroon-Nigeria : United by Culture for a Stronger Heritage
- Cameroon-Nigeria : Regarding Maritime Security and Safety



82 REPORTAGE

SIA 2025 – Mémoire diplomatique : le Cameroun facilite l'accès à ses archives diplomatiques

82

74 EN VITRINE

- Intelligence Artificielle : Un enjeu crucial pour la compétitivité du Cameroun
- Païerie spécialisée : Gage de rigueur financière
- Diplomatie économique : Le Cameroun face aux enjeux du marketing digital



85 DIASPORA

LGL Transport, une success story camerounaise

85

93 INTERNATIONAL FRONT

- India-Africa Conclave : Progress of the 20th edition praised
- TICAD IX : Le Cameroun renforce ses alliances
- 51st Council of Foreign Ministers – OIC : Cameroon hands over Chairmanship to Türkiye



93 A L'INTERNATIONAL

CEEAC : l'organisation renouvelle son exécutif

108

UN ENGAGEMENT INDÉFECTIBLE POUR LA SOLIDARITÉ ET LE PROGRÈS



Par **S.E. MBELLA MBELLA**
Ministre des Relations Extérieures

Paix, Travail, Patrie : ces trois mots résonnent avec force dans le cœur de chaque Camerounais. Ils symbolisent une identité collective, un attachement indéfectible à une nation forgée par l'histoire, et un idéal commun qui transcende les clivages régionaux, linguistiques ou générationnels. Ils évoquent la terre natale, le drapeau tricolore, l'hymne national entonné avec ferveur, et les grandes heures de nos sélections nationales.

Depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, le 1er janvier 1960, son parcours a été jalonné de moments historiques fondateurs : la réunification du 1er octobre 1961, scellée à Foumban, et l'avènement de l'État unitaire à la faveur du référendum du 20 mai 1972. Autant d'étapes majeures qui ont consacré l'unité nationale comme pilier central de notre République. La devise de notre État s'est ainsi affirmée comme un socle rassembleur autour des valeurs de paix, de solidarité et de progrès.

Aujourd'hui encore, ces valeurs s'expriment pleinement à travers la célébration de la Fête de l'Unité. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les Camerounais ont célébré avec faste et ferveur cette journée emblématique. Sous le thème évocateur « **Armée et Nation, unies pour un Cameroun tourné vers la paix et la prospérité** », la 53e édition a donné lieu à des défilés majestueux, des discours inspirants, et des manifestations culturelles témoignant de notre richesse plurielle et de notre aspiration commune à un avenir stable et florissant.

À l'extérieur de nos frontières, cette célébration revêt une dimension tout aussi forte, voire plus stratégique encore. Comme le montre la rubrique **Événement** de ce numéro, nos missions diplomatiques et postes consulaires ont relevé le défi de donner à la Fête de l'Unité tout son éclat. L'organisation par les Chefs de Missions Diplomatiques de réceptions officielles, d'expositions, de conférences et leurs interventions publiques a pu montrer la proximité de notre pays avec sa diaspora basée à l'étranger. Aussi,

c'était un moyen de promouvoir auprès des partenaires internationaux l'image d'un pays uni, stable, divers et ambitieux.

La rubrique **À l'international** de ce numéro rend hommage à nos compatriotes établis hors du territoire national, dont plusieurs brillent désormais à la tête d'organisations à vocation mondiale. Leurs parcours exemplaires illustrent la vitalité de notre diaspora et témoignent du rayonnement du Cameroun sur la scène internationale.

Cependant, au-delà de ces réussites, persiste encore le drame de l'immigration irrégulière, que traite avec gravité la rubrique **Réflexion**. Si le rêve d'un avenir meilleur pousse certains de nos concitoyens à l'exil, trop nombreux encore sont ceux qui se retrouvent confrontés à des réalités cruelles : arrestations, détentions, expulsions, ou même tragédies dans les pays de transit.

Face à cette problématique, l'État, à travers ses représentations diplomatiques et consulaires, ne ménage aucun effort pour assurer la protection consulaire, organiser des retours dignes, et accompagner la réinsertion des personnes concernées.

Les opérations de rapatriement volontaire sont conduites en partenariat avec des institutions comme l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Union européenne (UE) ou le Ministère des Affaires Sociales (MINAS). Cette approche concertée vise à garantir, au-delà de l'accueil, un accompagnement sanitaire, psychologique, économique et social ; s'assurer de leur contribution active au développement national.

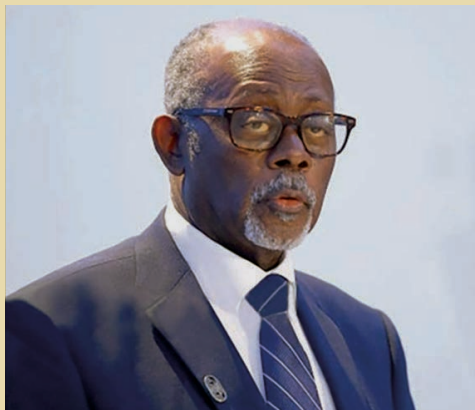
Sur le plan diplomatique, le Cameroun déploie également une stratégie bilatérale active pour faire face aux défis contemporains. Comme le met en lumière la rubrique **Décryptage**, la coopération renforcée avec le Nigeria dans divers domaines illustre la volonté de bâtir des relations de bon voisinage mutuellement bénéfiques, fondées sur la confiance, le dialogue et la complémentarité.

Notre engagement est tout aussi fort sur la scène multilatérale. Cette année, à l'occasion du 80^e anniversaire de la Charte des Nations Unies, le Cameroun affirme son attachement aux idéaux fondateurs de l'organisation. La rubrique **Nations Unies** vous propose un retour éclairé sur la présidence de l'Assemblée Générale par notre compatriote, M. Philémon Yang, dont le parcours inspire fierté et espoir.

Enfin, à travers les pages de ce magazine, le Ministère des Relations Extérieures entend réaffirmer sa mission essentielle : œuvrer à la consolidation de la paix, au renforcement de la solidarité, et à l'accélération du progrès. Sous l'impulsion du Chef de l'État, S.E. Paul BIYA, Chef de la diplomatie camerounaise, notre pays reste fermement engagé dans la réalisation de sa vision d'émergence à l'horizon 2035. Cette ambition est indissociable de la cohésion nationale, de l'ouverture au monde, et du déploiement d'une diplomatie proactive et inclusive.

Un Cameroun solidaire, un Cameroun en paix, un Cameroun en marche : telle est notre conviction, tel est notre engagement.

A RESOLUTE COMMITMENT TO SOLIDARITY AND PROGRESS



By **H.E. MBELLA MBELLA**

Minister of External Relations

Pace, Work, Fatherland: These three words resonate profoundly in the hearts of every Cameroonian. They encapsulate a shared identity, an unwavering commitment to a nation shaped by history, and a collective ideal that transcends regional, linguistic, and generational divides. They evoke the homeland, the national flag, the anthem sung with pride, and the defining moments of our national teams.

Since Cameroon's accession to independence on 1 January 1960, its trajectory has been marked by foundational milestones: the Reunification of 1 October 1961, solemnized in Foumban, and the establishment of the unitary state following the 20 May 1972 referendum. These pivotal events have enshrined national unity as a central pillar of the Republic. Our national motto has thus asserted itself as a unifying foundation, rooted in the values of peace, solidarity, and progress.

These values continue to be vividly embodied through the celebration of the National Unity Day. From North to South, East to West — from Kousséri to Bamenda, Bangangté to Ebolowa, Garoua to Buea, Tibati to Yokadouma, and Nkongsamba to Foumban — Cameroonians commemorated this symbolic day with solemnity and patriotic fervour. The 53rd edition, held under the theme «**Army and Nation, United for a Peaceful and Prosperous Cameroon**», was marked by majestic parades, resonant addresses, and cultural showcases that reflected the country's rich diversity and collective aspiration for peace and sustainable development.

Abroad, the celebration assumes equally significant—and often more strategic—importance. As highlighted in the «**Events**» column of this issue, our diplomatic missions and consular posts successfully rose to the occasion, showcasing Unity Day in all its grandeur. Through official receptions, exhibitions, conferences, and public engagements by Heads of Mission, they reaffirmed both the State's proximity to its nationals abroad and Came-

roon's image as a stable, united, diverse, and forward-looking nation on the international stage.

The «**International**» column of this edition pays tribute to our compatriots residing abroad, several of whom now hold prominent positions within leading global institutions. Their remarkable journeys testify to the strength of our diaspora and to Cameroon's growing influence in multilateral settings.

Nevertheless, in contrast to these achievements, the persistent tragedy of irregular migration is addressed with due gravity in the «**Reflections**» column. While the pursuit of a better life may drive some of our compatriots to migrate, many continue to face harsh realities — arrests, detention, deportation, or even death in transit. In response, the Government of Cameroon, through its diplomatic and consular representations, spares no effort to ensure consular protection, organize dignified returns, and facilitate the reintegration of affected individuals.

Voluntary repatriation operations are carried out in partnership with institutions such as the International Organization for Migration (IOM), the European Union, and the Ministry of Social Affairs (MINAS). This coordinated approach ensures not only reception in Douala but also comprehensive support — healthcare, psychological, economic, and social — to enable our returning nationals to rebuild dignified lives and contribute meaningfully to national development.

On the diplomatic front, Cameroon is actively pursuing bilateral strategies to address contemporary challenges. As elaborated in the «**Analysis**» column, strengthened cooperation with Nigeria across multiple sectors reflects a commitment to fostering mutually beneficial neighbourly relations, grounded in trust, dialogue, and complementarity.

Cameroon's commitment remains equally strong within multilateral fora. On the occasion of the 80th anniversary of the United Nations Charter, Cameroon reaffirms its deep attachment to the founding ideals of the United Nations. The «**United Nations**» column, therefore, offers a thoughtful reflection on the current presidency of the General Assembly by our compatriot, H.E. Philemon Yang, whose distinguished career continues to inspire national pride and global recognition.

Through the pages of this publication, the Ministry of External Relations reiterates its core mandate: to contribute to the consolidation of peace, the strengthening of solidarity, and the acceleration of national progress. Under the leadership of the Head of State, H.E. Paul BIYA, Head of Cameroonian Diplomacy, our country remains resolutely committed to realizing its vision of emergence by 2035. This ambition is intrinsically linked to national cohesion, global engagement, and the deployment of a proactive and inclusive foreign policy.

A united Cameroon. A peaceful Cameroon. A Cameroon in motion. Such is our conviction, and it is our enduring commitment.



DIPLOCAM INFOS

VITRINE DE L'IMAGE DE MARQUE DU CAMEROUN

Le 8 mai 2025, le Ministère des Relations Extérieures a connu un moment fort dans son emblématique Salle des Actes, lieu chargé d'histoire du Cameroun, avec la présentation officielle du magazine « Diplocam Infos ».

La cérémonie, riche en couleurs, était présidée par le Secrétaire Général du Minrex, M. Chinmoun Oumarou, représentant S.E. Mbella Mbella, Ministre des Relations Extérieures. Étaient présents des hauts responsables du ministère, des représentants institutionnels ainsi que des partenaires stratégiques.

Diplocam Infos se veut un outil de promotion de l'image de marque du Cameroun, illustrant la volonté présidentielle de favoriser une diplomatie transparente et accessible. Le premier numéro du magazine, intitulé « Cameroun : la dynamique d'une diplomatie de présence », présente en couverture S.E. Paul Biya, Chef de l'État et Chef de la diplomatie lors de la cérémonie des vœux du nouvel an par le Corps diplomatique.

Cette publication, qui compte 96 pages et sera éditée trimestriellement, offre une mosaïque d'analyses sur les dynamiques internationales, les stratégies diplomatiques et les relations bilatérales. Le magazine aborde également la modernisation des procédures consulaires, notamment à travers E-visa et E-légalisation. Le contenu est richement illustré, incluant des images de la cérémonie de présentation des vœux 2025 à S.E. Mbella Mbella. Parmi les thématiques abordées dans Diplocam Infos, on trouve :

- La vision du Président de la République ;
- Les échanges et visites de haut niveau ;
- La signature d'accords-cadres et d'accords de coopération ;
- Les actions des Missions diplomatiques et Postes consulaires du Cameroun à l'étranger ;
- Les rencontres bilatérales, incluant les sommets des Chefs d'État et les conférences ministérielles ;
- La révolution numérique au Cameroun ;

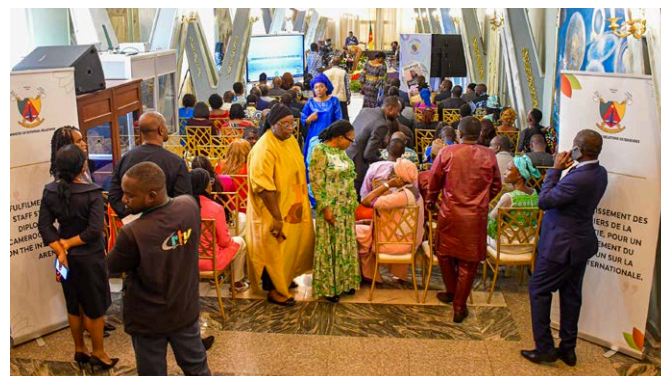


- Le placement des Camerounais dans les instances sous-régionales, régionales et internationales.

Le lancement officiel de Diplocam Infos représente une avancée significative dans la diffusion des actions gouvernementales relatives à la politique extérieure du Cameroun. Le magazine se positionne comme une référence incontournable pour la promotion de l'image du pays et comme un outil d'analyse et de compréhension de sa politique extérieure.

Des lecteurs ont partagé leurs impressions avec l'équipe de rédaction témoignant ainsi d'un intérêt marqué pour cette première édition.

● Fabrice Houngue / Josine Irène Dadje





NATIONAL DAY

CELEBRATION AT CAMEROONIAN EMBASSIES AND CONSULATES

The commemoration of National Day is of vital importance in the political, social and diplomatic landscape of Cameroon. It fosters a unified national narrative and represents the country's aspirations.

The 20th of May was designated as National Day in Cameroon in 1972, and has since evolved into a significant event that symbolises civic pride and national unity for the people of Cameroon. Initially, Cameroon celebrated National Day on 1 January each year; however, the establishment of a unitary state

in 1972 led to a shift in focus to 20th May, consolidating authority and centralising the narrative around national unity.

Each year, 20th May is celebrated under a theme and is marked by various events including parades, ceremonies, and cultural festivities throughout Cameroon.





The participation of diverse groups such as youth, schools, and institutional bodies contributes to its character as a popular celebration. The theme for the 2025 celebration, “Army and Nation, United for a Peaceful and Prosperous Cameroon,” encapsulates the government’s aim to associate the military with national security and cohesion amidst ongoing challenges.



cultural diplomacy. They organise events that reflect the Cameroonian state’s presence abroad while adapting ceremonies to engage with local contexts and foster relations with diaspora communities and host nations. Thanks to these efforts, the projected image of Cameroon is one of stability, peace and unity, which further reinforces the national narrative while connecting Cameroonians across the globe.



It should be noted that the observance of this Day is not limited to the national borders of Cameroon. Embassies and consulates play a crucial role in the international representation of these celebrations, acting as for



The programme of events in this year’s celebration included an official evening in Madrid, showcasing a selection of traditional cuisine and contemporary art. An intercultural concert was also held in Kinshasa, featuring





artists from Cameroon and the DRC. In addition, a conference was held in Rome to discuss issues relating to African unity, with academics and students in attendance. Similar events were held in Abuja, Washington, Paris, Ottawa, and Brussels, increasing the international visibility of Cameroon. These initiatives are integral to the Ministry of External Relations' strategy for enhancing Cameroon's soft power and global diplomacy. By showcasing cultural elements such as cuisine, music and handicrafts, these embassies contribute to the cultivation of a positive international image of Cameroon. The celebrations also serve to facilitate connections with the significant Cameroonian diaspora, which spans continents. This enables the incorporation of expatriates into the national narrative and empowers them as advocates of patriotism abroad.

● GDD/Martin Ngando





ABIDJAN



ABUJA



ADDIS-ABEBA



ANKARA



BANGUI



BATA



BEIJING



BRASILIA



BRAZZAVILLE



CALABAR



DAKAR



DJEDDAH



DUBAÏ



GENÈVE



KINSHASA



LAGOS



LA HAYE



LE CAIRE



LIBREVILLE



LONDON



MADRID



MALABO



MARSEILLE



MONROVIA



MOSCOU



NEW DELHI



PARIS



RABAT



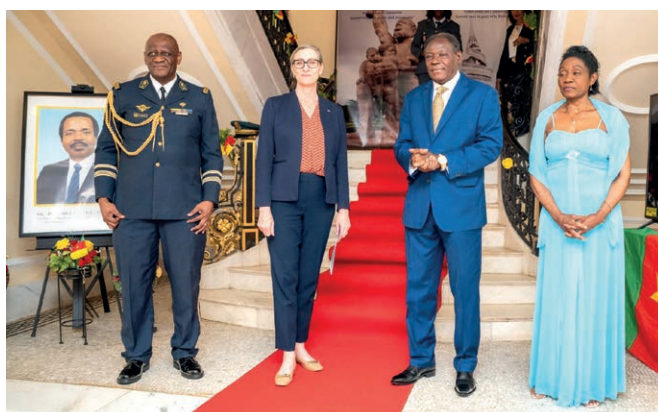
ROME



TEL AVIV



TUNIS



WASHINGTON



**Nous œuvrons pour le
développement du Cameroun et
le bien-être des Camerounais**

À travers ses projets, la SNH met le pétrole brut et le gaz naturel au service de l'État et des citoyens, avec des retombées positives :



De l'électricité pour les ménages et les industries ;



Du gaz domestique (GPL) pour les foyers ;



Du gaz naturel liquéfié (GNL) pour valoriser des ressources jusque-là inexploitées ;



Des revenus pour l'État, reversés mensuellement au Trésor public.



Dépôt GPL de la SNH à Bipaga, seule source locale d'approvisionnement en gaz domestique. Pour la première fois, du gaz domestique est produit à partir du gaz naturel extrait du sous-sol camerounais.



La SNH fournit le gaz naturel qui permet à la Centrale de Kribi de produire de l'électricité au bénéfice de six régions du Cameroun.



Le Hilli Episeyo, toute première usine de liquéfaction flottante du monde issue de la conversion d'un méthanier. Cette innovation technologique a ouvert au Cameroun les portes du marché international du GNL.

Contact :

Siège social : Yaoundé, Cameroun - B.P. : 955 - Tél : (+237) 222 201 910
Fax : (+237) 222 209 869 - Site internet: www.snh.cm

CAMEROON - KINGDOM OF NORWAY

H.E. SVEIN BAREA PRESENTS HIS CERTIFIED COPIES OF LETTERS OF CREDENCE

On 17 September 2025, H.E. Svein Barea, the designated Ambassador of the Kingdom of Norway to Cameroon with residence in Abuja, presented Copies of his Letters of Credence to H.E. Mbella Mbella, Minister of External Relations of Cameroon.

Following the customary formalities, the two dignitaries exchanged views on the state of cooperation between Cameroon and Norway, emphasising their shared commitment to strengthening bilateral relations across multiple sectors.

The Kingdom of Norway has a well-established diplomatic presence in Cameroon, with an embassy in Yaounde and a consulate in Douala. These entities play a vital role in facilitating cultural, commercial, and political exchanges. The core objective of Norway's diplomatic mission is to promote Norwegian interests while providing support to Norwegian citizens residing in or travelling to Cameroon. A key priority in the bilateral relationship is sustainable cooperation, notably in areas such as environmental protection and human rights, reflecting



Norway's dedication to a constructive and long-term partnership with Cameroon.

Both parties expressed optimism regarding the prospects for deepening ties and enhancing mutual collaboration in the coming years, underlining the importance of continued dialogue and strategic partnership between the two nations.

● Marie Manuella Mballa Ndomo

FOCAC 2025-2027

LAUNCH OF THE MONITORING COMMITTEE'S ACTION PLAN

On 16 September 2025, the Ministry of External Relations hosted the official launch ceremony of the Interministerial Committee in charge of monitoring the implementation of the resolutions established within the framework of the FOCAC 2025-2027 Plan of Action.

The meeting was presided over by H.E. Mr Mbella Mbella, Minister of External Relations. Several government members, Director Generals and experts attended the event.

The primary mission of this committee is to coordinate the implementation of the ten partnership initiatives between Africa and China, which were outlined in the three-year Action Plan adopted at the 4th Summit of the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) in Beijing, in September 2024. These initiatives aim to modernise and invigorate bilateral cooperation across multiple areas.

The primary objectives are to accelerate agricultural modernisation, promote industrialisation, develop infrastructure, facilitate trade, advance the digital economy, and strengthen human resource training, with a particular focus on women and youth. The partnership also includes combating climate change, protecting

ecosystems, sustainable development, and cooperation in health, notably through enhanced support for medical infrastructure and expert training.

The Interministerial Committee has been assigned the responsibility of optimising the impact of these resolutions in Cameroon, ensuring effective coordination among various government stakeholders and Chinese partners. This institutional framework reflects the commitment to deepen the strategic relationship between the two countries in a spirit of mutual development.

In this step, China reaffirms its role as a major partner of Africa, with a strengthened commitment to support the continent's ambitions for economic growth, sustainable development and regional integration.

● Jean Chrislin Ndo Eto



CAMEROUN – CANADA

S.E. MARIE-CLAUDE HARVEY NOUVELLE HAUTE-COMMISSAIRE

Le 16 septembre 2025, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu les Copies Figurées des Lettres de Créance de S.E. Marie-Claude Harvey, Haute-Commissaire désignée du Canada au Cameroun.

Au cours des échanges qui ont suivi cette cérémonie solennelle, les deux personnalités ont passé en revue les relations bilatérales historiques et fraternelles qui unissent les deux nations. Elles ont convenu de travailler ensemble pour consolider et diversifier ce partenariat tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

Mme Marie-Claude Harvey succède à Mme Lorraine Anderson à ce poste et entend poursuivre les efforts



visant à renforcer la coopération dans des domaines clés tels que le développement durable, la gouvernance, l'éducation et la santé.

Cette rencontre illustre la volonté commune des deux pays d'approfondir leurs relations diplomatiques et de promouvoir un partenariat dynamique au service des intérêts partagés des peuples camerounais et canadien.

● Franchinelle Moampissa

CAMEROUN-FRANCE

S.E. SYLVAIN RIQUIER OFFICIELLEMENT EN POSTE

Le 4 septembre 2025, S.E. Mbella Mbella, Ministre des Relations Extérieures, a reçu les copies figurées des lettres de créance de S.E. Sylvain Riquier, nouvel Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France au Cameroun.



Nommé par décret présidentiel le 7 août 2025, Sylvain Riquier est un haut fonctionnaire expérimenté. Ancien élève de l'École nationale des Chartes et de l'École Nationale d'Administration, il a occupé plusieurs postes diplomatiques, notamment à Islamabad, Beyrouth, puis au sein du Ministère français des Affaires étrangères à Paris. Depuis 2021, il était Ambassadeur de France auprès de l'Union des Comores.

Cette nomination intervient dans un contexte de renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, particulièrement dans les domaines économiques,

culturels et sécuritaires. L'Ambassadeur Riquier aura pour mission d'accompagner la relance du partenariat stratégique franco-camerounais, amorcée par plusieurs visites officielles de haut niveau ces dernières années.

Sa diplomatie s'inscrit dans la continuité d'un partenariat historique, avec l'objectif de renforcer les liens politiques et économiques entre Paris et Yaoundé. Cette cérémonie officielle marque la prise de fonction du diplomate français, qui succède au général Thierry Marchand.

● Stele Keibo B.

CAMEROUN-FRANCE

FIN DE MISSION POUR L'AMBASSADEUR MARCHAND

Le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu en audience d'au revoir le 1er septembre 2025, l'Ambassadeur de France, S.E. Thierry Marchand, arrivé en fin de mission après trois années de service diplomatique.

Au cours de cette rencontre protocolaire, les deux personnalités ont revisité les grands axes de la coopération bilatérale entre le Cameroun et la France, marquée ces dernières années par un renforcement des partenariats dans les domaines de la sécurité, de l'éducation, de la santé et du développement économique. L'Ambassadeur Marchand a salué la qualité du dialogue entre Yaoundé et Paris, soulignant une volonté commune de bâtir une relation « renouvelée et confiante » entre les deux États. En marge de l'audience, un déjeuner officiel a été offert en l'honneur du diplomate français à l'hôtel Hilton de Yaoundé. À cette occasion, S.E. Thierry Marchand a reçu une distinction honorifique remise au nom du



Chef de l'État, S.E. Paul Biya, en reconnaissance de son engagement pour le renforcement des liens franco-camerounais.

Cette cérémonie marque la fin d'un chapitre diplomatique, mais aussi l'ouverture de nouvelles perspectives pour une coopération toujours plus dynamique entre les deux pays.

● Stéphane Mbessa

END OF MISSION

TRIBUTE TO HER EXCELLENCY, THE AMBASSADOR OF THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT



On 27 August 2025, the Minister of External Relations, H.E. Mr Mbella Mbella, received H.E. Mrs Dalia Fayez Farag Ghubrial, Ambassador of the Arab Republic of Egypt, on the occasion of the conclusion of her diplomatic mission in Cameroon.

During this official meeting, the Minister and the Ambassador reviewed the main achievements of the diplomat since her arrival in Cameroon, in March 2022. They notably discussed issues related to the enhancement of bilateral cooperation and the strengthening of friendship bonds between the two nations. As a matter of fact, a multitude of fruitful exchanges took place in the domains of education, economics, military affairs and culture. In recognition of her dynamism and commitment, a state dinner was offered to H.E. Dalia Fayez Farag Ghubrial under the patronage of the Cameroonian Head of State. During the ceremony, she was awarded the distinction of Grand Officer of the Order of Valour, a testament to the high regard in which she is held.

The mission of the Ambassador was to consolidate sustainable cooperation between Yaoundé and Cairo, as demonstrated by initiatives such as the establishment of joint military commissions, increased support for scholarships for Cameroonian students, and the strengthening of collaboration within international organisations.

H.E. Dalia Fayez Farag Ghubrial successfully completed her mission in Cameroon, having been honoured by the Cameroonian authorities and having established a positive record. The door is now open for an ever-closer bilateral partnership.

● Alassa Mfouapon Nsangou



CAMEROON-VIETNAM

H.E. BUI QUOC HUNG STARTS HIS OFFICIAL MISSION

On Tuesday, 12 August 2025, H.E. Mr Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth, received H.E. Bui Quoc Hung, Ambassador-designate of the Socialist Republic of Vietnam to Cameroon with residence in Abuja.

The Vietnamese diplomat presented the official copies of his letters of credence, thereby officially commencing his diplomatic mission in Cameroon. During this meeting, the Minister and the new Ambassador reviewed the bilateral and multilateral cooperation linking Cameroon and Vietnam since the establishment of diplomatic relations in 1972, highlighting continuous collaboration over several decades. They also identified promising prospects to strengthen and diversify multisectoral exchanges, particularly in the fields of the economy, trade, agriculture, business, forestry, infrastructure, and energy. These exchanges are mutually beneficial for both nations.

● Mouhamadou Loukman



CAMEROON-AUSTRALIA

H.E. LEILANI BIN-JUDA IS READY TO BEGIN HER MISSION IN CAMEROON

On Tuesday, 5 August 2025, the Minister of External Relations of Cameroon, H.E. Mbella Mbella, received copies of the Letters of Credence of the newly appointed High Commissioner Extraordinary and Plenipotentiary of the Commonwealth of Australia to Cameroon with residence in Abuja, Ms. Leilani Bin-Juda.

During this official audience held on the sidelines of the ceremony, the Minister and the High Commissioner discussed diplomatic ties between Cameroon and Australia, which have been established since 1 March 2002. This appointment marks a new phase in strengthening bilateral relations, with ongoing dialogue on prospects for cooperation between the two countries. Madam

Bin-Juda expressed her commitment to fostering a dynamic partnership aimed at deepening political, economic, and cultural exchanges. The meeting emphasises the importance both nations place on their diplomatic relations, with the ambition of developing a strong and mutually beneficial partnership in the years ahead.

● Sebastien Daawe



CAMEROUN-ESPAGNE

PRÉSENTATION DES COPIES FIGURÉES POUR S.E. PÉREZ-GÓMEZ DELAUNAY

Le mercredi 30 juillet 2025, le Ministre des Relations Extérieures S.E. Mbella Mbella, a reçu en audience S.E. Juan Pedro Pérez-Gómez Delaunay, Ambassadeur désigné du Royaume d'Espagne au Cameroun.

Cette rencontre a marqué la présentation officielle des copies figurées des lettres de créance de l'Ambassadeur, acte protocolaire qui formalise le début de sa mission diplomatique auprès du Cameroun.

Au cours de l'audience, les deux diplomates ont évoqué l'importance des relations historiques entre le Cameroun et l'Espagne, inscrites dans une collaboration bilatérale dynamique et diversifiée. Ils ont souligné la nécessité de renforcer les échanges dans plusieurs secteurs allant de l'énergie au développement durable, en passant par les infrastructures et la culture.

Cette passation s'inscrit dans la continuité des efforts diplomatiques visant à consolider un partenariat mutuellement bénéfique, en lien avec les priorités stratégiques des deux pays.



S.E. Juan Pedro Pérez-Gómez Delaunay, riche d'une longue expérience diplomatique en Afrique et ailleurs, a ainsi officiellement pris ses fonctions, appelant à une coopération renforcée pour les années à venir.

● Jude Ava Mbella

FIN DE MISSION

S.E. CORINNA FRICKE FAIT SES ADIEUX

Le 15 mai 2025, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu en audience d'adieu l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne, Dr. Corinna Fricke, marquant la fin de sa mission diplomatique au Cameroun.



Cette rencontre protocolaire a permis de revenir sur quatre années de coopération fructueuse entre les deux pays, notamment dans les domaines culturel, économique et politique. Parmi les projets marquants, figurent la restitution d'artefacts culturels et le renforcement des échanges bilatéraux.

Le Ministre Mbella Mbella a salué l'engagement constant de l'Ambassadeur à favoriser les relations d'amitié et de partenariat, soulignant l'importance de cette dynamique pour le développement mutuel des deux nations.

Cette audience d'adieu a illustré la continuité et la vitalité des relations diplomatiques entre le Cameroun et l'Allemagne.

● Hélène Florence Ngah

ANS CONSULTING À VOTRE ÉCOUTE, C'EST...

- Une assurance de qualité, fruit d'une politique de formation, d'échanges et de veille.
- Une dimension nationale et régionale source d'une véritable synergie de compétence et d'un partage de savoir-faire.
- Une implication locale forte qui favorise disponibilité et écoute, gage de conseil personnalisé et d'efficacité.
- Conseil juridique, Conseil fiscal et douanier, réglementation des changes et droit social

ANS
CONSULTING

INGÉNIERIE JURIDIQUE FISCALE



Ces assises, qui visent à raffermir les liens entre les peuples camerounais et sénégalais, ont été conduites par les Ministres des Affaires Etrangères des deux pays: S.E. Mbella Mbella pour le Cameroun et S.E. Yassine Fall pour le Sénégal.

Les discussions ont porté sur trois axes majeurs de la coopération bilatérale : les questions politiques, juridiques, consulaires, de défense et de sécurité ; les questions économiques et commerciales ; et enfin, les questions scientifiques, culturelles et techniques.

Des accords concrets pour la coopération future

À l'issue de la session, les délégations ont convenu de plusieurs accords pour renforcer leur collaboration. Elles ont notamment décidé de :

- Partager leurs expériences dans des domaines clés : gestion de la diaspora, financement de la production rizicole, formation de techniciens maritimes, structuration de projets solaires, insertion professionnelle des jeunes et développement des industries culturelles et créatives.
- Renforcer les formations des personnels de défense et de sécurité dans les écoles et centres d'instruction respectifs.

GRANDE COMMISSION MIXTE

RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LE SÉNÉGAL

Dans le cadre des excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Cameroun et le Sénégal depuis 1960, la 5e session de la Grande Commission mixte de coopération s'est tenue les 31 juillet et 1er août 2025 à Yaoundé.

- Mettre en place un forum d'affaires Cameroun-Sénégal et promouvoir des missions commerciales conjointes.
- Faciliter les opérations logistiques sur les corridors maritimes Dakar-Douala et Dakar-Kribi.
- Établir des partenariats entre opérateurs privés dans le domaine de l'aquaculture.
- Organiser des échanges dans le secteur de l'artisanat, ainsi que des forums d'investissement et des événements touristiques pour dynamiser le tourisme intra-africain.
- Développer la coopération interuniversitaire et la coopération décentralisée, avec un projet de jumelage entre la commune de Mbalmayo (Cameroun) et celle de Pikine-Nord (Sénégal).

Le 1er août 2025, les deux chefs de délégation ont procédé à la signature au Ministère des Relations extérieures, de neuf accords de coopération. Ces documents couvrent un large éventail de domaines :

- Exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.
- Services aériens.
- Promotion et protection de la femme, de la famille et des droits de l'enfant.
- Co-production et échanges cinématographiques.
- Développement et promotion de l'artisanat.
- Coopération judiciaire en matière de transfèrement de personnes condamnées, d'extradition, ainsi qu'en matière pénale, civile et commerciale.

● Hélène Florence Nghah





CAMEROON-UNHCR

A STRENGTHENED HUMANITARIAN PARTNERSHIP

On 21 July 2025, H.E. Mbella Mbella, Minister of External Relations of Cameroon, granted an audience to Mrs Yvette Muhimpundu, the Multi-Country Representative of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Cameroon.

Beyond diplomatic protocol, this meeting—held against the backdrop of intensifying humanitarian challenges both regionally and globally—embodied a shared will to revitalise a longstanding partnership. Having arrived in Yaounde on 5 September 2024, the Burundian diplomat officially presented her Certified copies of letters of credence to the Minister of External Relations, thereby formally commencing her mission.

Minister Mbella Mbella reaffirmed the Cameroonian Government's unwavering commitment to the UNHCR's mandate. While the meeting opened with customary diplomatic formalities, it quickly evolved into a substantive dialogue focused on shared strategic priorities. The

UNHCR also expressed gratitude for Cameroon's exemplary hospitality in hosting refugees on its territory.

A Historical Partnership Under Consolidation

The cooperation between Cameroon and UNHCR is rooted in the headquarters agreement signed in 1972. For over half a century, this collaboration has yielded ambitious programmes for the protection, socio-economic inclusion, and empowerment of refugees. The core objective remains unchanged: to equip displaced populations with the means to pursue a voluntary, dignified, and safe return to their countries of origin.

Cameroon's widely recognized hospitality is reflected in key figures: as of late June 2025, the country hosted 413,764 refugees and 17,768 asylum seekers from over thirty nationalities. The Minawao camp in the Far North and the seven sites along the eastern corridor (Adamawa and East regions) are the primary reception and support hubs.

An Expanding Regional Footprint

Based in Yaounde, the UNHCR's Multi-Country Office currently covers Cameroon, Gabon, Equatorial Guinea, and São Tomé and Príncipe. Starting October 2025, its mandate will extend to include the Republic of Congo, further reinforcing Cameroon's capital as a regional humanitarian hub for Central Africa.

● Evariste Eyenga



CAMEROON-UNOCA

TOWARDS A STRONGER STRATEGIC PARTNERSHIP

H.E. Mbella Mbella, Minister of External Relations, granted an audience to Mr Abdou Abarry, Special Representative of the UN Secretary-General and Head of the United Nations Regional Office for Central Africa (UNOCA), on the sidelines of the inaugural Steering Committee of the UN Technical Assistance Project for the 2025–2027 electoral cycle.

From 22 to 28 June 2025, Mr Abarry undertook a working visit to Cameroon at the invitation of Elections Cameroon (ELECAM), as part of the UN's good offices efforts. During the meeting on 27 June, the parties concerned exchanged views on a number of subjects of mutual interest, including the national sociopolitical situation, preparations for the October 2025 elections, and the just ended International Conference on the Sustainable Blue Economy in the Gulf of Guinea.

The Minister welcomed the United Nations' support for Cameroon's electoral process and reiterated the Head of State's determination to ensure peaceful and transparent elections. He also highlighted government efforts to combat hate speech, particularly on social media, and highlighted the country's political stability within a volatile regional environment.

Blue Economy and Regional Governance in Focus

The International Conference on the Sustainable Blue Economy in the Gulf of Guinea, scheduled for 9–10 July 2025 in Yaoundé under the Very Esteemed Patronage of the Head of State, was another major topic of discussion. The Minister commended the United Nations' involvement in the conference's organisation and welcomed

the participation of the UN Deputy Secretary-General, delegated by the Secretary-General himself.

A retrospective on Mr Philemon Yang's tenure as President of the UN General Assembly underlined Cameroon's ongoing dedication to ocean governance and regional leadership. Mr Abarry, for his part, praised Cameroon's proactive role in promoting the blue economy and its engagement in sub-regional initiatives.

Regional Security and Preventive Diplomacy

Discussions also covered the situation within member states of the UN Standing Advisory Committee on Security Questions in Central Africa (UNSAC). Mr Abarry presented the outcomes of its 59th session, held in May 2025 in N'Djamena, and addressed tensions between the Democratic Republic of Congo and Rwanda, currently under mediation by the President of the United States.

He further recommended diplomatic outreach to Chad, which is reportedly considering withdrawal from the Multinational Joint Task Force (MNJTF) against Boko Haram. The Minister reaffirmed Cameroon's readiness to fostering regional stability through collaborative efforts with multilateral partners.

● Lasconi Medi

CAMEROUN-PNUD

UN NOUVEAU DÉPART

Le Ministre Délégué chargé de la Coopération avec le Commonwealth, S.E. Mbayu Félix, a reçu en audience le 2 juillet 2025, M. Mathieu Ciowela Katumba Mateso, nouveau Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), mettant ainsi fin à une période d'intérim de plus de deux ans.

En présentant ses lettres d'introduction marquant son installation officielle en tant que Représentant Résident du PNUD au Cameroun, M. Mathieu Ciowela Katumba Mateso clôture par la même occasion, une phase transitoire assurée successivement par Mme Aïssata De, Directrice régionale adjointe du bureau de New York, et M. Opiah Mensah Kumah, après le départ de M. Aliou Maadou Dia.

Trois axes de coopération stratégique

Au cours de l'audience, les échanges ont porté sur les principaux domaines de collaboration entre le Cameroun et le PNUD :

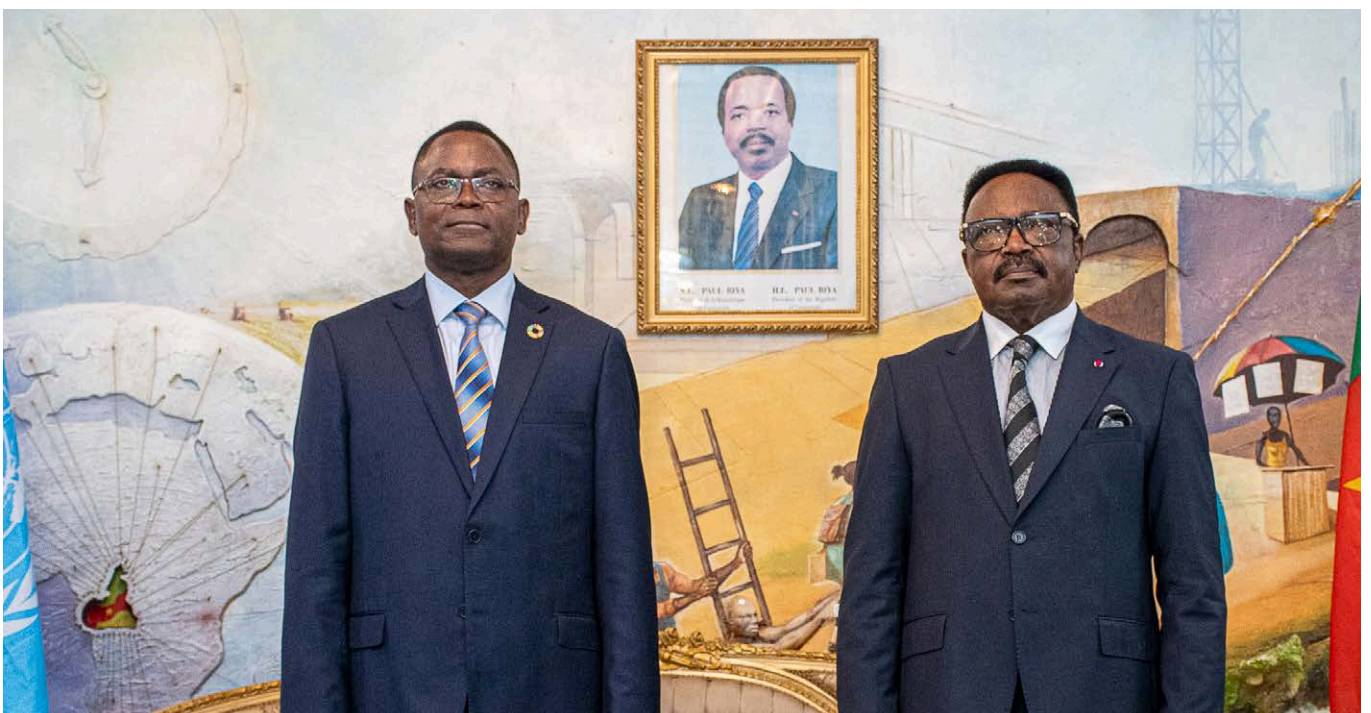
- **Reconstruction et développement** : le Ministre a salué l'implication du PNUD dans la mise en œuvre du Plan Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement (PPRD), notamment dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord.
- **Appui au processus électoral** : les discussions ont souligné l'importance du soutien du Système des Nations Unies à la promotion d'un climat apaisé en vue de



l'élection présidentielle de 2025, ainsi que l'engagement du PNUD auprès d'ELECAM pour une approche inclusive.

• **Financement par le Peace Building Fund (PBF)** : le Ministre a exprimé sa satisfaction quant à la mise en œuvre des projets financés par le PBF, auxquels le Cameroun a été admis, et qui contribuent à la consolidation de la paix et au développement local. En clôture de l'entretien, S.E. Mbayu Félix a réitéré ses vœux de plein succès à M. Katumba Mateso dans l'exercice de ses fonctions, tout en lui souhaitant un séjour fructueux au Cameroun. Cette nomination ouvre une nouvelle phase de coopération renforcée entre le Cameroun et le PNUD, dans un esprit de partenariat constructif et durable.

● Maryline Anding





CAMEROUN-NIGER

NOUVELLES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION

La présentation de la Copie figurée des Lettres de créance de S.E. Tahirou Boureima, l'Ambassadeur désigné du Niger au Ministre des Relations Extérieures S.E. Mbella Mbella le 9 mai 2025, a ouvert des perspectives de collaboration entre les deux pays.

Ce moment de partage a permis de revisiter les acquis, d'identifier les défis persistants, et d'esquisser les contours d'un partenariat renouvelé. Le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella a saisi cette occasion pour présenter les atouts du Cameroun, qualifié d'Afrique en miniature, en raison de sa diversité culturelle et de sa position géographique stratégique. Situé au cœur du Bassin du Congo et ouvert sur l'océan Atlantique, le Cameroun bénéficie d'un double potentiel économique : forestier et maritime.

Le Ministre a également rappelé la vision du Chef de l'État pour une émergence à l'horizon 2035, fondée sur la consolidation de l'État de droit, l'industrialisation, le développement des infrastructures et l'intégration nationale.

Abordant la situation sociopolitique, le Ministre a évoqué les efforts engagés pour résoudre durablement la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il a mis en avant les avancées issues du Grand Dialogue National, dont les recommandations sont progressivement mises en œuvre. Le Cameroun, a-t-il souligné, reste attaché aux principes du bon voisinage et à une politique d'accueil des réfugiés, menée en coordination avec les pays de la sous-région.

Des acquis à consolider

Sur le plan politique et diplomatique, les relations entre le Cameroun et le Niger sont excellentes. Le Ministre s'est félicité de la qualité des échanges entre les dirigeants des deux pays, et a salué la coopération dans les domaines du renforcement des capacités et de la sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Toutefois, il a relevé que la coopération économique et commerciale demeure en retrait, malgré l'existence de trois accords bilatéraux. Il a exprimé le souhait de voir cette dynamique renforcée, notamment à travers les opportunités offertes par la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), qui pourrait servir de levier pour une intégration économique plus ambitieuse.

Une relance réaffirmée

L'Ambassadeur Tahirou Boureima, a exprimé sa gratitude envers les autorités camerounaises pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé. Il a transmis les salutations du Président de la République du Niger, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, ainsi que celles du Premier Ministre Ali Lamine Zeine à leurs homologues camerounais.



Il a réaffirmé la disponibilité des Hautes Autorités nigériennes à œuvrer au raffermissement des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays. Sa nomination, a-t-il indiqué, s'inscrit dans cette dynamique et constitue un signal fort en faveur d'un partenariat renforcé. L'Ambassadeur a également salué la vision du Président Paul Biya, qu'il juge convergente avec celle du Général Tiani pour un Niger nouveau. Il a souligné l'importance de la tenue prochaine de la première session de la Commission Mixte, instituée par l'article 8 de l'Accord de Maroua, qu'il considère comme une étape décisive dans la consolidation du partenariat bilatéral.

Convergence diplomatique à valoriser

En exprimant son engagement personnel à œuvrer sans relâche au renforcement des relations entre le Cameroun et le Niger, l'Ambassadeur Boureima a estimé que les ressources et le potentiel du Cameroun constituent un levier stratégique pour l'atteinte des objectifs communs. Cette relance bilatérale, portée par une volonté politique partagée, pourrait ouvrir la voie à une coopération plus structurée, fondée sur des intérêts convergents et une vision panafricaine concertée.

● Martin Ngando





CAMEROUN-SÉNÉGAL

S.E. MALICK DIOUF PREND SES FONCTIONS AU CAMEROUN

Le 26 juin 2025, le nouvel Ambassadeur désigné de la République du Sénégal a officiellement remis la copie figurée de ses Lettres de créance au Ministre des Relations Extérieures S.E. Mbella Mbella.

La cérémonie protocolaire s'est déroulée en présence des collaborateurs du Ministre et des membres de la mission diplomatique sénégalaise au Cameroun. À l'issue de la présentation de ces documents officiels, un échange a permis aux deux personnalités de passer en revue les relations bilatérales et multilatérales, la situation interne des deux pays, ainsi que les grands enjeux internationaux.

Le Ministre a salué la qualité des relations historiques entre le Cameroun et le Sénégal, fondées sur la confiance mutuelle et le leadership éclairé de leurs Hautes Autorités.

S.E. Malick Diouf a souligné les nombreuses similitudes entre les deux pays et exprimé le souhait de renforcer la coopération économique, notamment dans les secteurs des mines et de l'agriculture. Il a mis en avant l'attractivité du Code des Investissements camerounais et encouragé sa promotion auprès des investisseurs sénégalais. Il a également réaffirmé l'engagement du Sénégal à œuvrer aux côtés du Cameroun dans le cadre de la

mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

Sur le plan multilatéral, les deux parties ont relevé avec satisfaction la convergence de leurs positions au sein des instances continentales et des Nations Unies. Le Ministre a exprimé sa reconnaissance pour le soutien du Sénégal à la candidature camerounaise à la présidence de la 79e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, ainsi que pour sa participation remarquable au 50e Conseil des Ministres des Affaires Étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique, tenu à Yaoundé en août 2024.

Abordant la situation sociopolitique du Cameroun, le Ministre a présenté la richesse culturelle du pays et réaffirmé la vision du Chef de l'État en faveur de l'unité nationale et du vivre-ensemble. Il a également annoncé la tenue de l'élection présidentielle en octobre prochain, assurant que le Gouvernement œuvre pour garantir un climat de paix avant, pendant et après le scrutin.

L'Ambassadeur Malick Diouf a exprimé sa gratitude aux autorités camerounaises pour l'accueil chaleureux reçu dès son arrivée. Il a transmis au Ministre des Relations Extérieures les salutations de son homologue, S.E. Madame Yassine Fall, Ministre des Affaires Étrangères du Sénégal.

Il a souligné l'importance de cette rencontre pour dynamiser les échanges économiques et encouragé la signature des projets d'accords en cours, tout en s'engageant à faciliter les contacts entre les milieux d'affaires des deux pays.

Enfin, il a salué le mandat du Cameroun à la tête de la 79e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, exercé par l'ancien Premier Ministre Philémon Yang, et réaffirmé sa volonté de contribuer activement au renforcement des relations bilatérales.

● Martin Ngando

CAMEROON-TÜRKIYE

CONSOLIDATED TIES OF FRIENDSHIP

From 5 to 7 May 2025, the third session of the Cameroon– Türkiye Joint Cooperation Commission was held in Yaounde, marking a key milestone in strengthening bilateral relations.

The Cameroonian delegation, led by Minister of External Relations H.E. Mbella Mbella, welcomed its Turkish counterpart, led by Mr Yasar Güler, Minister of National Defence. The opening session was co-chaired by Mr Chinmoun Oumarou, Secretary-General of the Ministry of External Relations, and Mrs Aylin Bebekoglu, Deputy Director General at the Turkish Ministry of Trade. Discussions reviewed achievements since 2014 and outlined new avenues for cooperation.

A More Robust Cooperation

Both sides expressed their commitment to boosting economic exchanges and promoting reciprocal investments. They pledged to simplify administrative procedures and create a more business-friendly environment for entrepreneurs from both countries. In the defence sector, Cameroon and Türkiye agreed to strengthen their partnership through joint projects, including the construction of naval platforms and the development of unmanned aerial vehicles. An agricultural action plan was signed, with a first executive committee meeting scheduled within a year. Fisheries were also identified as a promising area for private sector involvement.

Education, Culture, and Mobility

Türkiye welcomed the growing momentum in the edu-

cation sector. Both countries reaffirmed their intention to facilitate mobility of citizens and goods, while also strengthening cooperation in health, transport, tourism, and culture.

The session concluded on a note of optimism, with the decision to establish a Joint Monitoring Committee starting next year to ensure the effective implementation of commitments, ushering in a new era of Cameroon– Türkiye cooperation.

● Gustave Mbongo Ekwalla Eyoum





JOURNÉE DE L'AFRIQUE

LE CAMEROUN HONORE L'UNITÉ CONTINENTALE

Le 25 mai 2025, le Ministère des Relations Extérieures a organisé une cérémonie solennelle, réaffirmant son engagement en faveur de la coopération et du développement du continent.

Cet événement annuel, né de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963, a mis en lumière la position stratégique du pays et son rôle dans la promotion des idéaux, de solidarité, d'intégration et de développement que les membres de l'Union africaine actuelle ont en partage. Dans son allocution, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, qui a présidé la cérémonie

sur l'esplanade du Département, a souligné le fait que la célébration de cette journée était plus qu'une simple commémoration : « La Journée de l'Afrique est un moment de réflexion et de projection vers l'avenir, une boussole qui nous rappelle nos racines communes et nous projette vers un destin partagé de paix, de prospérité et de souveraineté. »

La cérémonie, qui a réuni un parterre de diplomates, de membres du gouvernement et d'universitaires, a été l'occasion pour le Cameroun de réitérer ses priorités stratégiques. Celles-ci incluent le renforcement des mécanismes de paix et de sécurité, la participation active aux programmes d'intégration régionale, le soutien aux initiatives de transition écologique et numérique, ainsi que la promotion des échanges culturels et éducatifs.

Ces engagements témoignent de la volonté du pays de contribuer activement à l'édification de « l'Afrique que nous voulons ». Des représentants des missions diplomatiques africaines à Yaoundé ont également pris la parole, saluant le rôle constructif du Cameroun dans la gestion des crises régionales et ses efforts de médiation. La journée a été clôturée par une table ronde intitulée « Défis et opportunités de l'intégration africaine ». Cet échange, réunissant des experts et des étudiants, a souligné que la célébration de la Journée de l'Afrique au Ministère des Relations Extérieures s'inscrit dans une vision politique et civilisationnelle profonde, portée par le dialogue et l'engagement pour une Afrique forte, digne et solidaire.

● Dimou Astadjoumba



WTO MINISTERIAL CONFERENCE

AN ASSESSMENT VISIT CONDUCTED BY THE DIRECTOR-GENERAL

In preparation for the 14th Ministerial Conference of the World Trade Organization (MC14), scheduled to take place in Yaounde from 26 to 29 March 2026, Ms. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General of the WTO, paid a working visit to Cameroon on 26 May 2025.

This mission constituted a component of the preparatory process for this significant multilateral meeting. On this occasion, Ms. Okonjo-Iweala was received in audience by H.E. Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations. The discussions served to reinforce the solid foundations of the relationship between Cameroon and the WTO, while also facilitating a comprehensive review of the arrangements made for the conference.

The signing of the framework agreement and the specifications represented a significant milestone of the visit, as these documents lay the foundations for cooperation between the parties to ensure the smooth running of the event.

In accordance with the organisation's commitment to multilateral trade, the MC14 – the WTO's supreme decision-making body – is convened biennially, thereby assembling all member states. The choice of Yaounde as the venue for this meeting is indicative of Cameroon's



commitment to facilitating international trade dialogue. It is anticipated that the event will attract in excess of 4,000 delegates.

● Huguette Michèle Ndoumou





CAMEROUN-ALLEMAGNE

UN PARTENARIAT EN PLEINE EXPANSION

Les relations diplomatiques et politiques entre le Cameroun et la République Fédérale d'Allemagne se renforcent continuellement, nourries par une coopération multisectorielle et un dialogue soutenu entre les deux États.

Le 23 mai 2025, S.E. Corinna Fricke a quitté le Cameroun après quatre ans et neuf mois de mission, marqués par la mise en œuvre de projets de développement et le renforcement des échanges culturels. Pour garantir la continuité de cette dynamique, le Président allemand S.E. Frank-Walter Steinmeier a accrédité S.E. Christian Sedat en tant qu'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire au Cameroun.

Ainsi, dans la perspective de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035, la troisième session des Négociations intergouvernementales, se tiendra les 2 et 3 décembre 2025 à Yaoundé. Les ateliers sectoriels préparatoires, qui se sont déroulés en juin 2025, ont permis d'identifier les priorités dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de l'éducation et des infrastructures. Lors de la deuxième session organisée à Berlin en 2023, le Cameroun avait bénéficié d'un financement de 60 millions d'euros, soit plus de 39 milliards de FCFA, dédié à divers projets de coopération technique et financière.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite d'objets culturels, les autorités allemandes ont restitué, le 6 juillet 2025, six figurines interceptées à l'exportation illégale vers les États-Unis. Cette opération, fruit de quatre ans de collaboration entre les services de police camerounais et allemands, a permis d'identifier la provenance et les communautés d'origine de ces pièces, puis d'organiser leur retour au Cameroun.

● **Williem Moutassong**





INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES DU CAMEROUN LE MINREX RENFORCE LA FORMATION DIPLOMATIQUE

Une dotation logistique marque la volonté de l'État camerounais de consolider les capacités de son Institut des Relations Internationales.

Le 10 avril 2025, le Ministère des Relations Extérieures (Minrex) a procédé à une remise officielle d'équipements à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). La cérémonie a été ponctuée par l'inauguration d'un bâtiment dédié aux archives et la remise des clés d'un minibus neuf. Au-delà du geste matériel, cette initiative s'inscrit dans une stratégie étatique de renforcement des capacités diplomatiques nationales. L'IRIC, fondé en 1971, joue un rôle central dans la formation des cadres appelés à représenter le Cameroun sur la scène internationale. Le Directeur de l'Institut a salué un « geste structurant », soulignant qu'il traduit l'ambition de former une nouvelle génération de diplomates capables de défendre les intérêts du pays dans un monde en perpétuelle mutation. Le rituel d'arrosage du véhicule, a symbolisé la vitalité du partenariat entre l'État et ses institutions de formation. Ce renforcement logistique, bien qu'inscrit dans le registre du soutien matériel, révèle une volonté politique de valoriser les savoirs diplomatiques et de structurer durablement les instruments de projection géopolitique.

● Noémi Awoulou





DIPLOMACY

HONOURING CAMEROONIAN WOMEN

Heights attained by female Cameroonians in international affairs were appreciated during the 4th edition of the International Day of Women in Diplomacy commemorated at IRIC on 24 June 2025.

Contributions made by Cameroonian women in improving the country's diplomatic presence and international affairs were lauded, with demands to further increase path covered. This was during commemorative activities to mark the 4th edition of the International Day of Women in Diplomacy, at the International Relations Institute of Cameroon, on 24 June 2025. The Secretary General at the Ministry of External Relations, Chinmoun Oumarou, on behalf of Minister Mbella Mbella, chaired the event. Reflections took place under the theme, "Women in Diplomacy, Yesterday, Today and Tomorrow," and brought together Cameroonian diplomats and representatives of the diplomatic corps. It was organised by the Association of Dynamic Women in Diplomacy, which has as President, Sylvie Elung, the Inspector General at the Ministry of External Relations in charge of Services and sponsored by the Presidency of the Republic. Tributes were thus paid to the President of the Republic for accepting to sponsor commemorative activities to mark the United Nations International Day of Women in Diplomacy, in Cameroon. In attendance was the Diplomatic Wing of the Circle of Friends of Cameroon (CERAC).

The opening remark of the Secretary General of the Ministry of External Relations, notes that the increased presence of Cameroonian women in diplomacy has brought new perspectives to international relations. He said that statistics in the last ten years clearly indicates President Paul Biya's engagement to promoting women in diplomacy. At the moment, the central services of the Ministry of External Relations counts several women in top management positions. They include one Inspector General in charge of Services, one Technical Adviser, two Directors, eight Subdirectors and 34 Service Heads. The external service counts three female heads of diplomatic missions, two Consuls, 13 Minister Counsellors and 12 Second Counsellors. At the international scene, 10 Cameroonian women are also occupying strategic positions in renowned organisations. The aforementioned figures, the Minister Plenipotentiary noted, reveals the desire of the Head of

State to promote gender equality and further empower women and girls. He also encouraged women to not only clamour for more representation, but to ensure that they make their voices heard in international affairs.

According to the President of the Association of Dynamic Women in Diplomacy, Sylvie Elung who is the Inspector General at the Ministry of External Relations in charge of Services, the theme is an intellectual call for everyone to revisit the path covered by women in diplomacy and highlight the inter-generational vision to make for a diplomacy more inclusive and equitable. She appreciated advancements made by government, equally noting that the equilibrium is still to be balanced though the perspectives are promising. During the commemorative activities, two key events were organised by DYFEDCAM; a diplomatic forum bringing together pioneer and acting female diplomats to inspire others, at the International Relations Institute of Cameroon and a cultural evening to showcase Cameroon's cultural diplomacy.

Meantime, for the Director of IRIC, Daniel Urbain Ndong noted that women play an important role in shaping diplomacy, building peace and accelerating development in an ever changing world. The institution, he stated, is proud to have contributed in shaping this course and has trained and produced over 300 Cameroonian diplomats. He added that he was proud of the achievements of the female diplomats produced by the educational establishment. The Director also added that the number of female students in IRIC has increased, from 45 per cent in 2023 to 47 per cent in 2024, with internationally recognised female leaders visiting the institution and giving conference during their official visits to Cameroon, as was the case of diplomatic forum of the Director General of the World Trade Organisation, Dr. Ngozi Okonjo-Iweala May 27, 2025. Female graduates from IRIC, he added as a proof of the power of education and mentorship.

● **Christiana Namondo Mbome Mbella**



Un fleuve, Un territoire, Un port, Une histoire, Un avenir

LE PORT DE DOUALA-BONABÉRI CÉLÈBRE SES 150 ANS...



...au service des grandes
mutations du Cameroun



DIPLOMACY

FEMALE LEADERSHIP CELEBRATED

Minister of External Relations, H.E. Mbella Mbella on 25 June 2025 chaired a diner offered in honour of Cameroonian women in diplomacy.

Within the context of the celebration of the fourth edition of the International Day of Women in Diplomacy, activities were organised in Cameroon to celebrate the achievements of the female folk. The Minister of External Relations, H.E Mbella Mbella on 25 June 2025 presided at a cultural evening, organised in honour of Cameroonian women in diplomacy under the theme, "Women in Diplomacy, Yesterday, Today and Tomorrow," and brought together Cameroonian diplomats and representatives of the diplomatic corps. It is the initiative of the Association of Dynamic Women in Diplomacy, which has as President, Sylvie Elung, the Inspector General at the Ministry of External Relations in charge of Services and sponsored by the Presidency of the Republic. In attendance were some members of government, representatives of the diplomatic corps and the diplomatic wing of the Circle of Friends of Cameroon (CERAC).

A toast by H.E. Minister Mbella Mbella in honour of women reiterates that they are celebrating the intelligence of women, their commitment and high sense of responsibility at the public service towards enhancing the

diplomatic image of Cameroon under the leadership of President Paul Biya; head of the Cameroonian diplomacy. The Minister added that the celebration of the 4th edition of the International Day of Women in Diplomacy under the theme; "Female Diplomats, Today and Tomorrow," chosen by the Association of Dynamic Women in Diplomacy is a way of paying homage to pioneer female diplomats, acknowledging the contribution of acting diplomats for their daily commitment for future generations and paving an inspiration for others. "Through their path covered which has had several challenges, Cameroonian female diplomats have incarnated the values of excellence, resilience and peace, which characterise our foreign policy. Their voices have definitely crossed borders, carried the image of our country with competence and dignity and most especially enriched dialogue with nations with a more humane and inclusive approach," H.E. Mbella Mbella stated.

Going by his words of encouragement, women and others are not supposed to end at the level of celebration, but rather use the opportunity to attain higher heights. He said there is need to continue working for a future where equality of chances is a reality, so as to enable women fully ascend spheres in diplomacy and decision-making, thereby valorising their leadership. According to the Minister, the toast at the common meal during the cultural evening was an acknowledgement of the past, the engagement of the present and the hope for a more inclusive and equitable future in diplomacy.

The evening was animated with music and display highlighting the rich cultural heritage of Cameroon.

● Christiana Namondo Mbome Mbella

SERVICE DIPLOMATIQUE DÉCONCENTRÉ

IMMERSION AU CŒUR DE L'ANTENNE
PROTOCOLAIRE

Chaque matin, au cœur du quartier Bonanjo, cette vitrine discrète mais stratégique de la diplomatie de proximité s'active avec dynamisme pour assurer un traitement rigoureux des documents administratifs et consulaires, face au flux constant des usagers.

Ce lieu, visité par de nombreux usagers venus faire légaliser des documents, n'est pas qu'un simple guichet administratif. Derrière cette apparence routine matinale, se déploie une organisation structurée, indispensable au rayonnement diplomatique national dans les régions du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que dans la ville stratégique de Kribi.

Une double mission articulée autour de l'efficacité

L'Antenne s'articule autour de deux sous-directions : les Affaires Protocolaires et du Cérémonial, et les Affaires Administratives et Consulaires. Cette double vocation garantit à la fois la continuité d'une diplomatie de terrain et la gestion rigoureuse des prestations consulaires. Parmi ces dernières, la légalisation des documents constitue une activité phare, désormais entièrement numérisée via la plateforme LEGALIS, déployée en 2023. Ce système assure une traçabilité efficace et sécurise les recettes non fiscales.

Une ruche consulaire en constante activité

Chaque jour, des centaines de dossiers relatifs à des documents scolaires, actes notariés, extraits d'état civil, et certifications diverses, sont traités avec méthodologie. Depuis avril 2023, l'Antenne dispense également le service de délivrance des visas à l'Aéroport international de

Douala à travers la plateforme E-VISA. Six équipes se relaient pour assurer une prise en charge continue, notamment lors de la haute saison touristique où jusqu'à 300 visas sont délivrés quotidiennement.

Au-delà de l'accueil des citoyens, l'Antenne est un point d'appui constant pour près de soixante consulats et des organisations internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR); l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM); la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ou encore l'Union Africaine (UA). Ce travail d'interface implique un haut degré d'adaptabilité et un engagement sans faille des équipes face aux exigences diplomatiques et administratives.

Le protocole : un vecteur clé de l'excellence diplomatique à Douala

La dimension protocolaire joue un rôle stratégique à Douala, porte d'entrée majeure du Cameroun. L'accueil des délégations gouvernementales, la coordination avec les autorités aéronautiques, la gestion des salons VIP ou encore l'organisation de cérémonies officielles exigent une précision et un professionnalisme intrinsèques. Chaque visite de chef d'État, chaque sommet international ou remise officielle d'Exequatur pour un nouveau consul est orchestrée avec un souci du détail qui reflète l'image du Cameroun sur la scène internationale.

Un capital humain engagé au cœur de la diplomatie de proximité

L'efficacité de l'Antenne repose avant tout sur une équipe d'une quarantaine de personnes, composée de cadres, sous-directeurs, chefs de bureaux et agents administratifs. Le chef d'antenne, véritable chef d'orchestre, veille à l'harmonisation des actions via une gestion rigoureuse et un esprit d'équipe fort. Au-delà des missions visibles, cette équipe assure également les tâches administratives stratégiques, essentielles au bon fonctionnement global et à la coordination avec la capitale Yaoundé.

L'Antenne Minrex de Douala n'est pas qu'un simple relais administratif régional. Elle symbolise la diplomatie camerounaise dans toute sa complexité : une diplomatie pragmatique, portée par des hommes et des femmes au service de l'État, des citoyens et des partenaires internationaux. Interface dynamique entre le gouvernement central et les acteurs étrangers, elle incarne un savoir-faire fondamental pour la souveraineté et le rayonnement du Cameroun sur son territoire et à l'échelle mondiale.



**COMMUNICATION DIPLOMATIQUE DE S.E. LE MINISTRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
DU 12 OCTOBRE 2025 AU CAMEROUN
MERCREDI, 30 JUILLET 2025
MINREX, YAOUNDÉ**



Mesdames et Messieurs les chefs de missions diplomatiques et postes consulaires,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales accrédités à Yaoundé,
Mesdames et Messieurs les hauts responsables du Ministère des Relations Extérieures,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs les journalistes, femmes et hommes de médias,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous souhaiter une très chaleureuse bienvenue au Ministère des Relations Extérieures, à l'occasion de cette communication diplomatique consacrée à l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 2025 au Cameroun.

Comme vous le savez certainement, le chef de l'État, S.E. Paul Biya, a, par décret n°2025/305 du 11 juillet 2025, convoqué le corps électoral en vue de l'élection du Président de la République du Cameroun. Cet important scrutin est légalement encadré, notamment par le Code électoral du 19 avril 2012. Sur le plan institutionnel,

« Élections Cameroon (ELECAM) » et le Conseil Constitutionnel sont les acteurs majeurs de ce moment crucial dans la vie politique de la nation.

Comme vous le savez également, depuis 2011, nos compatriotes de la diaspora ont le droit de voter dans le cadre de l'élection présidentielle. Ainsi, la consultation électorale d'octobre prochain sera la troisième pour laquelle, avec le concours de nos missions diplomatiques et postes consulaires établis dans vos pays respectifs, ELECAM, mis sur pied avec votre accompagnement, organisera de manière crédible encore, les opérations de vote aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national.

Il me plaît de relever que le processus d'inscription et de révision des listes électorales s'est déroulé de manière satisfaisante aussi bien dans les dix régions du Cameroun qu'au sein des pays couverts par notre carte diplomatique; la convocation du corps électoral par le chef de l'État le 11 juillet 2025, marquant la fin de ces opérations.

Les informations y relatives sont accessibles sur le site officiel d'ELECAM, www.elecam.cm.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

À ce stade, vous avez certainement pu constater l'engouement populaire et celui de la politique pour cette élection.

Conformément à la loi, ELECAM a publié la liste des candidatures retenues par le Conseil électoral, ouvrant la voie à l'entrée en scène du Conseil Constitutionnel dans le cadre du contentieux préélectoral. À l'issue de cette étape, les électeurs camerounais seront fixés sur les candidats définitivement retenus pour le scrutin du 12 octobre 2025.

Toutes les parties prenantes ont été invitées à œuvrer en toute responsabilité pour que la paix, qui nous est chère à tous, règne avant, pendant et après les élections. Comme le dit avec insistance le chef de l'État Son Excellence Paul Biya, je cite : « Nous passerons et le Cameroun restera ».

Aussi, le Cameroun, État de droit, respectueux de ses engagements internationaux, fort de sa diversité, ne cesse de promouvoir le vivre ensemble harmonieux. L'adhésion à ces valeurs garantit la tenue d'une élection présidentielle pluraliste et apaisée, tant sur le plan international que national.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nos missions diplomatiques et postes consulaires sont mobilisés en vue d'encadrer le vote à l'étranger de nos compatriotes établis dans vos pays respectifs. C'est le lieu pour moi de réitérer la gratitude du gouvernement pour l'accueil et l'hospitalité dont bénéficient les ressortissants camerounais dans vos pays.

Par ailleurs, permettez-moi de souligner que le Cameroun ne se choisira pas un Président de la République sous la pression d'un groupuscule, d'un pays, d'une puissance, d'une organisation ou institution internationale. De même, le Cameroun ne se choisira pas non plus un Président de la République sous l'influence d'aucune ethnie, d'aucune tribu, d'aucun groupe linguistique, d'aucune aire culturelle, d'aucune confession religieuse, ni d'aucune obédience quelle qu'elle soit.

Élu, le Président de la République du Cameroun sera en toute souveraineté, par le peuple camerounais tout entier, uni dans sa diversité et qui demeure un et indivisible dans cette diversité plurielle.

Il en va de notre responsabilité commune et de notre attachement collectif aux conventions internationales qui régissent les rapports avec nos partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les obligations qui en découlent requièrent de votre part l'application scrupuleuse des mesures de protection des personnels, des immeubles diplomatiques et consulaires. Je sais pouvoir compter sur vous à ce sujet.

Conscient de sa position stratégique entre deux sous-régions, à savoir l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Cameroun continue d'œuvrer pour garantir un climat de paix et de sécurité propice à la stabilité, à la prospérité, au développement durable dans le Golfe de Guinée. Par conséquent, j'invite vos pays respectifs ainsi que le système des Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, l'OCI, la Francophonie, le Commonwealth et les autres cercles de solidarité à accompagner notre pays dans ce processus.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au moment où notre pays avance sereinement vers la désignation du futur Président de la République, il y a lieu de relever, pour s'en féliciter, le calme et le sens des responsabilités qui prévalent dans l'espace public national. Ceci est le résultat des efforts constants et soutenus du gouvernement, du patriotisme citoyen et de l'engagement agissant du peuple camerounais tout entier, avec l'appui sans réserve des partenaires que vous êtes.

C'est pourquoi je reste convaincu que la rencontre de ce jour vous permettra de relayer auprès de vos autorités respectives l'importance de continuer d'accompagner le Cameroun dans la pleine réussite de ce scrutin et de ceux à venir.

Vive la coopération internationale !

Vive le Cameroun et son illustre chef, le Président de la République, S.E. Paul Biya !

Je vous remercie de votre bienveillante attention.



**DIPLOMATIC STATEMENT BY H.E. THE MINISTER
OF EXTERNAL RELATIONS ON THE PRESIDENTIAL ELECTION
OF 12 OCTOBER 2025 IN CAMEROON
WEDNESDAY, 30 JULY 2025
MINREX, YAOUNDE**



Distinguished Heads of Diplomatic Mission,
Consular Posts,
Distinguished Representatives of International Organizations Accredited to Cameroon;
Dear Senior Officials of the Ministry of External Relations;
Honorable Guests,
Dear Journalists as well as Ladies and Gentlemen of the Media;
Ladies and Gentlemen:

Allow me to warmly welcome you to the Ministry of External Relations on the occasion of this diplomatic statement dedicated to Cameroon's presidential election of 12 October 2025.

As you are surely aware, H.E. Paul Biya, the Head of State, by decree No. 2025/305 of 11 July 2025, convened the electorate in view of the election of the President of the Republic of Cameroon. This important election is governed by law, notably the Electoral Code of 19 April 2012. At the institutional level, Elections Cameroon (ELECAM) and the Constitutional Council are the main

stakeholders in this crucial political moment for our nation.

As you also know, our compatriots in the diaspora have, since 2011, been given the right to vote in presidential elections. Therefore, the upcoming October election will be the third occasion when, with the support of our diplomatic missions and consular posts in your respective countries, ELECAM, a body established with your support, shall be organising yet again and in a credible manner, elections both at home and abroad.

I am delighted to note that the process of voter registration and list revision was conducted satisfactorily, both in Cameroon's ten regions and in the countries covered by our diplomatic network, which culminated in the convening of the electorate by the Head of State, on 11 July 2025. In this connection, information about this process is available on the official website of ELECAM, at: www.elecaml.cm.

Excellencies, Ladies and Gentlemen;
At this stage, you have undoubtedly observed the enthusiasm, amongst the public and political class, sur-

rounding this election. In accordance with the law, ELEC-CAM has published the list of presidential hopefuls, thus paving the way for the Constitutional Council to handle any pre-election matters. After this stage, Cameroonian voters will know the final list of candidates for the 12 October 2025 polls.

All stakeholders have been urged to act responsibly to ensure that the peace we all cherish prevails before, during, and after the election.

As the President of the Republic, H.E. Paul Biya has continually hammered, and I quote: "We shall all pass away, but Cameroon shall remain".

Furthermore, Cameroon, a country governed by the rule of law, in compliance with its international commitments and building on its diversity, has relentlessly fostered the spirit of harmonious living together. Upholding these values will guarantee the holding of a peaceful and multiparty presidential election, both at the domestic and international levels.

Excellencies, Ladies and Gentlemen;

Our diplomatic missions and consular posts are fully mobilised to facilitate voting abroad for our compatriots established in your respective countries. I would like to take this opportunity to reiterate the gratitude of the Government of Cameroon for the reception and hospitality our diaspora continues to enjoy in your respective countries.

On another note, let me point out that Cameroon shall not elect its President of the Republic under pressure from any group, country, power, international organisation or institution.

Similarly, the President of the Republic shall not be elected under the influence of any ethnic group, any tribe, any language community, any cultural background, any religious denomination or any other entity whatsoever.

The President of the Republic of Cameroon shall be elected in complete sovereignty by the people of Cameroon, as a whole, united in its diversity, a country that remains one and indivisible amidst this diversity.

It is therefore our collective responsibility and our shared commitment to the international conventions that govern our relations with bilateral and multilateral partners. The corollary obligations require that you contribute your own quota towards taking scrupulous measures aimed at protecting diplomatic and consular personnel and property.

In this light, I would be counting on you!

On account of its strategic location at the crossroads of two major regional economic communities, namely Central and West Africa, Cameroon should continue to foster a peaceful and secure climate, conducive for stability, prosperity, and sustainable development in the Gulf of Guinea.

Therefore, I urge your respective countries, the United Nations system, the African Union, the European Union, the OIC, Francophonie, Commonwealth and other solidarity circles, to stand by our country in this process.

Excellencies, Ladies and Gentlemen;

As our country moves serenely towards electing its next President of the Republic, we may take pride in the calm and sense of responsibility that has been prevailing in the national public space. This is the outcome of the tireless and determined efforts of the government, the unwavering sense of patriotism and citizenship and active commitment of the people of Cameroon in its entirety, with the invaluable support of the partners that you are.

It is on this basis that I remain convinced that today's meeting will enable you to relay to your respective authorities the importance of continuing to support Cameroon in conducting successfully this election—and those to come.

Long live international cooperation!

Long live Cameroon and its illustrious head, President of the Republic, H.E. Paul Biya!

Thank you for your keen and kind attention!





MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTERIEURES

eVisa
Cameroon



2 ANS

30 AVRIL 2023
AOÛT 2025

PROJET D'UNIFORMISATION ET DE SECURISATION DES PRESTATIONS CONSULAIRES DU CAMEROUN

➤ Les chiffres du E-visa entre le 30 avril 2023 et le 30 août 2025 :

- * 390 996 visiteurs au Cameroun.
- * 4 étapes pour la délivrance d'un visa ;
- * 19 Postes Frontières équipés de système d'enrôlement biométrique et d'impression de visas ;
- * 16 avril 2024 Pose de la première pierre du Centre de transformation digitale du MINREX ;
- * 43 postes consulaires au service de milliers de visiteurs ;
- * Plus de 30 Administrations et structures partenaires.

➤ En perspective :

- * Lancement imminent des prestations consulaires de deuxième génération.

UNGA

CLOSING OF THE 79TH SESSION

Philemon Yang Passes the Baton to Annalena Baerbock.



The 79th United Nations General Assembly formally concluded on 9 September 2025, during its 96th plenary meeting. The Cameroonian delegation participating in these proceedings was led by His Excellency Felix Mbayu, Minister Delegate in charge of Cooperation with the Commonwealth. This session marked the end of Philemon Yang's term as President of the General Assembly. The UN Secretary-General, António Guterres, lauded the former Prime Minister of Cameroon, commending his "wisdom, vision and professionalism". He emphasised Mr Yang's dedication to "strengthening multilateralism and raising Africa's voice". In his final speech, Mr Yang expressed his gratitude to the Government and People of Cameroon for their support. He then provided a review of his

mandate, which focused on three main areas: peace and security, human rights, and sustainable development.

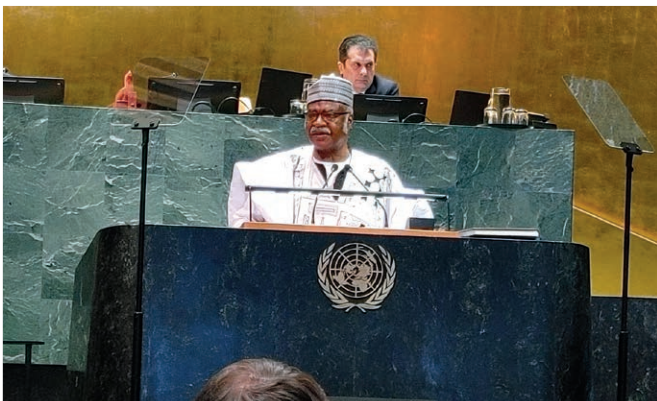
Regarding security issues, he addressed the major crises discussed by the Assembly, ranging from Gaza to Haiti, Sudan and Ukraine. On the subject of human rights, he raised serious concerns about 'alarming setbacks', citing the situations of the Rohingya in Myanmar and North Korea as specific examples. He also recalled the commemoration of the 60th anniversary of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, as well as the launch of the Second International Decade for People of African Descent.

With regard to sustainable development, Mr Yang drew attention to several international conferences that had taken place during his term of office, including:

- The 3rd United Nations Ocean Conference (Nice, June 2025);
- The 4th Conference on Financing for Development (Seville, July 2025);
- The Conference on Sustainable Blue Economy in the Gulf of Guinea (Yaounde, July 2025);
- The 3rd Conference on Landlocked Developing Countries (Awaza, August 2025)

Prior to concluding his term of office, Mr Philemon Yang extended his warmest congratulations to Annalena Baerbock on her election as President of the 80th UN General Assembly, wishing her success for this new mandate.

● Charles Tiang





AGNU 79

LE CAMEROUN TIENT SON PARI

À la fin de son mandat à la tête de la 79e Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU 79), Philemon Yang dresse un bilan positif, salué pour son leadership fédérateur et sa promotion du dialogue pour la paix et le développement durable.

Pour comprendre ce point d'étape positif dans son contexte et sa légitimité, il faut remonter au 06 juin 2024 : M. Philémon Yang a été élu à l'unanimité pour un mandat de douze mois, Président de la 79e session de l'AGNU, sous le thème « L'unité dans la diversité pour l'avancement de la paix, du développement durable et de la dignité humaine pour tous et par tous ».

Cette élection marque une victoire diplomatique majeure pour le Cameroun et l'Afrique centrale. Son profil, riche de dix années comme Premier Ministre (2009-2019), ainsi que vingt années en tant qu'ambassadeur (1984-2004) et doyen du corps diplomatique à Ottawa, a largement inspiré la confiance parmi les Etats-membres. Dès son entrée en fonction en septembre 2024, centrant son message sur « L'unité dans la diversité », il a souligné que le dialogue et la coopération seraient au cœur de son mandat, notamment en réponse à la proli-

fération de conflits, aux défis climatiques et à la remise en route des Objectifs du Développement Durable.

Le 10 septembre 2024, il a solennellement prêté serment lors de la clôture de l'AGNU précédente ; devenant ainsi le 14e Africain et le 2e de la sous-région à occuper cette fonction.

Vision et priorités stratégiques

Dès son entrée en fonction en septembre 2024, le Président de la 79e session de l'AGNU, M. Philemon Yang, a placé la thématique de « L'unité dans la diversité » au cœur de son mandat. Sa vision se déploie à travers plusieurs axes : favoriser un dialogue inclusif pour dépasser les clivages, et stimuler le multilatéralisme afin de consolider la paix, le développement durable et la dignité humaine.



Face à un contexte mondial fragmenté, il a réaffirmé le rôle de l'AGNU comme un forum essentiel pour forger un consensus, notamment sur des questions clés comme le Sommet de l'Avenir, la réforme du Conseil de sécurité ou le financement du développement.

Actions et réalisations marquantes

Le Président Yang a initié des actions concrètes durant la première moitié de son mandat. Il a notamment lancé officiellement le Sommet de l'Avenir, un projet visant à adapter l'ONU aux défis contemporains. Il a également multiplié les ateliers informels et les dialogues inter-États pour rapprocher les positions sur des sujets majeurs tels que la sécurité régionale, l'économie verte et les migrations.

Sur le plan de la paix globale, il a plaidé pour un cessez-le-feu immédiat au Moyen-Orient et a appelé au dialogue pour résoudre les conflits en Ukraine, au Soudan du Sud et en Haïti. Son action a également permis de faire avancer les réformes de l'ECOSOC et d'engager des consultations plus inclusives sur la réforme du Conseil de sécurité.

Défis et perspectives

Bien que ces premiers mois aient été marqués par des succès, des défis subsistent. Le financement des réformes de l'ONU reste largement tributaire de contributions volontaires, et la multiplicité des conflits mondiaux rend la recherche de consensus particulièrement complexe. À mi-parcours, l'enjeu pour le Président Yang est de maintenir la dynamique autour de ses initiatives, de renforcer la diplomatie discrète et d'accélérer la mise en œuvre des réformes institutionnelles pour que cette 79e session soit une période de renaissance diplomatique pour l'organisation.

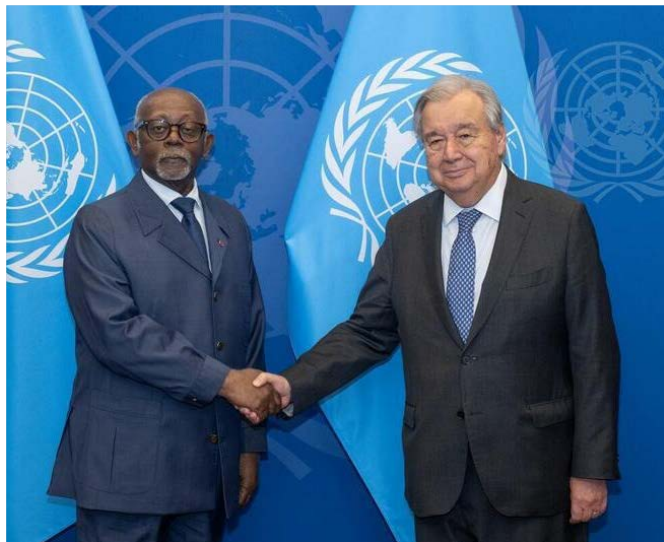
● GDD



80^E AGNU

UN RENDEZ-VOUS ESSENTIEL FACE AUX CRISES MONDIALES

La 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) s'est ouverte le 9 septembre 2025 dans un contexte international tendu, marqué par de multiples crises géopolitiques et financières.



Sous la présidence d'Annalena Baerbock, ancienne Ministre allemande des Affaires Etrangères, cette session s'annonce cruciale pour réaffirmer le rôle de l'ONU face aux défis actuels. Conformément à la tradition, la présidence est confiée cette année au Groupe d'Europe occidentale et autres pays (WEOG), l'un des cinq groupes régionaux non officiels qui assurent une répartition équitable des postes clés, comme ceux du Conseil de sécurité ou du président de l'Assemblée générale.

Mme Baerbock succède à S.E. Philémon Yang, président sortant de la 79^e AGNU, avec pour mission de relancer le multilatéralisme au cœur du débat général, prévu du 23 au 29 septembre. L'organisation s'appuie sur une large représentation géopolitique, incluant les membres permanents du Conseil de sécurité et une quinzaine d'États élus en tant que vice-présidents.

Les travaux se structurent autour de six commissions thématiques couvrant des sujets essentiels tels que le désarmement, les affaires économiques et sociales, la décolonisation ou encore les questions juridiques. Le Niger, en particulier, est mis à l'honneur dans cette édition, jouant un rôle central dès l'ouverture des débats.

En plus de la commémoration des 80 ans de l'ONU, plusieurs sommets et réunions de haut niveau sont au programme, avec un accent particulier sur la santé mondiale, la jeunesse et les armes nucléaires. Ces rendez-vous préparent également les prochaines grandes échéances internationales, dont la COP30 prévue en novembre au Brésil.

Les principaux enjeux de la session

Au cœur des discussions, la situation en Palestine mobilise l'attention avec l'adoption récente d'une feuille de route prônant une solution à deux États, malgré les controverses autour du plan de stabilisation militaire israélien. La reconnaissance officielle de la Palestine par certains pays, dont l'Australie, témoigne d'une dynamique diplomatique renouvelée. Par ailleurs, la guerre en Ukraine reste une question épineuse, les propositions de solution divisant la communauté internationale sur les modalités d'un compromis territorial.

Sur le plan institutionnel, l'ONU doit composer avec les conséquences des retraits partiels des États-Unis de plusieurs agences clés. Cette situation fragilise ses capacités opérationnelles et budgétaires, en particulier dans les missions humanitaires et les opérations de maintien de la paix. Face à ces enjeux, le Secrétaire général Antonio Guterres a lancé l'initiative UN80, destinée à moderniser l'organisation en renforçant sa flexibilité, sa transparence et son efficacité.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Baerbock a appelé à un renforcement de la coopération entre les États membres, en s'appuyant sur les valeurs fondatrices de l'ONU: paix, développement et respect des droits humains. Cette 80^e session se veut ainsi une étape déterminante pour inscrire l'organisation multilatérale dans les défis du XXI^e siècle, au regard des enjeux géopolitiques, économiques, climatiques et sociaux qui marquent l'actualité mondiale.

● Lasconi Medi



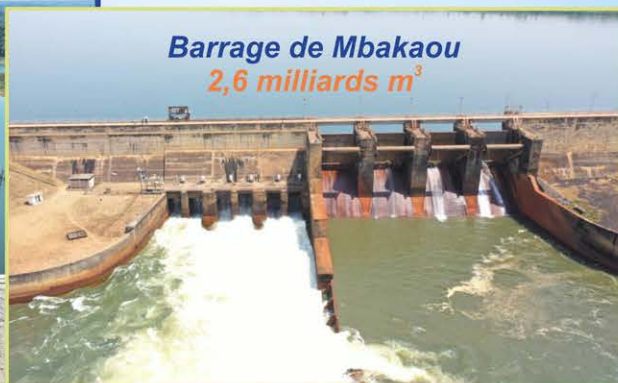
EDC

AU COEUR DE L'HYDROELECTRICITE

*Barrage de Lom Pangar 6 milliards m³
Usine de Pied 30MW*



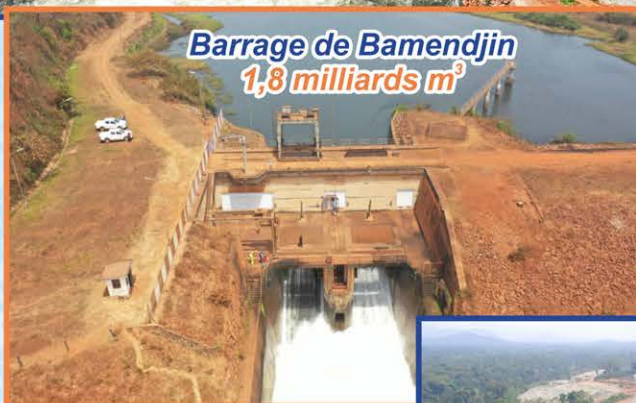
*Barrage de Mbakaou
2,6 milliards m³*



*Barrage de Mapé
3,3 milliards m³*



*Barrage de Bamendjin
1,8 milliards m³*



*Barrage de Memve'ele
211 MW*



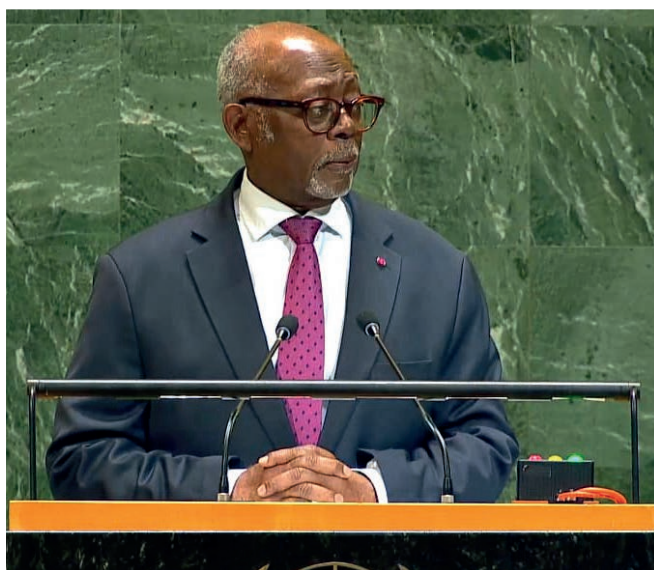
PARTICIPATION DE LA DÉLÉGATION DU CAMEROUN À LA 80^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

(NEW-YORK, 23-29 SEPTEMBRE 2025)

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

DÉCLARATION DE S.E. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DÉLIVRÉE PAR S.E. MBELLA MBELLA, MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

NEW YORK, 25 SEPTEMBRE 2025



Madame la présidente,

L'honneur m'échoit de prononcer cette déclaration que Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, Chef de l'Etat, m'a instruit de délivrer en son nom.

Permettez-moi donc à ce titre, de vous renouveler les chaleureuses félicitations du Cameroun suite à votre élection à la présidence de la 80eme session de l'Assemblée Générale de notre organisation. Votre expérience diplomatique et votre vision, qui nous encouragent à unir nos efforts pour un avenir meilleur, sont des gages de succès à la fois de votre mandat et de nos délibérations tout au long de cette session. Vous pourrez compter, à cet égard, sur la coopération pleine et entière de la délégation du Cameroun.

Comme vous le savez, mon pays a été honore de voir votre prédécesseur, l'Ambassadeur Philémon YANG, présider la 79eme session de l'Assemblée Générale. Je voudrais saluer ici l'engagement, le professionnalisme et la détermination, empreints d'un sens d'écoute et de dialogue dont il a fait preuve dans l'accomplissement de son mandat.

Qu'il me soit aussi permis de réitérer à Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies, l'appréciation sincère du Cameroun pour ses efforts inlassables à la tête de notre organisation et sa volonté manifeste pour la consolidation du multilatéralisme dans un contexte international particulièrement difficile et complexe.

**Madame la présidente,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs
d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général,
Distingués représentants,**

Nous nous réunissons cette année à un moment charnière de notre organisation, qui célèbre ses 80 ans. La célébration d'un anniversaire est toujours l'objet de joie. Mais force est de reconnaître que la célébration actuelle nous laisse plutôt interrogateur. Aussi, l'occasion nous est-elle donnée de faire son bilan et de réfléchir sur les voies et moyens de la rendre davantage efficace dans la mise en œuvre de ses missions, des recommandations et des promesses contenues dans sa charte.

Vous avez proposé à cet égard, Madame la présidente, la mutualisation de nos volontés, de nos efforts et de nos ressources. Vous estimez, à juste titre, que nous sommes « meilleurs ensemble ».

Le Cameroun partage avec vous cette vision et se félicite du choix du thème pour nos discussions. Je cite : « Mieux vivre ensemble, 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme », fin de citation. Ce thème est plus qu'un slogan. Il s'agit d'un programme pertinent que nous nous devons de décliner au niveau des Etats et de la communauté internationale dans son ensemble, en actions concrètes.

L'union de nos forces est le fondement même de la charte des Nations Unies. Ses pères fondateurs étaient conscients de ce que maintenir la paix et la sécurité internationales, favoriser le développement économique et social pour tous, ne pouvaient être que le fruit d'un travail collectif. C'est pourquoi nous devons maintenir cette dynamique, pour le bien-être de nos populations.

**Madame la présidente,
Excellence Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

L'ONU a été créée pour être à la fois un vecteur d'espoir, un forum de dialogue et un catalyseur d'actions concrètes pour bâtir un monde plus juste, plus sûr et plus solidaire.

80 ans plus tard, il est utile comme je venais de le souligner plus haut, de faire un bilan et d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Les questions ci-après se posent : y sommes-nous parvenus ? avons-nous réussi à mettre nos peuples à l'abri de la peur de la guerre, de l'incertitude pour leur avenir, et de la famine ? la situation internationale actuelle, caractérisée par de nombreuses crises, nous offre une réponse négative et éloquente à ces questions.

En 2025, l'environnement sécuritaire mondial reste malheureusement marqué par une multiplication des conflits et des menaces en tous genres contre la sécurité humaine, y compris la menace nucléaire qu'on pensait d'un autre temps.

Que ce soit en Europe, en Asie centrale, au Moyen orient, en Amérique latine et en Afrique, les foyers de tensions naissent ou persistent, et mettent en péril, plus que par le passé, la paix, la stabilité et la sécurité internationales.

Les conflits armés actuellement en cours dans le monde sont un douloureux rappel de ce que, 80 ans plus tard, nous n'avons ni pu, ni su préserver le monde du fléau de la guerre.

Cette situation est davantage exacerbée par les catastrophes naturelles les plus diverses. Il s'agit entre autres, des phénomènes naturels extrêmes tels que les tempêtes, les ouragans, les incendies de forêts, les tremblements de terre et autres glissements de terrain à l'origine d'importants dégâts matériels et de plusieurs pertes en vies humaines sans omettre les différentes pandémies.

Le monde ne pourra relever le défi du développement que s'il remporte celui de la paix. Nous avons la responsabilité historique de choisir : soit de permettre à la guerre et à ces multiples fléaux de prospérer, soit d'of-

frire à nos enfants un monde stable, uni et prospère. Le Cameroun a fait son choix, celui de la paix et du développement et se tient résolument à vos côtés pour transformer cette aspiration en réalité partagée.

**Madame la présidente,
Excellence Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Il est bien connu qu'il ne saurait avoir de développement sans paix, ni de paix durable sans développement. Les crises en cours, qui ont des effets néfastes sur le commerce international, le coût des matières premières et l'approvisionnement des marchés freinent indubitablement le développement de nombreux pays.

Pourtant, le développement économique à travers les objectifs du développement durables, demeure un objectif primordial que les nations unies devraient atteindre pour le bien-être des populations.

Ces dernières années cependant, on note avec regret que des millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté, la précarité adosse aux maladies et à l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte particulier, les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite sont les plus vulnérables.

Si l'accès à l'éducation s'est élargi, nombreux sont encore les enfants et les jeunes qui sont hors du système scolaire. Dans le même temps, l'on note un recul de l'espérance de vie, une dégradation des indicateurs de santé et une insuffisance critique du nombre de professionnels de santé, particulièrement en Afrique.

A cinq ans de l'échéance des objectifs de développement durable, il est urgent que des actions concertées soient prises pour tenir les promesses contenues dans l'agenda 2030. Nous devons effectivement prendre nos responsabilités, individuellement et collectivement, afin d'atteindre ces objectifs que nous nous sommes fixés volontairement.

**Madame la présidente,
Excellence Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Le Cameroun, pupille des Nations Unies, reste attaché aux objectifs et principes de la charte des Nations Unies, et ne ménage aucun effort, sous la très haute impulsion de S.E. Paul BIYA, Président de la République, pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

C'est dans cet esprit que mon pays participe activement aux opérations de maintien de la paix des nations unies, et œuvre, grâce à ses trois grandes écoles spécialisées, à la formation des agents et cadres de la police, de la gendarmerie et autres civils africains qui prennent part à ces opérations. De surcroît, le Cameroun reste engagé de manière constante dans la lutte contre le terrorisme en général, voire dans le Sahel et en particulier dans le Bassin du Lac Tchad où sévit la secte Boko Haram.

En matière économique, mon pays s'est doté d'une stratégie nationale ambitieuse, qui promeut un dévelop-

pement économique et social harmonieux de toute la nation, tout en favorisant les progrès en matière de démocratie, de respect des droits humains et de la bonne gouvernance.

Ceci nous permet de concrétiser progressivement et méthodiquement les objectifs de développement durable et l'agenda 2063 de l'union africaine, entre autres.

**Madame la présidente,
Excellence Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Dans le bassin du Congo, le Cameroun participe activement à la recherche de solutions au dérèglement climatique mondial, à la protection de la faune et de la biodiversité. Il fera toujours sa part et attend que les promesses faites, en termes de financements, soient tenues. Pour le Cameroun, il importe que les efforts des pays en développement soient soutenus.

A cet égard, il convient de rappeler une fois encore, qu'il y'a plus d'une décennie, les pays développés ont pris l'engagement collectif de mobiliser 100 milliards de dollars US par an pour appuyer les efforts de lutte contre le changement climatique. Il en est de même pour l'aide au développement fixée à 0,7% depuis une cinquantaine d'années.

Jusqu'à présent, toutes ces promesses n'ont pas été tenues. Le Cameroun estime qu'il est temps que les fonds attendus soient effectivement mobilisés pour soutenir les efforts importants que font les pays en développement dont ceux de l'Afrique, pour que notre environnement commun soit préservé, pour le bénéfice de tous.

Sur un autre plan, une mobilisation générale des ressources s'opère au Cameroun en faveur des projets majeurs dans les domaines de l'éducation, la santé, les infrastructures et le développement rural etc, en vue d'apporter une transformation structurelle au pays. Nous saisissons cette occasion pour remercier nos partenaires multilatéraux et bilatéraux qui nous accompagnent dans cette dynamique. Nous les encourageons à renforcer ce partenariat pour nous permettre d'atteindre les objectifs escomptés.

**Madame la présidente,
Excellence Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

Le pacte pour l'avenir et ses deux annexes à savoir, le pacte numérique et la déclaration sur les générations futures nous interpellent pour leur mise en œuvre.

De même, les récents documents finaux des conférences de Nice et de Séville, ainsi que la déclaration de Yaoundé sur l'économie bleue durable dans le Golfe de Guinée, des engagements ont été à nouveau pris en matière de financements et d'accès aux technologies, surtout en cette ère du numérique et de l'intelligence artificielle, comme facteurs décisifs pour promouvoir le développement durable.

Le Cameroun salue ces avancées ainsi que les engage-



ments pris lors de ces occasions pour la réforme de l'architecture financière internationale et la transition énergétique. Mon pays aspire ardemment à la concrétisation d'autres réformes longtemps attendues, notamment celle du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour permettre à l'Afrique d'occuper la place qui lui revient, conformément au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte.

En matière de droits humains, le Cameroun se félicite de l'élaboration du pacte international sur le droit au développement. L'adoption éventuelle de cet important instrument marquera l'histoire de l'humanité en consacrant, sans équivoque, que le développement est un droit fondamental et non une faveur.

**Madame la présidente,
Excellences, Mesdames, Messieurs,
Monsieur le Secrétaire Général,**

En ce moment particulier de l'histoire des Nations Unies, il nous revient d'agir et c'est une obligation impérative à laquelle nous ne saurions nous soustraire.

Ceci passe, à mon sens, par le respect de nos engagements pour le financement du développement, la matérialisation de nos promesses en faveur de la paix, et l'efficacité de nos choix en matière des droits humains et d'assistance humanitaire.

Il nous appartient encore, pour les années à venir, de renforcer les fondations d'une paix durable, ancrée dans la prévention, la résilience et la justice.

Nous en avons les moyens, surtout en ce moment où la richesse globale en 2025 atteint des niveaux sans précédent, et où le développement technologique permet d'améliorer de façon significative les conditions de vie de tous et de chacun.

En conclusion et guise d'exhortation, nous devons donc faire mieux et davantage pour que l'organisation des nations unies tienne les promesses faites aux peuples du monde, et qu'elle devienne plus que jamais le moteur d'un multilatéralisme renforcé ; d'une coopération juste et équitable, et d'une solidarité repensée face à l'avancée inquiétante de la multipolarité.

Je vous remercie de votre aimable attention./-

DÉCLARATION DE YAOUNDE

UN FRONT UNI CONTRE LES MENACES MARITIMES

À Yaoundé, les États du Golfe de Guinée ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une gouvernance maritime durable, consacrant leur vision commune pour la valorisation des ressources océaniques comme moteur de développement.



Les ressources maritimes, levier stratégique du développement dans le Golfe de Guinée étaient au cœur des réflexions de la Conférence internationale sur l'économie bleue durable dans le Golfe de Guinée tenue du 9 au 10 juillet 2025 au Palais des Congrès de Yaoundé, Sous le très haut patronage du Chef de l'État camerounais.

Cette rencontre diplomatique de premier plan a réuni des personnalités majeures du système des Nations Unies, parmi lesquelles Mme Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale, M. Philémon Yang, Président de la 79^e Assemblée Générale, et M. Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général pour les océans.

Une dynamique régionale renforcée

L'objectif de la conférence était clair : promouvoir une appropriation régionale du concept d'économie bleue et en accroître l'impact dans les pays riverains du Golfe de Guinée. Les travaux ont permis de souligner que l'économie bleue ne saurait rester un concept académique,

mais doit s'incarner dans des politiques publiques concrètes, orientées vers la création de richesses à partir des mers, des océans et des eaux intérieures.

Les États membres ont reconnu la richesse exceptionnelle de l'écosystème du Golfe de Guinée et son rôle vital dans la sécurité alimentaire. Ils ont ainsi réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération régionale et d'accélérer la mise en œuvre des cadres normatifs internationaux.

Une gouvernance maritime inclusive et transparente

La Déclaration finale de Yaoundé, adoptée à l'issue des travaux, consacre une série d'engagements structurants. Elle appelle à l'élaboration de plans nationaux pour la durabilité des océans, à la protection et à la restauration des écosystèmes marins et côtiers, ainsi qu'à une utilisation rationnelle des ressources. Les États participants ont également convenu de renforcer la surveillance maritime et le partage des données pour lutter contre la pêche illicite, la piraterie, le trafic et les crimes environnementaux. Ils ont exprimé leur soutien à la Charte mondiale

pour la transparence de la pêche, notamment par la mise en place de registres numériques, la publication des licences et quotas, et la promotion de la traçabilité dans les flottes régionales.

Un appel à la solidarité régionale

Dans son allocution de clôture, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a salué la qualité des échanges et la mobilisation des États présents. Il a appelé à placer les ressources océaniques au cœur des stratégies de développement économique, tout en plaidant pour la création d'un fonds de solidarité, d'un observatoire régional, d'une loi-type et d'une politique commune en faveur d'une gouvernance inclusive.

La Conférence de Yaoundé marque ainsi une étape décisive dans la construction d'un cadre régional ambitieux pour la gestion durable des ressources maritimes. Elle consacre une dynamique collective fondée sur la responsabilité partagée, la transparence et l'innovation institutionnelle.

● Alice Ngambi Nfon



Coupure du ruban symbolique à l'occasion de la mise en service du réseau d'adduction en eau potable dans la Commune de Tiko

Améliorer le cadre les conditions de vie dans les territoires grâce à la coopération

Pour opérationnaliser sa vision qui est de « Contribuer à faire des Collectivités Territoriales Décentralisées, un endroit où il fait bon vivre », le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) s'est doté d'un plan Stratégique de Performance qui fait la part belle aux activités de coopération et de partenariat. L'institution a également développé des synergies avec des agences de développement et institutions internationales pour la formulation et la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes thématiques au niveau local.

L'eau et l'assainissement au cœur des priorités



Adduction en eau potable dans du village Oudava localité située dans la Commune de Mogodé



Réseau d'adduction en eau potable dans la Commune de Tiko

Entre 2010 et 2013, l'institution a exécuté grâce à un important appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) des Projets d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en Milieux Semi-urbain et Rural (PAEPA-MSU/MRU), d'un coût d'objectif estimé à 44 milliards FCFA. L'organisme a surtout géré les volets assainissement et renforcement des capacités dont la mise en œuvre a permis aux 139 Communes éligibles de disposer et mettre à la disposition de nos concitoyens, 1300 latrines, 47 incinérateurs et 113 équipements d'approvisionnement en eau potable.

Renforcer l'accès aux services socio-économiques



Marché moderne de la Commune de Mokolo



Marché gare-routière dans la Commune de Mbalmayo

Le FEICOM a également bénéficié de la coopération allemande représentée par la KfW, d'un financement d'environ 11 milliards de FCFA pour exécuter dans 12 villes moyennes le Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes (PDFVM). Clôturé en 2024, cette initiative a permis de réaliser dans les villes de Bangangté, Dschang, Foumbot, Kousséri, Mbalmayo, Mokolo, Mora, Obala, Tiko et Yagoua, 14 ouvrages et équipements d'envergure qui ont impacté le cadre de vie des citoyens, l'économie locale, les capacités financières des Communes bénéficiaires et le développement urbain.

Stabiliser et accompagner les villes secondaires dans la gestion des flux migratoires



Ecole maternelle dans la Commune de Mbanga



Activité "Back to school" dans la Commune de Ngaoui

L'institution a bénéficié de l'Union Européenne, grâce à la KfW, d'un financement d'environ 13 milliards de FCFA, pour exécuter le Programme de Développement Économique et Social des Villes Secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV) dans 15 villes des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et du Sud. Ce programme a permis entre autres, la construction de 329 infrastructures socio-économiques, la formation professionnelle des acteurs et la création de 4312 emplois, le soutien à l'entrepreneuriat local, le renforcement des capacités d'accueil des Communes exposées aux facteurs d'instabilité. Une seconde phase de ce programme financée par la KfW à hauteur de 5,6 milliards FCFA, est en cours d'exécution dans les communes de Babadjou, Bangourain, Dibombari, Galim,

Mbanga, Melong, Nkongsamba 1er et Nkong-Zem, exposées aux conséquences de la crise socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Soutenir les CTD dans la promotion des activités dans les domaines de la nutrition, la santé et la production



Poignées de mains entre Monsieur le Directeur Général du FEICOM et le nouveau Représentant Pays de la FAO au Cameroun



Centre de Sante Intégré (CSI) du village Djaŋga, dans la Commune de Kai-Kai



Projet "Classes Vertes" pour une nutrition saine et équilibrée en milieu scolaire

L'engagement du FEICOM dans l'amélioration de la situation sanitaire dans les CTD, se traduit par la formulation des initiatives adressant des défis communautaires. Ainsi, l'institution accompagne la mise en œuvre des programmes de Promotion d'une Production Innovante, Ludique et Educative pour une Alimentation saine et nutritive en milieu scolaire dans les régions impactées par les crises (Classes Vertes), de « *Nutrition et Santé* » et de Développement des Chaines de Valeur d'Elevage et de Pisciculture (PD-CVEP), respectivement dans le cadre de son partenariat avec la FAO, Helen KELLER International et la BAD.

Un projet de constitution d'un parc intercommunal de travaux publics

Exécuté par le FEICOM en partenariat avec la coopération américaine et britannique, sous l'encadrement du Gouvernement, ce projet consiste en la construction de 05 (cinq) parcs interrégionaux dotés d'une batterie d'engins directement mobilisation destinée à l'entretien routier, la construction des forages et la production des agrégats.

Quelques réponses concrètes aux enjeux environnementaux



Plant d'arbres dans la Commune de Garoua-Boulai

L'Organisme a mis sur pied un Guichet climat qui lui permet de prendre en compte de façon spécifique et de mieux structurer sa contribution à la lutte contre le changement climatique. L'opérationnalisation de ce guichet ouvert aux ressources des partenaires, a permis d'accorder des financements d'environ 29 milliards de FCFA pour la mise en œuvre des projets adressant les défis climatiques dans 56 Communes. Par ailleurs, l'organisme est engagé dans le processus d'accréditation au Fonds d'Adaptation au Changement Climatique. Il a également instauré en son sein un système de management environnemental.

Des actions en faveur du rayonnement des CTD camerounaises à l'international

En vue de renforcer son dispositif d'accompagnement des CTD, l'organisme a mis en place un guichet spécifiquement dédié aux actions extérieures des communes. Ce guichet permet de financer entre autres, les missions de coopération des Maires, les initiatives mises sur pied dans le cadre des jumelages et de la coopération décentralisée ainsi que la participation des magistrats municipaux aux grandes rencontres internationales traitant du développement local.

Des résultats probants sur la scène internationale

Le FEICOM a reçu en 2012, lors du 6^e Forum Urbain Mondial tenu à Naples, en Italie, l'une des plus prestigieuses distinctions des Nations Unies dans le domaine des établissements humains : l'UN-Habitat Scroll of Honour, pour Ce prix récompense les institutions qui se distinguent par leur contribution exceptionnelle à l'amélioration des conditions de vie dans les villes et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Par ailleurs, l'institution est membre fondateur du Réseau des Institutions Africaines de Financement des Collectivités (RIAFCO), plateforme panafricaine dédiée à la réflexion et à l'échange d'expérience et de bonne pratiques en matière de financement des collectivités. Les membres de cette association ont séjourné au Cameroun du 2 au 10 août 2025, dans le cadre de la passation de service entre ses bureaux entrant et sortant. Ils en ont profité pour définir la feuille de route du réseau pour les trois prochaines années. Cette feuille de route a comme piliers, le renforcement de la coopération Sud-Sud, l'élargissement du Réseau à d'autres institutions financières spécialisées et la consolidation des dispositifs d'accompagnement technique et financier en faveur des collectivités locales.



ILLEGAL IMMIGRATION

UNITED STATES TIGHTENS MIGRATION POLICY

On 23 May 2025, the United States Embassy in Yaounde officially unveiled new directions in American migration policy. The delegation, led by His Excellency Christopher John Lamora, United States Ambassador to Cameroon, was received by His Excellency Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth.

Central to their discussions was the recent tightening of measures against illegal immigration, enacted under the administration of President Donald Trump. Ambassador Lamora sought the cooperation of Cameroonian authorities in disseminating this information to the public, aiming to mitigate risks associated with irregular migration, including arrest, prosecution, fines, and deportation.

The Embassy's communication outlined key provisions:

- Systematic prosecution of unauthorised entry into the United States;
- Establishment of military-controlled defense zones along the southern border;
- Stringent penalties for visa overstays, including fines, incarceration, deportation, and permanent bans;
- Availability of voluntary departure assistance for individuals in irregular situations;
- Revocation of visas and expulsion for violations or abuses;
- Visa restrictions targeting facilitators of illegal immigration, including foreign officials;
- Sanctions against countries impeding the repatriation of their nationals.

In alignment with this policy, on 24 June 2025, U.S. authorities inaugurated a new detention centre, "Alligator Alcatraz," located in Florida's Everglades. Constructed on a former airport site, this facility is designed to ease overcrowding in federal detention centers, with a capa-

city for up to 5,000 detainees. Its remote and challenging location has drawn concern from various observers. Additionally, the Embassy announced revised entry conditions for nationals of Cameroon, Nigeria, and Ethiopia, effective from 9 July 2025. Most non-official, non-immigrant visas will henceforth be:

- Single-entry;
- Valid for three months;
- Subject to mandatory interviews;
- Charged with reduced fees.

Notably, these changes do not affect holders of diplomatic or service passports.

Confronted with escalating irregular migration and increasingly restrictive policies, the Cameroonian Ministry of External Relations urges heightened public awareness. It highlights the grave dangers associated with illegal migration routes—deserts, seas, forests, as well as risks of sexual exploitation and forced labour—that claim numerous lives, squander talents, and devastate families.

Official messaging stresses the abundant opportunities available within Cameroon, often overlooked in pursuit of illusory prospects abroad. Citizens are encouraged to pursue lawful avenues, uphold Cameroon's international reputation, and exemplify the dignity befitting a nation respected on the global stage.

● Joel Tresor Nyonka'a

REINTEGRATION INTO AGOA

CAMEROON EMPHASISES DIALOGUE AND COMMON GROUND

Since its suspension from the United States' African Growth and Opportunity Act (AGOA) programme in January 2020, Cameroon has been actively working to restore the ties of this key economic partnership. This suspension, prompted by concerns related to human rights, initiated a diplomatic phase characterised by sustained exchanges between Yaounde and Washington.

In April and December 2023, Cameroonian authorities engaged in diplomatic advocacy in favour of reintegration. In response, the U.S. government reiterated six core concerns centered on fundamental freedoms, fair justice, protection of journalists, legislative reform, judicial transparency, and workers' rights.

These demands, far from isolated, align with those put forward by other international partners, including the United Nations, the European Union, and several bilateral partners.

Cameroon, aware of its international commitments, affirms its willingness to respond in good faith to these calls. It also underscores the strategic importance of AGOA to its economy: beyond commercial benefits, the programme represents an opportunity for structural transformation, investment attraction, and export diversification.

The experience of suspension has revealed several vulnerabilities:

- Inadequate production capacity;
- Limited industrial capability;
- Insufficient knowledge of procedural requirements;
- Dependence on hydrocarbons.

These challenges have sparked a national reflection on the need to better leverage AGOA. The National Development Strategy 2020–2030 (NDS30) identifies AGOA as a key tool to reduce the dual dependency on unprocessed raw materials and manufactured imports. However, beyond economic reforms, the government highlights a governance issue: the perception of human rights as intangible public goods. It calls for improved communication on the costs of their implementation to educate citizens about shared responsibility. The goal is to strengthen social cohesion, reduce tensions between administration and populations, and foster an environment conducive to stability.

In this spirit, Cameroon reaffirms its readiness to continue dialogue with the United States, placing its trust in shared values and converging interests to overcome temporary misunderstandings. The advocacy for reintegration into AGOA thus aligns with a renewed partnership based on trust, transparency, and a commitment to progress.

● Joel Tresor Nyonka'a





CONFÉRENCE DE YAOUNDÉ SUR L'ÉCONOMIE BLEUE LECTURE STRATÉGIQUE DES ENJEUX POUR LE CAMEROUN

Les 9 et 10 juillet 2025, le Palais des Congrès de Yaoundé a abrité la Conférence Internationale sur l'économie bleue durable dans le Golfe de Guinée. Une dizaine de délégations des pays de la sous-région y ont pris part. Ces assises ont permis de faire l'état des lieux des enjeux et des défis à relever, pour faire des 6000 kilomètres de la façade maritime du Golfe de Guinée, un espace de paix et de prospérité.

En partant d'une analyse guidée par le constructivisme réaliste et après des enquêtes de terrain réalisées auprès des hauts fonctionnaires de la diplomatie, de la Défense et de la sécurité, notre objectif est de faire une lecture qualitative du sommet de Yaoundé sur l'économie bleue durable dans le Golfe de Guinée. Pour ce faire, notre fil d'Ariane est constitué de l'hypothèse selon laquelle, cette conférence internationale participe d'une dynamique de consolidation de l'attachement du Cameroun aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable, mais aussi, d'un pragmatisme qui vise à mieux défendre les intérêts diplomatiques et stratégiques de notre pays.

Une conférence internationale qui renforce l'attachement du Cameroun aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable dans le Golfe de Guinée

Dire de la Conférence internationale de Yaoundé sur l'économie bleue durable qu'elle contribue tout d'abord à consolider l'attachement du Cameroun aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable, c'est la mettre dans la perspective avec la tradition diplomatique de construction des dynamiques collectives de développement et de stabilité sous-régionale.

Ainsi, en réunissant les 14 États du Golfe de Guinée

ainsi que des représentants des organisations internationales pour réfléchir sur l'économie durable bleue, le Cameroun a une fois encore, montré qu'il n'y a pas de « développement sans sécurité ». Comme il est de tradition au Cameroun, cette conférence qui s'est achevée par la déclaration de Yaoundé, a permis de montrer que l'exploitation effective et durable des ressources maritimes du Golfe de Guinée est tributaire de la capacité des États côtiers à en assurer la sécurité et la sûreté. Cette posture en faveur d'une approche collective des menaces sécuritaires et des défis économiques sous régionaux n'est cependant pas nouvelle dans l'action politico-diplomatique du Cameroun.

En effet, l'attachement de notre pays aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable est assez ancien. L'on peut remonter, sans être exhaustif, à la création du Conseil Consultatif des Nations-Unies sur les Questions de Sécurité en Afrique Centrale (UNSAC) en 1992 dont l'idée avait été mise par le Chef de l'Etat Camerounais, alors qu'il présidait la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) au début des années 80. L'on peut ensuite évoquer, en 2020, en marge de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun, l'organisation de la Conférence internationale Africa 21 au cours de laquelle Jean PING remettra la « flamme de la paix » au Président BIYA.

Dans le même sillage, il est loisible d'évoquer la tenue du Sommet sur la sécurité et la sûreté dans le Golfe de Guinée en 2013 au cours duquel une nouvelle architecture et un code de conduite en matière de lutte contre l'insécurité maritime verront le jour.

Enfin, l'on peut mentionner l'engagement du Cameroun en faveur d'une réponse collective face aux affres causées par la secte terroriste Boko Haram, non seulement à travers une participation au plus haut niveau lors du Sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria en 2014, le déploiement des forces de défense et de sécurité au sein de la Force Mixte Multinationale de la Commission du Bassin du Lac Tchad et surtout, l'organisation du Sommet extraordinaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui a permis de lever plus de 50 millions de FCFA pour lutter contre ce groupe terroriste en 2015. Au regard de ce qui précède, l'on se rend à l'évidence que le sommet de Yaoundé sur l'économie bleue durable se situe dans une tradition camerounaise en faveur de la paix, de sécurité et du développement sous régional. Analysons à présent les enjeux stratégiques de sommet.

La conférence sur l'économie bleue durable de Yaoundé : un instrument au service de la Défense des enjeux stratégiques du Cameroun ?

Trois enjeux stratégiques ressortent clairement du Sommet sur l'économie bleue durable de Yaoundé. Tout d'abord, la concrétisation de l'engagement du Cameroun en faveur du développement durable. En effet, notre pays est parti aux principales conventions internationales en matière de protection de l'environnement et a signé l'Accord sur la Biodiversité Marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales (BBNJ) en mai 2025. En outre, notre pays a pris part à l'essentiel des rencontres sur la sécurité environnementale dont le tout dernier, la Conférence des Nations Unies sur les océans tenue à Nice en France du 9 au 13 juin 2025. Qui plus est, compte tenu de l'importance que les questions de développement durable ont dans le mandat en cours de M. Philémon Yang, président de la 79^e



session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'organisation de la Conférence sur l'économie bleue durable dans le Golfe de Guinée au Cameroun était une nécessité symbolique et stratégique.

Le deuxième enjeu de cette importante conférence régionale aura certainement été celui de la consolidation du leadership institutionnel du Cameroun sur les questions de paix, de sécurité et de développement sous régional dans le Golfe de Guinée. En effet, par sa capacité à rassembler ses pairs tant au plan bilatéral que multilatéral, le Cameroun s'est imposé comme un leader dont le savoir-faire est admiré dans toute la sous-région. En témoigne le respect dont bénéficient ses diplomates dans les arènes multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies à New York ou encore à Addis Abéba, mais davantage, via l'engouement des ressortissants des pays frères et amis qui continuent à envoyer leurs ressortissants se former dans les écoles camerounaises de renommée continentale telles que : l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), l'Ecole de Police ; l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) et à l'Ecole Internationale de Guerre (ESIG).

Enfin, le sommet de Yaoundé sur l'économie bleue durable visait à consacrer le Cameroun comme terre de prédilection de structuration d'une pensée stratégique et pragmatique en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable en Afrique. Une posture qui peut être confirmée par le nombre croissant d'institutions régionales et sous régionales de paix et de sécurité que le pays abrite. A titre d'exemple, l'on peut citer : la base logistique continentale de l'Union africaine située à Douala ; le Centre Inter-régional de Coordination (CIC) ; le Comité des Chefs de Police d'Afrique Centrale (CCPAC) ou encore l'Association Africaine des Formateurs pour le Soutien à la Paix (APSTA). Nul doute que la gouvernance des mers et des océans permettra au Cameroun de continuer son rayonnement diplomatique et son leadership, discret et efficace, comme voulu et prescrit par Son Excellence Paul BIYA, Chef de l'Etat, et Chef de la Diplomatie.

● Jean Renaud Bikoe





MIGRATION

CAN CAMEROON REVERSE THE TREND?

Irregular immigration continues to present a considerable challenge for Cameroon, with profound human, economic, and diplomatic ramifications. Minrex is implementing an integrated strategy that incorporates awareness-raising initiatives, the facilitation of voluntary returns, and the mobilisation of the diaspora to regulate these flows.

Irregular immigration is a phenomenon that is both human and geopolitical in nature, and it poses a constant challenge for Cameroon. Whether it involves voluntary departures, extended stays without legal status, or employment outside national legislation, this unfortunate reality is of critical concern to the Cameroonian authorities. At the core of this initiative, the Ministry of External Relations (Minrex) is implementing a strategy that integrates the safeguarding of national interests abroad, proactive diplomacy, and the effective mobilisation of the diaspora.

The years 2023 and 2024 have highlighted the extreme precariousness of Cameroonian migrants embarking on perilous routes through Nigeria, Chad, Niger, Morocco, Tunisia, and Libya. There have been numerous incidents of arbitrary detentions, violence, extortion and deadly shipwrecks in the Mediterranean. The trials are numerous and the traumas are long-lasting. In response to this emergency, Minrex did not restrict its actions to vigilance alone: The institution successfully implemented a range of concrete actions, including the organisation

of safe, voluntary returns and the negotiation of bilateral agreements. Notably, there was an unprecedented strengthening of awareness campaigns.

A rigorous institutional architecture

Minrex is structured around two key objectives. Firstly, it is dedicated to protecting Cameroonians abroad. Secondly, it aims to harness the tremendous energy of the diaspora for national development. The system is organized around two pillars:

- The Service for Cameroonians Abroad is responsible for registering and monitoring nationals.
- The Service in charge of Relations with the International Organization for Migration (IOM) is a key operational gateway to return and reintegration programmes. In addition, it collaborates closely with several ministries, the European Union, numerous NGOs, and representatives of the diaspora, building on a network of coordinated actions.

Raise awareness to prevent, prevent to protect

In 2025, MINREX launched an ambitious information campaign via its diplomatic representations, accompanied by educational kits warning against the dangers of illegal migration. This educational approach was relayed by the Ministry of Youth and Civic Education and the IOM, and aimed to offer hope and deter dangerous temptations. A notable example of this approach was the “Youth in Movement” operation, which combined poignant testimonies and audiovisual tools.

The relevance of a voluntary return

The success of the Assisted Voluntary Return and Reintegration (AVRR) Programme, which was piloted in collaboration with the IOM and funded by the European Union, demonstrates the effectiveness of this approach. In 2022, more than 5,400 Cameroonians returned home with dignity and received comprehensive care. The comprehensive system encompasses on-the-ground support, supervision of minors, secure flights and essential psychosocial and medical support upon arrival.

The challenge of restoring dignity

However, when it comes to returns, the true challenge lies ahead. The economic and social reintegration of these migrants is a delicate and challenging process. A system is being developed to support this process. The initiative will encompass financial assistance, professional training, tackling stigma and medical monitoring. Currently, the system is weak due to insufficient resources and monitoring mechanisms that still require improvement.

Migration diplomacy asserted on the international scene Cameroon occupies a key position on the global and regional diplomatic scenes. Its involvement in major forums such as the Global Forum on Migration and the Euro-African Dialogue, as well as its agreements with Spain, France and Belgium, demonstrate a strong desire to integrate the migration issue into its foreign policy.

On a continental scale, its commitment to the Regional Cooperation on Migration Policies Project offers a promising platform for harmonising African actions.

The diaspora as a strategic lever for development

The three-year strategy, initiated in March 2025 and underpinned by the National Development Strategy 2020-2030, places significant emphasis on the role of the diaspora as a catalyst for economic growth. The project's objectives are threefold: to map talent, to promote financial transfers, and to encourage local investment. These objectives are underpinned by a substantial budget and a clear and innovative vision.

A clear plan to deal with challenges

However, the path ahead remains challenging. Key challenges include reliance on external funding, a lack of digitalisation, social stigma and institutional fragmentation. To address these issues, MINREX has outlined a general plan involving the use of digital technology, collaboration with other organisations, ensuring the well-being of those returning, and leveraging the media to share positive stories.

A collective dynamic with a controlled future

The challenge of migration management is not just about managing flows; it is about human dignity, institutional strength and collective prosperity. Minrex, the driving force behind this initiative, integrates diplomacy, social action and diaspora mobilisation with a bold objective. In order to transform irregular migration into a driver of development and mitigate any potential threats, Cameroon must invest in exemplary governance, based on resolute political will and the mobilisation of all stakeholders. It is time to address this issue within a sustainable, unified and innovative framework, which necessitates a fundamental change in approach.

● GDD



CAMEROON

ACTIVE NEUTRALITY AND A DIPLOMACY OF BALANCE

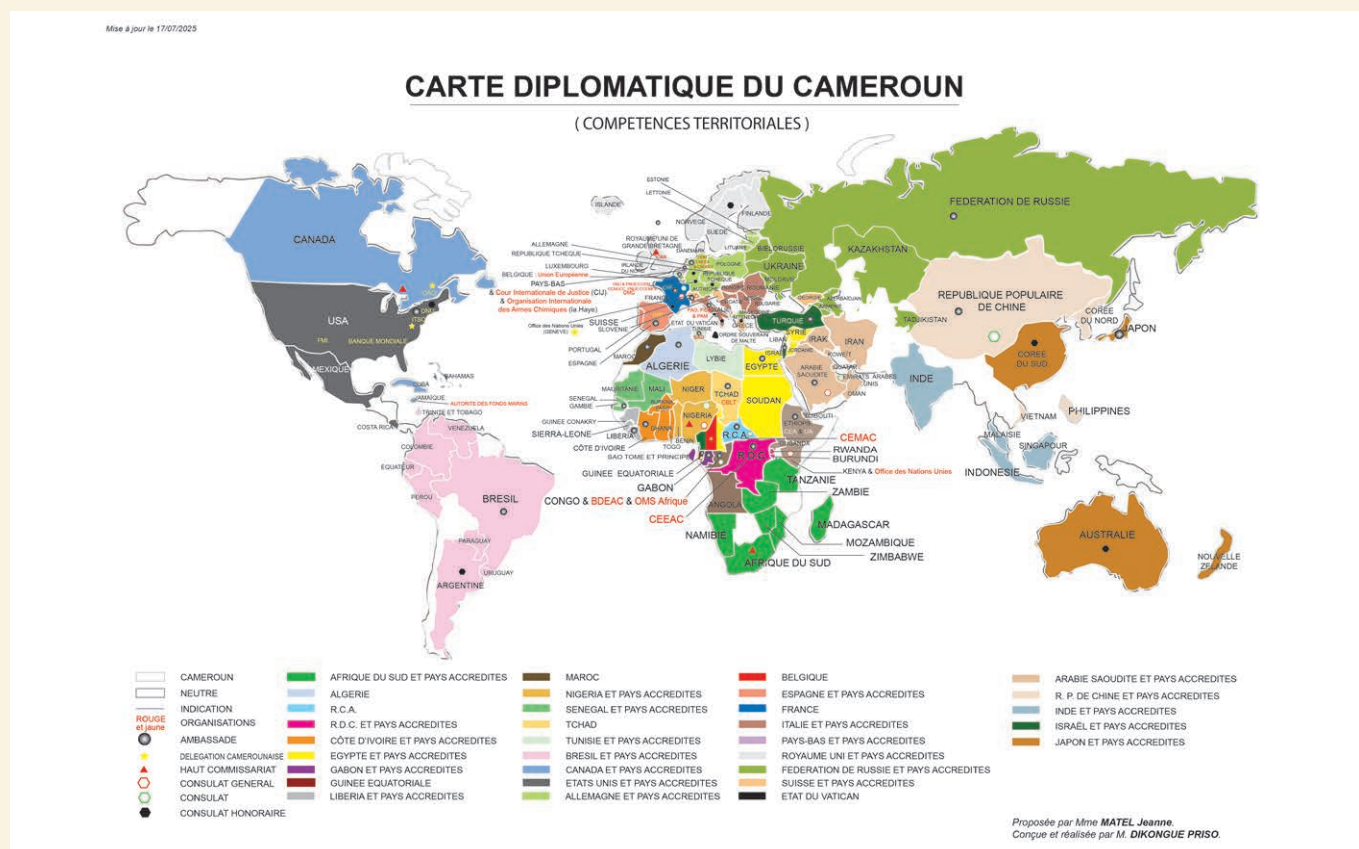
In a world increasingly marked by conflict and shifting alliances among global powers, Cameroon remains anchored to a long-standing principle: non-alignment. More than a legacy of the Cold War, this posture of active neutrality represents a sovereign strategy—one that is itself subject to the very tensions it aims to de-escalate.

Since gaining independence, Cameroon has consistently maintained an out-of-bloc foreign policy. Even today, non-alignment remains one of the three main pillars of its international relations. Yet this does not equate to isolation. As of April 2025, Cameroon maintains 37 resident diplomatic missions, 70 non-resident missions, and 9 active consular posts abroad. The recent creation of an additional diplomatic mission and consulate brings the country's global diplomatic footprint to 118 out of a possible 193—reflecting a coverage rate of 61.1%. Furthermore, Cameroon remains a committed participant in multilateral forums such as the Francophonie, the Commonwealth, and the Organisation of Islamic Cooperation. In addition to its abstentions on sensitive resolutions at the United Nations, Cameroon cultivates an active neutrality—marked by strategic restraint on coercive actions against major international actors, while simul-

taneously supporting peacekeeping efforts elsewhere. This balanced approach preserves Cameroon's diplomatic flexibility and bolsters its influence through discreet yet operational field engagement.

A Multidimensional Diplomacy Anchored in Sovereignty

By diversifying its partnerships—including military agreements with Moscow, Chinese infrastructure investments, and security cooperation with Washington—Cameroon maintains its freedom of action. Each collaboration is governed by contractual logic, devoid of exclusivity clauses. This pragmatic stance allows Cameroon to negotiate technology transfers, defense training, and development assistance on a case-by-case basis. The resolution of the Bakassi border dispute—pursued through the International Court of Justice in 2002 and





fully implemented in 2008—epitomizes Cameroon's preference for legal mechanisms in conflict resolution. Rather than relying solely on traditional diplomatic means such as negotiation or mediation, Yaoundé opted for judicial arbitration. This legal mediation, combined with Cameroon's deft use of multiple diplomatic levers, has made it a textbook case of neutrality deployed in service of regional stability.

The Challenge of Neutrality in a Polarized World Order
In an increasingly polarized international system—where geostrategic rivalries manifest through multilateral pressure, targeted sanctions, and controlled diplomatic engagement—Cameroon's principled stance, grounded in strategic restraint and balance, is drawing greater scrutiny. Several bilateral and multilateral partners have called for a clearer articulation of this position, particularly in the face of violations of international norms.

Yet Cameroon's strategy—sometimes compared to the ethos of the Non-Aligned Movement or the pragmatic diplomacy of BRICS (Brazil, Russia, India, China, South Africa)—is not an end in itself. It is better understood as an attempt to preserve sovereign agency in a rapidly evolving global order, where ideological loyalty to fixed blocs is losing relevance in favour of more adaptable approaches.

In this context, Cameroon continues to pursue a delicate balance between calculated reserve and quiet assertiveness. While coherent, this posture increasingly calls for a more assertive narrative—one that prevents misinterpretation and affirms its strategic depth, rather than being mistaken for evasion.

Toward Proactive Non-Alignment

The 2024 election of Philemon Yang as President of the United Nations General Assembly symbolizes Yaoundé's intent to translate its doctrine into discreet influence. Going forward, Cameroon envisions a diplomacy that combines non-alignment with thematic leadership—whether through mediation in Sahelian crises, climate initiatives from an African perspective, or the co-construction of a renewed South-South agenda. This shift does not renounce Cameroon's foundational principles of sovereignty, non-interference, and multilateralism. Rather, it proposes an evolution: from a neutrality of abstention to a neutrality of proposition—where non-alignment becomes a platform for diplomatic initiative and strategic influence in a reconfigured global landscape.

● Abel Ntonga Bokamba



CAMEROON-NIGERIA

UNITED BY CULTURE FOR A STRONGER HERITAGE

A memorandum of understanding on cross-border movement of people and goods, signed as early as February 6, 1963, laid the foundation for seamless human interaction between Cameroon and Nigeria.

The presence of nearly four million Nigerians in Cameroon and around one million Cameroonians in Nigeria attests to this natural integration and historic population movements. Historically, ethnic groups such as the Igbo migrated massively to southern Cameroon under British administration, forging deep connections and significant economic interactions. Border communities often share kinship ties, religious practices, and common value systems, viewing the border as a “natural backyard” rather than a rigid dividing line.

Leveraging this shared heritage is essential for deeper integration. The presence of shared ethnic groups (Igbo, Hausa-Fulani) on both sides of the border and the historical “cultural interpenetration” demonstrate that the border is not merely political but a continuum of human interaction. This inherent cultural connectivity—despite past tensions—is actively leveraged through cultural weeks and community development projects. This suggests that cultural affinity is a powerful and organic force for integration, reinforcing formal political and economic cooperation and strengthening resilience at the local level.



COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECTS IMPROVING LIVES ALONG THE BORDER

Bilateral cooperation results in tangible projects that improve the lives of border populations. The Cameroon-Nigeria Mixed Commission, beyond border demarcation, works with UN country teams on socio-economic projects specifically targeting populations affected by the demarcation process. These projects aim to address essential needs such as access to clean water, housing, livelihoods, healthcare, sanitation, and education, while ensuring food security and protection of populations.

The Bamenda-Enugu corridor, for example, includes not only urban and rural road development but also the construction of health centers, schools, markets, agro-processing units, boreholes, and mills. These initiatives aim to improve living conditions, empower youth and women, and provide essential services—directly benefiting approximately 11 million inhabitants in the targeted program areas.

HERITAGE AND CULTURAL EXCHANGE A SHARED WEALTH

The two nations share a rich cultural heritage, with ethnic groups such as the Igbo, Hausa-Fulani, and Mandara living on both sides of the border and sharing linguistic ties and traditions. Traditional arts such as Nigerian tie-dye fabrics and Cameroonian embroidered toahoo garments reflect this diversity and mutual influence. Events like the “Nigeria Trade and Cultural Week” in Douala create forums not only for the exchange of goods and services but also of culture, fostering deeper mutual understanding.

Collaboration also extends to education through university partnerships, such as the African Centres of Excellence (ACE) project launched in 2013, which includes Cameroon and Nigeria in research and training in STEM, health sciences, and agriculture. Memoranda of understanding between universities, such as Maroua and Modibbo Adama, facilitate student and faculty mobility, joint workshops, and collaborative research on shared challenges like climate change and border security.

Youth leadership programs, such as the Mandela Washington Fellowship (YALI) and the Pan-Africa Youth Leadership Program (PAYLP), encourage young leaders to build skills, engage in community service, and establish transnational networks—strengthening future ties between the two nations. Investment in human capital is a long-term strategy for bilateral strength. The focus

on educational and youth exchange programs signals a strategic investment in human development that goes beyond immediate political or economic gains. By promoting student and academic mobility, joint research, and youth leadership training, both nations are building a future generation with shared experiences, understanding, and networks. This proactive approach to “soft diplomacy” ensures the longevity and deepening of bilateral ties, creating a foundation of mutual understanding that can help address future challenges.



Table 2: Key Initiatives for Socio-Cultural and Educational Exchanges

Area of Cooperation	Concrete Examples	Bilateral Impact
Cultural Exchanges	Nigeria Trade and Cultural Week in Douala (2009, 2019)	A platform to raise awareness and promote the exchange of goods, services, and culture
	Shared ethnic heritage (Igbo, Hausa-Fulani, Mandara) and traditional arts (textiles).	Reinforces a common identity and fosters mutual understanding
Cooperation in Education	African Centres of Excellence (ACE) Project (since 2013)	Promotion of regional specialisation and strengthening of university capacities in STEM, health, and agriculture
	University Memoranda of Understanding (e.g., University of Maroua & Modibbo Adama University)	Student and faculty mobility, joint workshops, and collaborative research on shared challenges
Youth Leadership Programmes	Mandela Washington Fellowship (YALI, since 2014), Pan-Africa Youth Leadership Program (PAYLP)	Leadership skills development, academic training, and networking for young leaders



A STRATEGIC PARTNERSHIP FOR AFRICA'S FUTURE

The journey of Cameroon and Nigeria—from near confrontation to exemplary bilateral cooperation—offers an inspiring roadmap for Africa. The peaceful resolution of the Bakassi dispute through diplomacy and international law, the strengthening of cross-border security in the face of threats like Boko Haram, and the economic dynamism driven by key infrastructure projects such as the Cross River Bridge all demonstrate a deep commitment to peace and mutual prosperity.

Deep social and cultural ties, reinforced by educational exchanges and community development projects (see Table 2), form the essential human fabric of this relationship. These initiatives, ranging from the promotion of shared heritage to youth leadership programs, create a solid foundation of mutual understanding and future collaboration.

Despite ongoing challenges—including the formalization of informal trade and the full implementation of

tactical security agreements in certain areas—the political will and institutional frameworks are in place to deepen this partnership. The ability of both nations to transform obstacles into cooperation opportunities is a valuable lesson for regional governance.

Cameroon and Nigeria prove that neighbouring countries, even with complex histories and significant challenges, can forge a shared future of stability, growth, and integration. Their collaboration is not only vital for their own populations but also a key pillar for the security and development of the entire West and Central African region, fully aligning with the vision of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and the African Union's Agenda 2063. Their partnership is a concrete demonstration of Africa's potential to solve its own problems and build a prosperous future.

● Marie Claude Dibombe





CAMEROON-NIGERIA

REGARDING MARITIME SECURITY AND SAFETY

On the 27th May 2025, the Ministry of External Relations of Cameroon hosted a delegation from the Naval War College of the Federal Republic of Nigeria based in Calabar. The delegation headed by the Rear Admiral AO Oludude and composed of 26 military staff from the 9th batch arrived at 11 am and was granted an audience by the Minister delegate in charge of Commonwealth, His Excellency Felix Mbayu.

At 11.30 am, the delegation proceeded to the Ceremonial Room to attend a 40-minute presentation by Ms Andréa Nougi-Booh, Diplomat at the Department of Legal Affairs, on the following topic: “Regional collaborative framework and ocean governance: the Yaounde Code of Conduct in perspective”. The presentation encompassed the principles of ocean governance, its levels of implementation, the regional collaboration around the Yaounde Code of Conduct and the bilateral cooperation between the Cameroonian and Nigerian navies. It is important to recall that, every year, students from Nigerian military academies undertake research visits in Cameroon as part of the military cooperation that exists between both countries.

History of diplomatic relations between Cameroon and Nigeria

Relations between Cameroon and Nigeria were established in 1960, the same year each country gained independence. Since then, their relationship has largely revolved around their vast shared border, as well as the legacy of colonial arrangements. On 6th February 1963, they signed a “Friendship and Cooperation Agreement”, a trade agreement and a memorandum of understand-

ing on the cross-border movement of people and goods. Other cooperation agreements followed: three in March 1972, including one on police cooperation and an agreement on air services in May 1978.

The countries came close to war in the 1990s, following a long dispute over sovereignty of the Bakassi Peninsula. In the 21st century, however, they have become more friendly again, partly because of the International Court of Justice ruling of 10th October 2002 which resulted in demarcation of their border, and partly because the Boko Haram insurgency in the Lake Chad basin has necessitated increasingly close cooperation on regional security.



THE POLITICAL AND DIPLOMATIC FRAMEWORK OF THE MARITIME COOPERATION BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA

The Joint Commission Cameroon-Nigeria

A joint commission is a mechanism of political consultation composed of Government officials of two states through which they discuss matters of bilateral cooperation and review the legal framework of existing cooperation agreements.

The Cameroon-Nigeria Joint Commission was created in November 2002 to facilitate the implementation of the ICJ decision in the case of the delimitation of the land and maritime boundaries between Cameroon and Nigeria. It was last held in April 2014 in Yaounde with priority given to issues of trade and security.

The Trans-border Security Committee between Cameroon and Nigeria

This committee held its first session in Yaounde in November 2013. The 8th session, which is also the last, was held in August 2021. The committee is made of four sub-committees. The sub-committees are topped by the Governor's forum which brings together Governors of the federated states and regions of the areas in which both countries share the close to 2,000km border. It is important to note that this committee is where matters of military cooperation between Cameroon and Nigeria are discussed.



THE MARITIME LEGAL FRAMEWORK OF EACH COUNTRY

Cameroon	Nigeria
The Ministry of Transport as the maritime authority	The Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA): Created on 1 August 2006, it is a Nigerian government agency responsible for regulations related to Nigerian shipping, maritime and coastal waters. The agency also undertakes inspections and provides search and rescue services. The governing board is made up of representatives of the Ministry of Labour, the Ministry of Transportation and those of the Navy.
The Ministry of Labour	The Ministry of Labour and Employment : Ensures decent work conditions for seafarers
	The Ministry of Transport : Ensures the enforcement of shipping regulations
The Ministry of Environment, Protection of the Nature and Sustainable Development : Promotes sustainable, maritime and aquatic prosperity in Cameroon	The Ministry of Marine and Blue Economy : Promotes sustainable maritime and aquatic prosperity in Nigeria
The Ministry of External Relations in charge of the bilateral and multilateral cooperation which operates through the Cameroon Nigeria Joint Commission	The Ministry of Foreign Affairs in charge of the Joint Commission
The Navy through its Bureau of the state Action at sea	The Navy

PERSPECTIVES FOR BILATERAL COOPERATION IN MARITIME SECURITY AND SAFETY

As far as maritime security is concerned, each country allows the other's navy to enter its territorial waters in pursuit. The two navies have also established a communication system and provide each other backup during operations.

The navies of the two countries routinely deal with illegal fishing as well as cases of kidnappings for ransom around Calabar and along Cameroon's Bakassi Peninsula. They also deal with cases of drug trafficking and ecological threats.

However, more needs to be done to sustain the cooperation between both countries such as:

- Signing of a MoU or a technical agreement between both countries for maritime security trans-border mechanisms including prosecution of pirates and maritime criminals, capacity building trainings for magistrates of both countries on maritime security issues, joint committee between the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA) and the Bureau of the Action of State at sea, enforcement by both countries of IMO resolutions and guidelines concerning Port State Control;
- Revamp the Cameroon-Nigeria Joint Commission which was last held in April 2014 in its 6th session;
- Promote maritime security and safety issues in the agenda of discussions of the next Cameroon-Nigeria Joint Commission;
- Improve coordination centers by strengthening the role of centers established (Douala and Lagos) under the Yaoundé Code of Conduct for maritime surveillance and intelligence sharing;



- Sustain joint naval operations by organizing combined patrols between national navies to secure critical zones. For a regional initiative to be effective, it must be supported by one or two hegemonic countries. Therefore, Cameroon and Nigeria must endorse their status as CHAMPION STATES within the Architecture of Yaounde of maritime security and safety, either based on their maritime capacities or based on their operational involvement in the Architecture. The navies of both countries must form the cooperation tandem that will act as a driving force for the rest of the countries in the Gulf of Guinea.

● **Andréa Nougé-Booh**





INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

UN ENJEU CRUCIAL POUR LA COMPÉTITIVITÉ DU CAMEROUN

Le Palais des Congrès de Yaoundé a servi de cadre à la 2^e édition des Concertations Nationales sur l'Intelligence Artificielle (CONIA 2025), les 7 et 8 juillet 2025.

L'événement, axé sur la thématique « Promouvoir une économie numérique inclusive et durable par l'adoption de l'intelligence artificielle pour un Cameroun émergent », a rassemblé divers acteurs, dont des représentants des institutions gouvernementales, des experts en technologie et des membres de la société civile.

Le programme a débuté par une leçon inaugurale, suivie de six ateliers qui ont permis d'explorer en profondeur les enjeux et les perspectives de l'intelligence artificielle. Parmi ces ateliers, celui N°3 a traité spécifiquement de la compétitivité dans l'ère de l'intelligence artificielle et du rôle de la coopération internationale. Le Ministère des Relations Extérieures (Minrex) a contribué aux débats au sein de cet atelier.

Deux axes majeurs ont émergé des discussions. Premièrement, l'intelligence artificielle a été identifiée comme une opportunité significative pour la transformation structurelle de l'économie camerounaise. Grâce à un capital humain dynamique, le Cameroun aspire à se positionner au premier rang sous-régional et au 14^e rang en Afrique dans le domaine numérique.

Deuxièmement, l'IA est perçue comme un levier d'innovation et de développement. Les intervenants ont souligné

l'importance d'implanter une diplomatie technologique africaine, en collaboration avec des institutions telles que l'Union africaine, Afreximbank et la Banque Africaine de Développement. La nécessité d'une coopération renforcée avec la diaspora camerounaise a également été mise en avant pour préserver la souveraineté numérique du pays.

L'événement a également inclus des hackathons (événement intensif et collaboratif où des équipes travaillent ensemble sur une période limitée, pour concevoir et développer des solutions innovantes à un problème spécifique ou explorer une nouvelle idée, ndlr) et des expositions, permettant aux participants de démontrer des solutions innovantes et des projets liés à l'intelligence artificielle. Les échanges ont été riches et ont favorisé un climat de collaboration entre les différents acteurs présents.

Ainsi, les Concertations Nationales sur l'Intelligence Artificielle (CONIA 2025) se sont affirmées comme une plateforme essentielle pour le dialogue autour de l'intelligence artificielle et ses implications pour le développement économique et technologique du Cameroun.

● **Louis Armand Ndzana Zogo**

PAIERIE SPÉCIALISÉE

GAGE DE RIGUEUR FINANCIÈRE

Créée en 2020 sous l'arrêté n°00000210/MINFI du 11 juin, la Paierie Spécialisée assure la conformité et la transparence des paiements au sein des Ministères des Relations Extérieures (Minrex) et des Marchés Publics (Minmap).

Véritable pivot de la gestion financière, elle contrôle rigoureusement les opérations comptables et veille au respect strict des règles budgétaires établies par le Ministère des Finances au sein d'autres administrations.

Sous l'autorité d'un payeur dédié, la Paierie valide minutieusement chaque acte juridique et administratif, allant de la liquidation des pensions à la gestion des retenues à la source, en passant par le suivi des rémunérations et des précomptes.

Organisée en plusieurs entités spécialisées — du Bureau des Affaires Générales au Service de Validation Trésor, en passant par la comptabilité des caisses —, cette structure opère dans le cadre déconcentré de la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM).

Afin d'améliorer encore la gestion, elle s'appuie aujourd'hui sur des outils numériques performants : PROMBIS-CADRE pour les dépenses matérielles, et depuis janvier 2025, sur la plateforme AIGLES, une solution innovante qui révolutionne la gestion des ressources humaines dans l'administration publique camerounaise.

La digitalisation au service de la gestion des ressources humaines

Lancée début 2025, AIGLES (Application Informatique de Gestion Logique des Effectifs et de la Solde) modernise et unifie la gestion des carrières et des soldes des

agents publics. Cette plateforme intégrée remplace les anciens systèmes SIGIPES et ANTILOPE en consolidant toutes les données dans une base nationale unique. Accessible en ligne, elle permet aux agents de consulter leur bulletin de paie, leur historique de carrière et leurs informations administratives en temps réel.

Composée de quatorze modules, AIGLES couvre l'ensemble des besoins en ressources humaines : gestion des organigrammes, recrutement, discipline, planification des effectifs, suivi biométrique de l'assiduité, et bien plus encore. Automatisant les processus essentiels comme l'avancement d'échelon ou la liquidation des droits à pension, la plateforme réduit délais et risques d'erreurs, améliorant la transparence et la réactivité du système.

Développée par la société tunisienne SIMAC et supervisée par la Division de la Coordination Nationale du SIGIPES (CDNS) du MINFOPRA, AIGLES intègre un haut niveau de sécurité grâce à un système d'identifiants uniques, un mot de passe complexe et une gestion stricte des droits d'accès et des données personnelles. Vers une administration publique plus moderne, transparente et responsable.

En veillant à la conformité des demandes, la Paierie Spécialisée contribue à l'équilibre budgétaire et au bon déroulement des opérations financières. Combinée à la digitalisation grâce à AIGLES, elle favorise la réduction des erreurs et une meilleure fiabilité des bulletins de paie. Cette évolution représente un pas important vers une administration publique camerounaise plus efficiente et responsable. La création et la mise à jour régulière du compte AIGLES permettent aux agents de sécuriser leurs droits et de suivre leur carrière avec plus de clarté. À travers ce dispositif associant contrôle financier et innovation numérique, le Minrex et le Minmap confirment leur engagement en faveur d'une gouvernance transparente, répondant aux attentes des citoyens en matière d'éthique et d'efficacité.

● **Francine Aurélie NSI MVE épouse EDOU**





DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

LE CAMEROUN FACE AUX ENJEUX DU MARKETING DIGITAL

Dans un contexte de relations internationales en mutation, la diplomatie s'adapte aux enjeux du numérique, le Ministère des Relations Extérieures (Minrex), intègre le marketing digital à sa communication diplomatique.

Une évolution porteuse d'opportunités, mais aussi une question de souveraineté de l'image nationale. D'ordinaire connue comme la « science et la pratique des relations entre États », la diplomatie, se voit ainsi redéfinie par l'irruption des réseaux sociaux, plateformes incontournables non seulement pour la diffusion d'informations plurielles, mais aussi de légitimation de l'action étatique.

L'enjeu est désormais double : tant pour affermir sa crédibilité sur le plan digital au regard de l'audience mondiale qu'offre Internet, qui dépasse le cadre strictement institutionnel, que pour positionner le Cameroun à un niveau de visibilité accrue sur la scène internationale. Cette démarche s'inscrit explicitement dans le cadre conceptuel de la Stratégie Nationale de Développement

à l'horizon 2030 (SND-30), où la modernisation numérique constitue un pilier de la diplomatie économique.

Le Minrex a déjà posé ses jalons dans le paysage numérique, investissant son site officiel diplomcam.cm ainsi que ses présences sur Facebook et X (ex-Twitter), plateformes qu'il exploite comme des vitrines modernes de sa diplomatie. Avec près de 27 000 abonnés sur Facebook et plus de 126 000 sur X, cette communauté, bien que non négligeable, reflète un embryon d'engagement citoyen et professionnel encore timide au regard des ambitions internationales. Ce relatif retard numérique souligne la difficulté — partagée par nombre d'États africains — à conquérir durablement un espace médiatique digital où la concurrence est rude et les mécanismes de visibilité impitoyables.

Une stratégie différenciée

Face à cette réalité, la stratégie en gestation prônée par le Minrex dépasse la simple extension de sa présence digitale. Elle vise à intégrer Instagram et LinkedIn non comme de simples relais, mais comme des instruments essentiels d'une communication différenciée et finement ciblée. Instagram, en tant que média profondément esthétique, offre un terrain privilégié pour magnifier les patrimoines culturels et touristiques du Cameroun, cet « art de la visibilité » pouvant servir de catalyseur à un soft power renouvelé et plus subtilement diffusé. LinkedIn, de son côté, s'adresse à un auditoire professionnel et économique, soigneusement segmenté, pour y déployer une argumentation précise sur les opportunités d'investissement dans des secteurs clés — agriculture, énergie, infrastructures — à travers des contenus calibrés, études de cas et témoignages, dans une posture non plus seulement symbolique mais pragmatique.

Les défis du marketing digital entre souveraineté et cohérence éditoriale

Cette diversification numérique, aussi prometteuse soit-elle, n'est toutefois pas dénuée d'écueils. Elle réclame une maîtrise accrue des mécanismes complexes du marketing digital, à commencer par le recours au SEA (Search Engine Advertising), véritable booster de visibilité. Or, cette dépendance croissante aux plateformes commerciales et à leurs algorithmes soulève une question fondamentale : celle de la souveraineté

de l'image diplomatique, mise en péril par les logiques marchandes et la dilution potentielle du message. Par ailleurs, la cohérence éditoriale, assurée par la rigueur dans la création de contenu et l'élaboration d'un calendrier précis, apparaît comme une condition sine qua non pour structurer une présence numérique active, crédible et durable.

Entre adaptation et risque de spectacle

Par cette mutation digitale, le Cameroun illustre sa volonté d'adaptation aux injonctions paradoxales du monde globalisé, où la visibilité s'obtient autant dans les arcanes diplomatiques classiques que dans la fluidité parfois éphémère des réseaux sociaux. Néanmoins, ce virage vers le marketing digital fait peser un risque latent : celui d'une diplomatie acculturée à la logique du spectacle, façonnée par les impératifs de viralité et d'audience, où la profondeur des enjeux pourrait être sacrifiée sur l'autel de l'immédiateté.

Toutefois, l'initiative camerounaise révèle une évolution mesurée. La diplomatie économique contemporaine, désormais en quête de modernité numérique, est invitée à conjuguer innovation et rigueur, en préservant jalousement son contenu stratégique au-delà des simples artifices de communication. Un exercice d'équilibriste impératif, sous peine de voir la parole diplomatique se dissoudre dans les brumes insidieuses du buzz digital.

● Dikongue Priso



PROCÉDURE D'OBTENTION D'UN VISA SUR LA PLATEFORME E-VISA DU CAMEROUN

PRÉREQUIS

Vous devez avoir en votre possession les éléments suivants :

- 1) Un ordinateur ou téléphone Android
- 2) Une connexion internet
- 3) Un passeport en court de validité
- 4) Une carte bancaire VISA ou MASTERCARD
- 5) Scanner séparément les pièces justificatives de la demande de visa

MODALITÉS

1) Le visa d'entrée, suivant le cas, sera dorénavant délivré avec entrées multiples ; et sa durée a été prolongée. Celle-ci court désormais jusqu'à six (06) mois pour le visa court séjour, et douze (12) mois pour le visa long séjour.

2) Les tarifs pour leur part ont été harmonisés et se présentent comme suit :

- Visa court séjour ordinaire (06 mois) : 100 000 FCFA ;
- Visa court séjour express (06 mois) : 150 000 FCFA ;
- Visa long séjour ordinaire (12 mois) : 150 000 FCFA ;
- Visa de transit avec arrêt de plus de 4 jours : 100 000 FCFA ;
- Visa de prorogation : 150 000 FCFA.

N.B : Toutes ces prestations sont hors frais de transaction bancaire.

PROCÉDURE

1) Le pré-enrôlement en ligne par le demandeur

Tout d'abord vous devez accéder à la plateforme <https://evisacam.cm/> ou <https://evisacam.com/>. Sur la page d'accueil de la plateforme vous pouvez soit créer un compte ou soit vous connecter si vous en avez déjà un. Cette page s'illustre ainsi :



Une fois connecté, vous accédez à la page de gestion de vos demandes de visas, et vous cliquez sur « **Demandes de visas** » :



Vous accédez à une nouvelle page dans laquelle vous devez cliquer sur « **Nouvelle demande** »



Vous accédez donc au formulaire de la demande de visa dans lequel vous devrez obligatoirement renseigner tous les champs marqués en rouge « * ». Ce formulaire s'illustre de cette manière :

Après avoir rempli le formulaire, vous le sauvegardez, puis vous accédez à la page de chargement des pièces justificatives. Cette page s'illustre de la manière suivante :

Après avoir chargé toutes les pièces justificatives, cliquez sur « Etape suivante ». Vous accéderez à la page de vérification de vos informations. Si tout est correct, cliquez sur « **Finaliser et payer** ».

2) Le paiement des frais en ligne

Il se fait via divers modes notamment : Master card et Visa. A la suite de cette opération, le demandeur reçoit une notification de la preuve de paiement par courrier électronique ou SMS quelques minutes plus tard. Si vous ne le recevez pas dans votre courriel, veuillez vérifier vos spams. Si vous n'avez rien reçu sur vos spams, allez sur la page de gestion de vos demandes de visas pour télécharger votre preuve de paiement. Ce document s'illustre ainsi :



3) Le traitement de la demande

Il s'effectue par la Mission Diplomatique ou le Poste Consulaire juridiquement compétent ou géographique proche. Pour les demandeurs des zones éloignées des Postes et de non couverture, une autorisation de délivrance de visa en ligne assortie d'un QR Code, clôture cette phase. Pour ceux résidant dans la ville où est situé le Poste compétent, une notification générée automatiquement leur est envoyée par courrier électronique ou SMS pour une prise de rendez-vous pour la formalité d'enrôlement biométrique. L'une ou l'autre des procédures se déroule dans un délai de 72 heures après le pré-enrôlement. Ce délai est de 24 heures dans le cadre d'une procédure expresse. Le document contenant le QR Code s'illustre ainsi :



4) L'apposition du visa

Elle s'effectue soit au Poste frontière d'entrée pour les détenteurs de l'autorisation 6 de délivrance de visa en ligne, soit au Poste Diplomatique ou Consulaire compétent pour les demandeurs qui y ont effectué leur enrôlement biométrique. Il faut préciser à l'intention des membres du corps diplomatique que la procédure de demande de visa d'entrée sur le territoire national est la même pour les visas de courtoisie, **excepté l'étape du paiement en ligne car ces visas demeurent gratuits.**

AUTHENTICATION OF CERTIFICATES, ATTESTATION OF RESULTS, TRANSCRIPTS, REPORT BOOKLETS AND SCHOOL ATTENDANCE CERTIFICATES: TERMS AND CONDITIONS TO BE FULFILLED, APPLICATION FILE, HOW LONG DOES IT TAKE FOR THE FILE TO BE PROCESSED AND THE UNDERSIGNED.

In order to go for further studies or training abroad without any hassle, any Cameroonian who is a holder of any of the following documents (certificates, attestation of results, transcripts, school attendance certificates, etc.) obtained from any State university, private higher education institution under the supervision of any State university, or even a private denominational university, in both the French and English speaking sub-systems, should first and foremost have the documents authenticated at the Ministry of External Relations. This procedure also applies to certificates obtained by Cameroonians abroad.

I-CERTIFICATES ISSUED IN CAMEROON

Required Documents: For the French-speaking Sub-system:

The file shall comprise: a handwritten application addressed to the Minister of External Relations; a certified true copy of the document to be authenticated, certified by the competent university authorities; and a photocopy of the certified document.

For the English-speaking Sub-system

The file shall comprise: a handwritten stamped application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the Confirmation of results, which is mandatory for those with "results slips" (Confirmation of results should be stamped); a certified true copy or photocopy of the certificate.

NB: Certificates, transcripts or attestation of results issued by the Office du Baccalaureat (Cameroon Baccalaureate Board) should be certified at the Department of Authentication and Certification of the Ministry of Higher Education (MINESUP), then be stamped. The original certificate is also required, for transcripts or attestations of three years or more.

For the photocopies of certificates and attestations issued after fulfil-

ling requirements in examinations organised by the Ministry of Secondary Education (MINESEC), certification shall be done at MINSEC or at the Regional and Divisional Delegations of said examination centres. A stamped handwritten application shall be included in the file to be deposited at Minrex.

State Universities

The file shall consist of a stamped handwritten application addressed to the Minister of External Relations, a copy of the certificate, certified by the competent university authority and a photocopy of the certified copy. The copy shall then be stamped and photocopied.

Private Higher Education Institutions under the Supervision of State Universities

The file shall comprise a copy of the Attestation of Results or Certificate certified by the supervising university.

Higher National Diplomas (BTS, HND...)

The file shall comprise a stamped handwritten application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the certificate, certified by MINESUP; a photocopy of the certified copy.

Private Denominational Universities

The file shall consist of a handwritten, stamped application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the certificate, certified by the competent university authorities.

NB: The procedure is the same where several documents are to be authenticated all at once. The applicant shall draft one handwritten application addressed to the Minister of External Relations, indicating the number of documents to be authenticated.

How Long Does it Take to Process Applications?

Minrex takes 72 hours to process any application, as from the day of submission.

The Undersigned of the Document

The undersigned of the authenticated document shall be: either the Secretary General or Director of Protocol, Ceremonies and Consular Affairs or Sub-Director of Privileges, Immunities and Consular Affairs and, where necessary, the Minister of External Relations and Ministers Delegate.

II - CERTIFICATES ISSUED ABROAD

In this case, there are two possibilities.

First and foremost:

Before the certificate is used in Cameroon, it should be certified by

the Ministry of Foreign Affairs of the country where it was countersigned by the Cameroon Ambassador in said country.

Second:

The certificate should be certified

by the Embassy of the country in Cameroon.

N.B. This also applies to any attestation of results, transcripts and school attendance certificates.



MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTERIEURES



CAMEROUNAIS DE LA DIASPORA

LES SERVICES CONSULAIRES DU CAMEROUN désormais en ligne



**Pour vos cartes consulaires, vos
laissez-passer ou tout autre
document officiel, effectuez vos
demandes facilement sur**

www.evisacam.cm / www.evisacam.com

- ✓ **24h/24**
- ✓ **7j/7**
- ✓ **suivi en temps réel**
- ✓ **Pratique & rapide**

Avec Evisa, Visiter le Cameroun devient plus facile

contact@evisacam.cm



SIA 2025 – MÉMOIRE DIPLOMATIQUE

LE CAMEROUN FACILITE L'ACCÈS À SES ARCHIVES DIPLOMATIQUES

À l'occasion de la 7^e édition de la Semaine Internationale des Archives (SIA), les 10 et 11 juin, le Cameroun a franchi une étape majeure dans la gestion de son patrimoine archivistique en réduisant la période d'accès à ses archives diplomatiques.

Portée par une loi novatrice (la Loi N°2024/001 du 24 juillet 2024 régissant les archives au Cameroun, ndlr) adoptée en juillet 2024, la réforme fixe désormais à 30 ans le délai d'accès aux archives diplomatiques – prolongeable jusqu'à 60 ans pour les documents stratégiques – et traduit l'engagement du pays en faveur d'une transparence accrue et d'une meilleure valorisation de sa mémoire diplomatique.

Présidée par le Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures, chargé des relations avec le Commonwealth, S.E. Felix Mbayu, la cérémonie d'ouverture a mis à l'honneur le patrimoine archivistique du Minrex à travers une exposition dédiée. L'événement a également été ponctué d'une table ronde riche en échanges, où les participants ont débattu des enjeux liés à la gestion et à la sécurisation des archives sensibles.

La célébration s'est poursuivie le 11 juin, par une importante séance de travail présidée par M. Jean Patrice KOE

Jr, le Directeur de la Communication, de la Documentation et des Archives Diplomatiques. Elle a réuni les responsables des archives du Minrex et d'autres institutions publiques telles que le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, le Crédit Foncier du Cameroun ou encore le Port Autonome de Kribi, qui ont partagé leurs expériences du traitement et de l'accessibilité des archives dans leurs structures respectives.

Cette initiative reflète clairement l'engagement du Cameroun en faveur d'une plus grande transparence dans la gestion de ses documents diplomatiques, tout en prenant soin de protéger leur caractère stratégique. Elle marque une étape essentielle dans l'amélioration de la gestion du patrimoine archivistique national et traduit la volonté du pays de préserver et valoriser ses archives pour les générations futures.

● Francine Ngayap



FORMATION DOCUMENTAIRE

LE MINREX RENFORCE SES CAPACITÉS

Du 24 au 26 juin 2025, douze cadres du Ministère des Relations Extérieures ont suivi une formation spécialisée à Yaoundé, organisée par la COMNAT UNESCO et l'ICESCO.



L'atelier, inscrit dans le cadre de la Semaine Internationale des Archives (SIA 2025) placée sous le thème « Archives accessibles : des archives pour tous », portait sur les enjeux contemporains de la gestion documentaire publique. Douze cadres du Ministère des Relations Extérieures (Minrex), ont été sélectionnés pour cette session, axée sur le renforcement des compétences en archivistique, bibliothéconomie et gestion de centres de documentation.

La cérémonie d'ouverture, présidée par le Pr Abdoul-Aziz Yaouba, Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'UNESCO (COMNAT UNESCO, ndlr), a réuni des représentants d'autres institutions, dont les Ministères de la Décentralisation, des Arts et de la Culture, ainsi que l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). L'appui technique a été assuré par l'Association des Bibliothécaires, Archivistes, Documentalistes et Muséographes du Cameroun (ABADCAM), garantissant une approche contextualisée et conforme aux standards professionnels.

Mutations numériques

Les travaux ont permis d'aborder les transformations majeures du secteur documentaire, notamment les défis liés à la transition numérique. Les participants ont exploré les concepts de Gestion Électronique des Documents (GED), de Système d'Archivage Électronique

(SAE), ainsi que les perspectives d'intégration de l'intelligence artificielle dans les bibliothèques. Ces thématiques s'inscrivent dans le cadre de la loi N°2024/001 du 24 juillet 2024 sur les Archives au Cameroun, qui encadre désormais l'organisation, la protection et la professionnalisation du secteur.

Archives et gouvernance

Au-delà des aspects techniques, les échanges ont souligné le rôle stratégique des archives dans la gouvernance institutionnelle. Le Pr Yaouba a rappelé que les archives constituent des sources fiables pour la prise de décision, la traçabilité administrative et la sécurisation des processus. Cette reconnaissance s'aligne avec les priorités du Minrex, qui promeut la formation continue et le développement de réseaux professionnels pour répondre aux exigences réglementaires et sécuritaires. Responsabilisation des acteurs et valorisation du patrimoine.

La remise des certificats aux participants a marqué la clôture de cette session, qui illustre la volonté conjointe du Minrex et de la COMNAT UNESCO de promouvoir une gestion documentaire moderne, sécurisée et inclusive. Cette dynamique s'inscrit dans une logique de responsabilisation des acteurs de la chaîne archivistique et de valorisation du patrimoine informationnel de l'État.

● Danielle Mouyenga

SimPa

SIMULATEUR DE PAIEMENTS



- Estimez vos droits, taxes et redevances
- Optimisez la gestion de votre trésorerie
- Minimisez les incertitudes financières
- Mettez-vous à l'abri des intermédiaires véreux

Avec SIMPA, simulez et anticipez sur vos dépenses via la plateforme e-GUCE et ne vous laissez plus surprendre dans vos transactions à l'import, à l'export et en transit

DIASPORA

LGL TRANSPORT, UNE SUCCESS STORY CAMEROUNAISE

Le 18 juillet 2025 à Yaoundé, LGL Transport célébrait son 10ème anniversaire. L'occasion était aussi bonne pour l'inauguration du nouveau siège du Groupe LEKAMA par le ministre camerounais en charge des PME.



L'entreprise fondée par le Dr Barnabé LEKAMA est un exemple éloquent de la manière dont les acquis et l'expérience de la diaspora peuvent se traduire par la création concrète d'emplois, le transfert de compétences et une croissance économique durable sur le sol national.

Le parcours de LGL Transport débute en 2015, non pas à Yaoundé, mais dans un petit garage au Luxembourg. Avec peu de moyens mais une grande ambition, le Dr LEKAMA a bâti une entreprise de logistique internationale qui est aujourd'hui un acteur majeur de son secteur. Ce succès n'est pas resté confiné à l'étranger. Au contraire, il a été mis au service du pays d'origine, le Cameroun, illustrant parfaitement la puissance de la diaspora en tant que levier de développement.

L'implantation du Groupe LEKAMA au Cameroun a en effet eu un impact direct et significatif sur le marché de l'emploi. L'entreprise a recruté des centaines de jeunes, non seulement dans le secteur de la logistique avec LGL Transport, mais aussi dans d'autres domaines à travers ses filiales. Le centre d'appels multilingue LISS CONNECT, par exemple, emploie des Camerounais pour servir des clients européens, leur offrant des emplois qualifiés et une expérience précieuse dans un environnement international. De même Terre d'Afrique, la coopérative agricole et Horizons Immo Cameroun contribuent à la dynamisation des secteurs de l'agriculture et de l'immobilier, créant ainsi des opportunités économiques variées.

Au-delà de la simple création d'emplois, le Groupe LEKAMA excelle dans le transfert de technologies et de compétences. Le personnel camerounais bénéficie de la formation et de l'expertise acquises à l'étranger, notam-

ment dans les domaines de la logistique internationale et des technologies de l'information. Cette transmission de savoir-faire renforce le capital humain du pays, dote la jeunesse de compétences recherchées et prépare le terrain pour l'émergence d'une économie plus compétitive et innovante.

Un modèle pour le Cameroun

Lors de la cérémonie d'inauguration, plusieurs personnalités ont salué l'impact du Groupe LEKAMA. Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, Achille BASSILEKIN III, a qualifié l'entreprise de « Source d'inspiration pour toutes les PME camerounaises », reconnaissant ainsi le rôle de la diaspora dans l'édification d'un tissu économique solide. De son côté, l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Cameroun, S.E. Alain LEROY, a souligné « Le rôle exemplaire de LGL Transport dans le transfert de compétences et la création d'emplois qualifiés en Afrique ».

La vision stratégique 2025-2035 du groupe, qui met l'accent sur l'excellence opérationnelle, l'innovation technologique et le développement des talents, témoigne de son engagement à long terme envers le Cameroun. Comme l'a si bien dit Barnabé LEKAMA, le PDG de LGL Transport, « Être patriote, c'est créer de l'emploi, transférer des compétences et bâtir des ponts entre les continents ». Cet engagement est un appel à l'action pour les autres membres de la diaspora camerounaise, les encourageant à suivre cet exemple et à mettre leur réussite à l'étranger au service de la prospérité nationale.

● William Pascal BALLA (LGL Transport)





HUAWEI ICT COMPETITION

CAMEROON DOMINATES IN SHENZHEN AT THE 2024-2025 EDITION

Two teams of students from the National Advanced School of Engineering in Douala, the University of Buea and the National Advanced School of Engineering in Yaounde, emerged victorious in the grand final of the Huawei ICT Competition 2024–2025. This prestigious event attracted 179 teams from 48 countries, making it a highly competitive environment.

Cameroon performed exceptionally well, with two teams of students showcasing the country's advancements in the field of information and communication technologies.

The team from the National Advanced School of Engineering, Douala, comprising Louis Quentin Amayene Seke, Ryan Dovile Steeve Hessack and Lyne Brischnelle Minkoh Som, was awarded first prize in the Innovation category for their pioneering solutions to the issue of inclusion.

Their project, LINA, involves the development of smart glasses intended to enhance interaction between blind people and their environment. This technological solution is inclusive and reflects a humanistic approach to innovation, driven by a committed young generation.

The second team, from the University of Buea and NASE in Yaounde, comprising Wisdom Sibafu, Thierry Ngong Soyang and Ivan Djoumessi Nguefack, won second prize in the Network Track category. This was thanks to a demonstration of cutting-edge integration of network technologies, cloud computing and artificial intelligence. This performance demonstrates the calibre of Cameroonian higher education and the capacity of young talent to meet international standards.

The National Digital Strategy is Youth-centric

These distinctions serve to strengthen Cameroon's global position in the field of technology. Their objectives include the promotion of higher education, the stimulation of young people's interest in ICT fields, and the attraction of international partners. In addition, they play a key role in the establishment of a local digital ecosystem that fosters innovation, self-employment and collaborative efforts between universities.

A knowledge-based diplomacy driven by talent

The efforts of these young innovators have enabled Cameroon to demonstrate its capacity to generate relevant and inclusive technological solutions. The success of these young people serve as a testament to the aspirations of a nation that is placing its future reliance on its youth to forge a competitive, inclusive, and dynamic digital future. This initiative is part of a broader knowledge-based diplomacy programme, with academic excellence, responsible innovation and international cooperation at its core.

● Ladouce Nyongwen

La digitalisation au cœur du Minfi

■ E-Bulletin

Bulletin de solde et attestation d'immatriculation en ligne sur la plateforme (www.ebulletin.gov.cm)

■ Application ESD-SOFT

Automatiser la production des Etats des Sommes Dues

■ Guide du Soldier

Procédure et Pratiques en matière de Traitement de la Solde. Disponible en Français et en anglais à l'adresse www.minfi.gov.cm

■ Interface SIGIPES - ANTILOPE

Plateforme permettant d'accélérer le circuit et la procédure de prise en charge des pensionnés

■ Informatisation des AVI des salaires

■ Budget citoyen

Explication détaillée et simplifiée du budget de l'Etat. Disponible en Français et en anglais à l'adresse www.minfi.gov.cm

■ ANTILOPE

Application Nationale pour le Traitement Informatique et Logistique du Personnel

■ Tresorpay

Plateforme digitale de recouvrement et de sécurisation des recettes non fiscales, encore appelées recettes de services. Accessible via le lien www.tresorpublic.cm

■ E-Acte

Application informatique d'accès en ligne des actes de carrière et de pensions des personnels du MINFI. Accessible via le lien <https://eacte.minfi.cm>

■ Boost Cameroon

Portail du budget visant à contribuer à la transparence et à la bonne gouvernance dans la gestion des Finances Publiques. Accessible sur www.boostcameroon.cm

■ GOV-AI

Première Intelligence Artificielle gouvernementale destinée à renforcer la capacité de productivité des agents publics. Elle sera bientôt disponible sur l'application Ngomna

■ COSMOS

Application informatique dédiée au contrôle des véhicules automobiles importés au Cameroun

■ Télédéclaration

Déclaration des Impôts en Ligne

■ CAMCIS

Système de dédouanement électronique qui intègre l'ensemble de la procédure de dédouanement

■ Plateforme FUSION Douanes - Impôts

Optimisation de la collecte des recettes fiscal-douanières

■ Informatisation des AMR (Avis de Mise en Recouvrement) et automatisation de la délivrance de l'ANR (Attestation de Non Redevance)

■ Dématérialisation des modalités d'enregistrement de la commande publique

■ Digitalisation du fichier national des contribuables.

■ Opération Halcomi Halte au Commerce Illicite.

■ nGomna

Application mobile mise sur pied pour les agents publics en vue de consulter et de télécharger les bulletins de solde. Téléchargeable sur Google playstore et bientôt sur app store.

■ econjoncture

Outil visant à réduire les délais des collectes des données économiques et financière utiles pour le suivi et l'analyse de la situation économique et financière auprès des entreprises. Accessible sur www.econjoncture.cm

■ DECOSYS (Debt Control System)

Application pour une meilleure gestion de la dette flottante

■ GEPSOFT 2.1

Application favorisant une gestion plus transparente et plus rationnelle de la dépense de matériel.



JEICOM 2025

LA DIASPORA SE MOBILISE POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Du 2 au 4 juin 2025, le Palais des Congrès de Yaoundé a vibré au rythme des Troisièmes Journées Économiques Internationales des Communes (JEICOM 2025).

Au cœur de cette rencontre, un acteur a retenu l'attention : la diaspora camerounaise, dont l'engagement croissant se positionne désormais comme un levier stratégique pour le développement inclusif du pays.

Loin d'un simple rassemblement, les JEICOM 2025 ont été une plateforme de dialogue et de synergie. Les discussions ont convergé vers des thématiques clés — l'aboutissement de la décentralisation, le développement durable et la création d'emplois pérennes — où la diaspora a apporté une vision et une expertise

précieuses. Ces échanges ont permis de faire le pont entre le dynamisme des investisseurs expatriés et les besoins concrets des collectivités territoriales décentralisées.

Ce momentum a culminé avec la présentation de vingt-cinq projets stratégiques, directement issus de l'ingéniosité de la diaspora. Ces initiatives, véritables piliers de la politique d'import-substitution de la Stratégie Nationale de Développement à l'Horizon 2030 (SND30), touchent des domaines cruciaux : la transformation agricole, les énergies renouvelables et l'innovation technologique, avec une attention particulière pour l'intelligence artificielle.

Ces initiatives prolongent et renforcent le succès du programme Diaspora and Local Youth Joint-Venture (DIALY), qui a déjà financé vingt-sept projets en 2023 pour un montant de 400 millions de francs CFA. Cette mobilisation exceptionnelle fait écho à l'appel lancé le 24 mai 2025 par le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, invitant nos compatriotes de l'étranger à mettre leurs «talents, leurs capacités et leurs expériences au service de l'émergence du Cameroun.»

Les JEICOM 2025 ne se limitent donc pas à un simple événement ; elles cristallisent une nouvelle ère, où la diaspora, forte de ses compétences et de ses ressources, s'affirme comme un partenaire indispensable et un catalyseur puissant du développement national.

● John Madi Madi



DES FACILITES DOUANIERES AU PROFIT DE LA DIASPORA

A l'effet de faciliter les relations douanières avec les investisseurs et la diaspora camerounaise, l'administration des douanes a conçu et mis en place divers outils et entrepris plusieurs réformes qui prennent en compte les demandes formulées, notamment des outils numériques, le simulateur de droits et taxes sur le portail douanier, en plus de la dématérialisation des procédures pour accélérer le dédouanement des marchandises. Elle offre également des exonérations fiscales et des taux réduits sur les importations d'équipements pour les projets d'investissement de la diaspora.

OUTILS ET PLATEFORMES NUMERIQUES

CAMCIS

Concernant CAMCIS (Cameroon Customs Information System), le système d'information des Douanes, il s'agit d'un système de dédouanement électronique qui intègre l'ensemble de la procédure de dédouanement. Ainsi, elle permet de raccourcir considérablement les délais nécessaires pour effectuer les procédures en matière d'importation, d'exportation et de transit ainsi que de sécuriser davantage les droits et taxes de douane. Camcis, regroupe en son sein toutes les fonctionnalités découlant des différentes procédures du commerce extérieur, ainsi que tous les acteurs intervenant dans la chaîne logistique. Tout ceci, dans le but de garantir 100% de dématérialisation des procédures et d'assurer la facilitation des échanges.

COSMOS

Cosmos (Cameroon Customs Monitoring System) quant à lui, permet aux agents de terrain et aux usagers, de se connecter via leurs Smartphones à la base des données pour savoir instantanément si un véhicule a été régulièrement introduit sur le territoire. L'objectif à travers cette innovation numérique est la réduction des risques de corruption, en permettant concomitamment au public et à la Douane de partager l'information réelle sur le caractère frauduleux ou non d'une importation.

NEXUS+

L'application NEXUS+ de la Douane camerounaise est un outil informatique qui permet le suivi en temps réel des marchandises en transit grâce à la géolocalisation. Elle a été mise sur place pour lutter contre les faux transits, améliorer le suivi et la traçabilité des marchandises sur les corridors et renforcer la surveillance douanière.

SIMPA

Quant au simulateur de droits et taxes, il est assuré par l'outil SIMPA. Il est mis à la disposition des opérateurs économiques par le Guichet Unique des Opérations du Commerce Extérieur dans le cadre de ses missions de facilitation et de simplification des procédures du Commerce extérieur. L'objectif est de permettre à l'opérateur économique d'avoir une estimation des dépenses financières (droits et taxes de douane, redevances et autres frais) auxquelles il fera face durant une procédure d'importation, d'exportation ou de transit de marchandises au Cameroun.

E-FORCE

La plateforme e-FORCE est le formulaire unique des opérations du commerce extérieur du Cameroun, géré par le Guichet unique (GUCE) électronique. Elle permet aux opérateurs d'effectuer toutes les procédures de pré-dédouanement, de dédouanement et d'enlèvement des marchandises en ligne, en utilisant un seul formulaire. e-FORCE simplifie et dématérialise les formalités, assurant la visibilité, la traçabilité et le paiement en ligne des droits de transit, des déclarations en douane et des frais liés au commerce extérieur.

E-PAIEMENT

L'e-paiement des droits de douane au Cameroun se fait principalement via la plateforme e-GUCE Payment, qui offre des canaux comme le paiement par carte bancaire, virement, wallet et mobile money. L'application mobile Yumi est également un moyen pratique pour régler ces factures, ainsi que d'autres types de transactions douanières dans la sous-région CEMAC.

FACILITES POUR L'INVESTISSEMENT

Pour encourager l'investissement, le Cameroun offre des facilités douanières aux investisseurs, comme l'exonération ou la réduction des droits et taxes de douane pour les biens d'équipement. Concrètement, ces facilités s'observent sur plusieurs cas, dont la fiche technique est disponible sur le site internet du Ministère des Finances www.minfi.gov.cm et celui de la Direction Générale des Douanes : www.douanes.cm. Parmi les plus importantes, l'on souligne des facilités notamment : (i) en cas de changement de résidence, encadré par le code des Douanes CEMAC, les demandeurs bénéficient d'une franchise des droits et taxes sur les effets personnels usagés et d'un abattement de 40% sur la valeur imposable du véhicule usagé. (ii) En ce qui concerne les incitations à l'investissement privé, encadré par la loi du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé au Cameroun, la nature des facilités douanières repose sur deux régimes distincts d'entreprise : le régime des entreprises nouvelles dont la phase d'installation est de 5 ans, offrant des exonérations des droits et taxes de douane à l'importation des matières et équipements liés au programme d'investissement ainsi que des enlèvements directs. Pour les entreprises en phase d'exploitation (étendue sur les 10 premières années), le taux du droit de douane à l'importation des équipements, outils, pièces de rechange, consommables et produits intermédiaires, connaît une réduction de 5% de même que pour les entreprises existantes qui en bénéficient sur une durée en 5 ans.

Les activités et investisseurs dans le secteur minier ne sont pas oubliés. Les facilités douanières se situent à 2 niveaux : en phase de recherche, il y a l'admission temporaire pour le matériel susceptible de réexportation et l'admission en franchise des droits et taxes de douane pour les lubrifiants spécifiques nécessaires au fonctionnement des matériels. En Phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'une exonération des droits et taxes sur les matériels, matériaux, intrants, biens d'équipement nécessaires à la production, équipements de remplacement, lubrifiants durant la construction de la mine et jusqu'à la date de la première production commerciale, exonération de TVA à l'importation des matériels et équipements de production.

Dans le secteur pétrolier, les entreprises en phase de recherche bénéficient d'une admission en franchise des droits et taxes de douane pour les matériels et équipements destinés aux opérations de recherche et une admission temporaire normale ou spéciale, selon le cas, pour les équipements, machines et outillages

directement nécessaires aux activités du titulaire, ses concessionnaires, ses affiliés et ses sous-traitants, lorsque lesdits matériels sont destinés à la réexportation après utilisation au Cameroun. En phase de développement des opérations pétrolières qui s'étend sur les cinq premières années de mise en production commerciale au titre de l'autorisation d'exploitation, les entreprises s'en sortent avec une réduction de 5% du taux de droits de douane à l'importation des équipements, des machines, des matériels, des produits chimiques, des matériaux et outillages directement liés à cette phase. En cas d'activités régies par le code gazier, la nature des facilités douanières est encadrée par la loi portant Code pétrolier pour des structures en phase de prospection, de recherche, d'exploitation, de transport, de stockage et de traitement des hydrocarbures liquides ou gazeux. Une exemption des droits, taxes, redevances sur les importations de biens d'équipement destinés à être affectés et utilisés pour lesdites activités à l'exception des redevances, impôts, taxes, droits et autres charges ayant le caractère de rémunération de service.

Dans le cas des Partenariats Public Privé, l'Etat accorde à des tiers en collaboration avec lui ou ses démembrements, diverses facilités au rang desquelles, la mise à la consommation avec prise en charge des droits et taxes de douane par le budget de la personne publique contractant, s'agissant des matériels et équipements importés, destinés au projet d'investissement réalisé dans le cadre dudit contrat ; l'admission temporaire spéciale pour les matériels et équipements importés à titre provisoire, avec prise en charge par le budget de l'Etat ou de la personne publique contractante, du montant des droits et taxes correspondant au séjour du matériel sur le territoire national ; l'enlèvement direct et la dispense d'inspection avant embarquement.

Au sujet des entreprises qui souhaitent investir dans les Zones Economiquement Sinistrées (ZES), les facilités s'observent en 2 phases : la phase d'installation qui dure 3 ans maximum et la phase d'exploitation qui s'étend sur les 7 premières années. la première phase offre une exonération des droits et taxes de douane sur les équipements et matériels destinés au programme d'investissement et l'enlèvement direct, tandis que la seconde, offre une réduction de 5% du droit de douane et exonération de TVA à l'importation d'équipements, pièces de rechange, consommables et matières premières non disponibles localement et enfin, une exonération du droit de sortie à l'exportation des produits manufacturés.



TRESOR PAY

LA PLATEFORME QUI REPOND AUX BESOINS DE LA DIASPORA

Un arrêté du 28 mai 2025, signé du Premier Ministre, Chef du Gouvernement institue la plateforme Trésor pay comme l'unique plateforme de collecte des recettes non fiscales au moment où celle-ci enregistre une importante avancée en s'ouvrant à la collecte et à la restitution des recettes dues aux municipalités. Une opportunité aussi bien pour les Camerounais vivant au pays que ceux de l'étranger.

C'est la réforme majeure au cœur de l'écosystème digital public du Cameroun mis en place par le Ministère des Finances. La plateforme TresorPay est un portail de paiement des services publics destinés aux Camerounais résidant au pays comme à l'étranger. Cette plateforme électronique sécurisée permet de payer en ligne une série de services non fiscaux afin de les tracer et de les sécuriser, mais aussi de collecter des recettes, de dématérialiser et de sécuriser les reçus de services. En offrant un paiement à distance via mobile money, carte bancaire ou autres moyens électroniques, elle simplifie les démarches pour les usagers et assure une meilleure traçabilité et sécurité des transactions, ce qui la rend pratique pour les membres de la diaspora qui souhaitent régler des factures ou des frais pour des proches au Cameroun, ou pour eux-mêmes. Le 28 mai 2025, le Premier Ministre S.E Chief Dr. Joseph DION NGUTE a rendu public un arrêté instituant Trésor Pay comme unique plateforme électronique dédiée à l'encaissement des recettes non fiscales et au paiement des dépenses de l'Etat et des autres entités publiques par voie électronique. En substance, cette mesure concerne d'une part les entités publiques qui se ne sont pas encore arrimées à Trésor pay ou qui manipulent encore les fonds manuellement, et d'autre part, celles disposant de plateformes électroniques, tenues d'opérer une interconnexion avec tresor pay.

Dans la foulée, Tresor pay opère des avancées notables, notamment la collecte des recettes locales au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Désormais, toutes les recettes encaissées via Tresor pay sont automatiquement ventilées. En effet, la part revenant à chaque CTD est instantanément transférée sur son compte domicilié à la CAMPOST, grâce à l'interconnexion directe de la plateforme auxdits comptes. L'intégration des CTDs à Tresor pay marque un tournant décisif vers la modernisation de la gestion locale : traçabilité renforcée, rapidité des transferts, sécurisation des fonds et transparence des opérations. Elle offre aux CTDs, un accès immédiat à leurs ressources, facilitant ainsi la planification et l'exécution de leurs missions

de service public. Une dynamique qui manifeste la volonté du Ministère des Finances de digitaliser l'action publique pour une gouvernance plus efficace, inclusive et transparente, pour une augmentation juste des recettes visant à contribuer au financement du budget de l'Etat, quand on sait que le potentiel des recettes non fiscales, est estimé à plus de 600 milliards FCFA ; une réduction des coûts et des délais des processus de paiement impliquant un gain en temps et en argent pour les usagers et une amélioration de l'expérience utilisateur en facilitant ainsi les paiements et les transactions pour les usagers-clients partout à travers le monde.



MIGRATION

LA DIASPORA AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Sous le thème « Mobilisation de l'épargne de la diaspora au service du développement socio-économique des pays africains », le deuxième atelier de la Coopération Régionale des Politiques Migratoires (CRPM2) s'est tenu à Yaoundé du 11 au 13 juin 2025.

Organisée dans le cadre de la phase II du projet CRPM, lancée à Antananarivo en octobre 2024 et prévue jusqu'en 2028, cette rencontre a réuni des délégations du Cameroun, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, des Comores et de Madagascar.

Pendant trois jours, les représentants des institutions publiques, de la société civile, du secteur financier et du monde académique ont exploré les voies d'une meilleure valorisation de l'épargne de la diaspora. L'objectif : concevoir des outils sécurisés et adaptés pour orienter ces ressources vers des projets porteurs, en cohérence avec les stratégies nationales de développement.

Dialogue et innovation au cœur des échanges

La séance d'ouverture, placée sous le thème « Diasporas, États et finances : pour une co-construction des instruments de demain », a permis d'initier un dialogue critique entre les différents acteurs. Les discussions ont porté sur les obstacles structurels à la mobilisation productive de l'épargne, les innovations financières prometteuses, et les conditions d'un partenariat renouvelé entre les diasporas et les États.

Des tables rondes, des sessions techniques, des réunions inter-acteurs et un « village de la diaspora » ont rythmé les travaux. Une audience accordée par le Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé des Relations avec le Commonwealth est venue renforcer la portée diplomatique de l'événement.



Vers une gouvernance migratoire concertée

Ce deuxième atelier régional s'inscrit dans une dynamique de coopération Sud-Sud visant à structurer les politiques migratoires autour de la contribution économique des diasporas. Il marque une étape importante dans la construction d'un cadre régional de gouvernance migratoire, fondé sur la transparence, l'inclusion et l'innovation.

● **Huguette Michèle Ndoumou Mengue**





Ne cherchez plus loin !

Avec le **Data Centre CAMTEL**, hébergez vos données sur le **territoire national**

www.camtel.cm



INDIA-AFRICA CONCLAVE

PROGRESS OF THE 20TH EDITION PRAISED

The Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth, Felix Mbayu, led the Cameroonian delegation from 27 - 29 August 2025, at the 20th India-Africa Conclave in New Delhi, India.

With a view to increasing Indian direct investments in our country and realizing partnerships between the economic operators of both countries, he presented to Indian authorities and investors, during the various sessions of the said Conclave and the Cameroon Investment Week organized by API, the economic strengths and business opportunities in Cameroon, as well as the incentive measures put in place by the Government.

"This conclave is not only a catalyst, it is also a facilitator and an essential networking space for Indian companies, which bring their know-how in partnership with African countries rich in opportunities," he declared. To this effect, he highlighted the many promising cooperation sectors such as infrastructure, agriculture, and solar energy.

On the sidelines of the event, he held an audience with H.E. Kirti Vargan Singh, Indian Vice Minister of External Affairs, during which the two interlocutors reviewed cooperation between Cameroon and India at bilateral and multilateral levels. He also made a plea to Eximbank India for better access for our country to the financial instruments of this banking institution.

Faced with global geopolitical and geostrategic challenges, Felix Mbayu considers India as a leader of the Global South who has already overcome obstacles similar to those faced today by several African countries. This shared experience creates dynamics conducive to beneficial corporate synergies, which go beyond investment and aim to build and generate sustainable value on the continent.

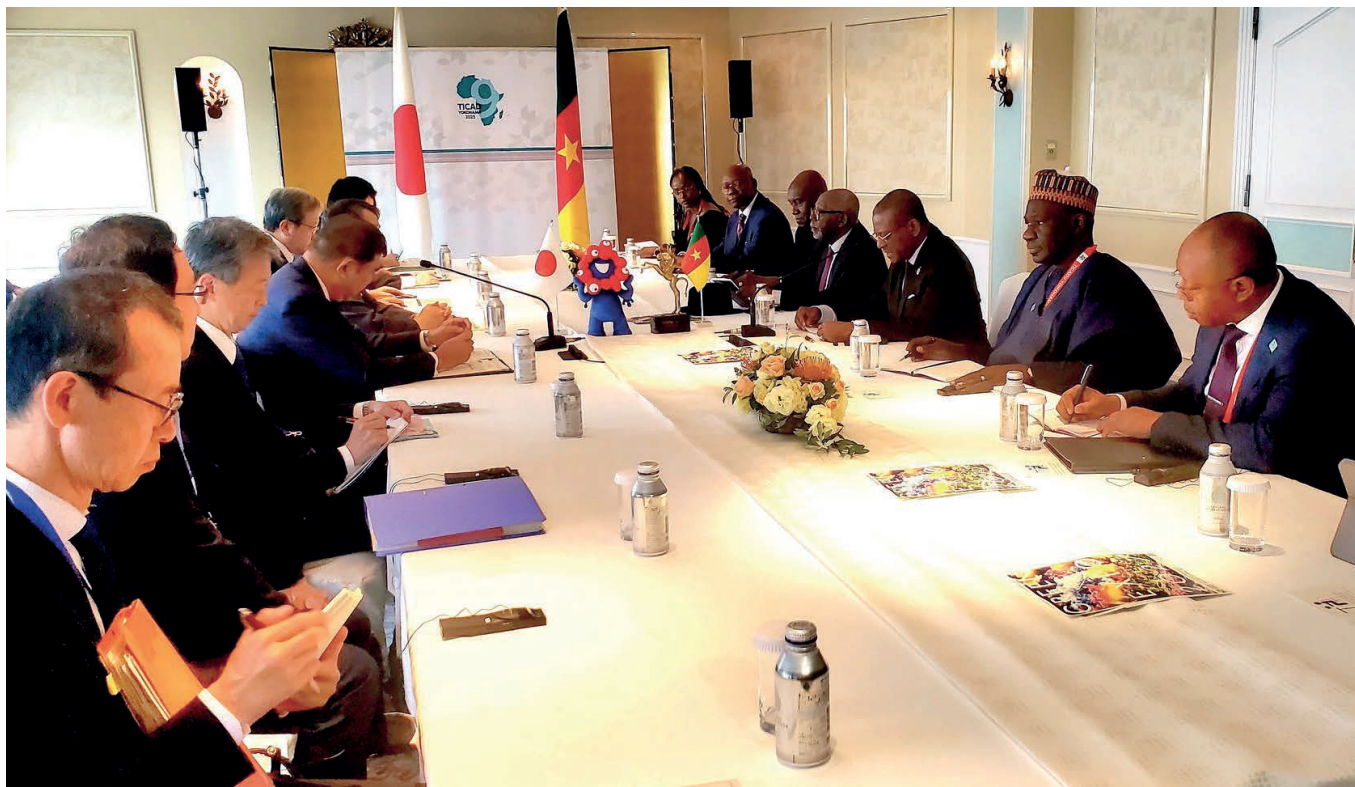
● **Yves Paulin Tinteu Tenefosso**



TICAD IX

LE CAMEROUN RENFORCE SES ALLIANCES

Du 20 au 22 août 2025, le Premier Ministre, S.E. Chief Dr Joseph Dion Ngute, a conduit la délégation camerounaise au sommet de la TICAD IX à Yokohama.



Entre diplomatie bilatérale, plaidoyer humanitaire et promotion économique, le Cameroun a consolidé sa présence sur la scène asiatique et multilatérale. Le Chef du Gouvernement, représentant personnel du Chef de l'Etat, S.E. Chief Dr Joseph Dion Ngute était accompagné à ce neuvième Sommet de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD, ndlr), du Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, M. Alamine Ousmane Mey, ainsi que d'un groupe d'experts issus de secteurs clés.

Plateforme de dialogue entre le Japon, les pays africains et les partenaires internationaux, La TICAD s'est articulée cette année autour d'un triptyque structurant : Paix et Sécurité, Économie, Société. Le Cameroun y a défendu une vision intégrée du développement, fondée sur la stabilité régionale, la coopération économique et l'inclusion sociale.

Le secteur privé camerounais à l'Expo économique

Une délégation d'hommes d'affaires camerounais a participé au volet «Business Expo and Conference» de la TICAD IX. Cette plateforme a permis de valoriser les op-

portunités d'investissement au Cameroun, de nouer des partenariats et de renforcer la visibilité du pays auprès des milieux d'affaires japonais et internationaux.

Les échanges ont porté sur la diversification économique, la transformation locale des ressources et l'amélioration du climat des affaires, dans le cadre des réformes engagées par le gouvernement.

Partenariat mutuellement bénéfique

En marge du sommet, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, s'est entretenu avec son homologue japonais, S.E. Takeshi Iwaya. Les discussions ont porté sur les secteurs de l'agriculture, de la pêche, des investissements et du climat des affaires. Les deux diplomates ont exploré les voies et moyens de renforcer les relations économiques et commerciales entre leurs pays, dans une logique de partenariat mutuellement bénéfique.

Le Japon, partenaire technique et financier de longue date, a réaffirmé son intérêt pour les projets structurants portés par le Cameroun, notamment dans les domaines de l'agro-industrie, des infrastructures et de la transition énergétique.

● Joël Alain Fouda

TICAD GESTION DES RÉFUGIÉS

LE HCR FÉLICITE LE CAMEROUN

Le 21 août 2025, en marge de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IX), le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu en audience M. Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du HCR.

Cette rencontre, tenue à Yokohama, a été l'occasion pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de saluer l'engagement du Cameroun en matière de protection humanitaire.

De fait, engagé dans des mécanismes innovants de réinsertion, le Cameroun s'impose comme un acteur régional de référence en matière de protection humanitaire. Une qualité pour laquelle, Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du HCR, a félicité le Cameroun pour son exemplarité dans la gestion des réfugiés au cours des échanges.

Il a souligné les efforts déployés par les autorités camerounaises pour renforcer l'environnement de protection et promouvoir l'autonomisation des populations déplacées. Le pays s'est distingué par des mécanismes innovants de réinsertion, qui laissent entrevoir des perspectives efficaces tant sur le plan national que sous-régional.

Inclusion et autonomisation

Les discussions ont porté sur deux points majeurs :

- Le renforcement des dispositifs de protection et d'autonomisation des réfugiés
- La mise en œuvre de mécanismes d'inclusion sociale et économique, favorisant leur réintégration durable.



Ces orientations traduisent une volonté politique affirmée de faire de la gestion des réfugiés un levier de stabilité et de cohésion sociale.

Par son approche intégrée et ses résultats tangibles, le Cameroun s'impose comme un acteur de référence en Afrique centrale. Sa politique humanitaire, fondée sur la dignité, l'inclusion et la résilience, s'inscrit pleinement dans les objectifs de la TICAD IX, qui a articulé ses travaux autour du triptyque Paix-Économie-Société.

● Joël Alain Fouda





51ST COUNCIL OF FOREIGN MINISTERS – OIC

CAMEROON HANDS OVER THE CHAIRMANSHIP TO TÜRKİYE

Through H.E. Mbella Mbella, Minister of External Relations, Cameroon officially transferred the Chairmanship of the Council of Foreign Ministers of the Organisation of Islamic Cooperation (OIC) to Türkiye. Cameroon's leadership was widely praised, and the country will now serve as Rapporteur for the 51st Session held in Istanbul.

The 51st Session of the OIC Council of Foreign Ministers (CFM) took place from 21 to 22 June 2025 in Istanbul, Türkiye. The Cameroonian delegation, led by H.E. Mbella Mbella, played a prominent role, marking the conclusion of its term as Chair of the 50th Session while reaffirming its ongoing engagement with the organisation.

As outgoing Chair, Minister Mbella Mbella opened the conference proceedings. In his address, he highlighted key achievements during Cameroon's tenure, including:

- Ongoing support for the Palestinian Cause;
 - Implementation of the resolutions of the 50th CFM;
 - Organisation of the Donors' Conference in support of displaced persons in the Sahel and Lake Chad region, which resulted in over \$1.12 billion in pledges.
- He also reiterated Cameroon's call for dialogue leading to a two-state solution in the Israeli-Palestinian conflict.

Handover Ceremony and New Strategic Role

Following his speech, H.E. Mbella Mbella formally handed over the chairmanship to his Turkish counterpart, H.E. Hakan Fidan. Cameroon's leadership was unanimously praised by Türkiye and the other delegations. Far from stepping back, Cameroon remains strategically involved in the OIC. The country was appointed Rapporteur of the 51st Session, a position that confirms the confidence placed in Cameroon and its active role in monitoring and formalising critical decisions within the Islamic world.

The Istanbul session primarily focused on major current issues, including the Gaza crisis and regional tensions involving Iran, and concluded with the adoption of several resolutions and the Istanbul Declaration.

● Jean Olivier Lema



CHAIRMANSHIP OF THE CFM BUREAU

« CAMEROON CONSOLIDATES ITS DIPLOMATIC INFLUENCE »

Following the conclusion of the 51st Session of the Organisation of Islamic Cooperation (OIC) Council of Foreign Ministers (CFM), Cameroon formally transferred the chairmanship to Türkiye after an 11-month tenure. H.E. Mbella Mbella, Minister of External Relations, revisits this mandate, which was marked by significant challenges and achievements, providing a comprehensive and positive assessment of Cameroon's engagement within the world's second-largest intergovernmental organisation.

Nearly one year after hosting the 50th Session of the OIC Council of Foreign Ministers, Cameroon has now handed over the Bureau's chairmanship to Türkiye. How do you assess this 11-month mandate, during which Cameroon strengthened its role within the world's second-largest intergovernmental organisation ?

The Organisation of Islamic Cooperation (OIC), the second-largest intergovernmental organisation globally, represents one-quarter of the world's population across four continents. Beyond its demographic significance, the OIC is a vital voice for the Islamic world. It is steadfast in its commitment to defending the Palestinian cause, enhancing economic and commercial cooperation,

combating poverty, and fostering intercultural dialogue. The highest decision-making bodies of the OIC, notably the Islamic Summit and the Council of Foreign Ministers (CFM), are instrumental in realizing the organization's vision. In 2020, a resolution adopted at the 47th CFM session in Niger endorsed the political will of the Head of State of Cameroon, who also serves as the nation's Chief Diplomat, to host the 50th session of this key body. Under the theme "Development of Intra-OIC Transport and Communication Infrastructure," the 50th session convened in Yaoundé was a notable diplomatic success. Upon its conclusion, Cameroon assumed the chairmanship of the CFM Bureau for an approximately 11-month mandate.

Despite a challenging global context, characterized by rising violence impacting the functionality of international organizations, I can affirm that the outcome of Cameroon's CFM chairmanship is, overall, very positive. In accordance with its responsibilities, Cameroon actively presided over numerous meetings at the OIC headquarters, thereby demonstrating firm commitment and leadership in advancing multilateral cooperation.

What concrete achievements can be attributed to your CFM chairmanship ?

On the OIC stage, our chairmanship delivered tangible and commendable results. We chaired pivotal meetings, including a coordination session in New York in September 2024, which facilitated the formulation of a unified OIC position at the United Nations General Assembly. Subsequently, we presided over the 20th extraordinary session of the CFM in Jeddah, addressing sensitive issues such as the Israeli-Palestinian conflict and Syria's reintegration into the organization.

Under our stewardship, an innovative resolution-monitoring mechanism was instituted and received widespread acclaim among OIC officials. Several long-stalled dossiers were revitalized, notably the finalization of the statutes of the OIC Humanitarian Fund and the revision of its personnel regulations.

Financially, Cameroon's advocacy efforts resulted in an increase in the arrears clearance rate from 54% to 81%, representing significant progress toward the organization's financial autonomy. Our emphasis on humanitarian issues culminated in the mobilization of over 1.2 billion US dollars for displaced persons and refugees, particularly in the Sahel region.

Nationally, the chairmanship significantly enhanced Cameroon's diplomatic profile, exemplified by the successful hosting of the 50th CFM session, which



recorded one of the highest participation rates. Our leadership was lauded for its prudence and commitment to dialogue. Cameroon also realized concrete benefits, including eligibility for a 250 million US dollar humanitarian assistance fund and its candidacy to host the OIC Food Reserve—an initiative that promises to strengthen Cameroon's position as a regional agricultural power.

What prospects do you foresee for cooperation with the OIC ?

We anticipate that the already positive cooperation between Cameroon and the OIC will deepen further. To this end, it is imperative to enhance awareness of the organization among both officials and the general public, while highlighting its often underappreciated achievements. The OIC presents vast opportunities—economically, financially, technically, and culturally—that we are determined to capitalize on.

Cameroon will continue to play a pivotal role within the OIC. As Rapporteur of the Bureau of the 51st CFM and a member of the Executive Committee until 2027, our country is well-positioned to advance its priority interests.

Our efforts will focus on several key objectives:

- Revitalizing cooperation with the Islamic Solidarity Fund (ISF).
- Unlocking the 250 million US dollar humanitarian assistance fund for refugees and internally displaced persons.
- Advancing the Dakar-Port Sudan railway project, including the branch line envisaged for northern Cameroon.
- Accelerating the establishment of an OIC regional food reserve within the Cameroon Cereals Office, a project that will enhance our food security and bolster national agricultural production.

● Gilles Ngoli



SUSTAINABLE ECONOMIC DEVELOPMENT

CAMEROON AT FFD4

At the Fourth International Conference on Financing for Development (FfD4), held in Seville from 30 June to 3 July 2025, Cameroon reaffirmed its commitment to equitable global financing and institutional reform.

Cameroon's participation in the Fourth International Conference on Financing for Development (FfD4) marked a significant diplomatic engagement in Seville, Spain, from 30 June to 3 July 2025. Led by Minister Elung Paul Che, the delegation took part in plenary sessions and multistakeholder roundtables aimed at evaluating progress since the Addis Ababa Action Agenda and strengthening global commitments to fair and sustainable financing. Elected Vice President of the General Debate, Cameroon used its platform to call for reforms in international financial governance, advocating for greater African representation and equitable access to development financing. The delegation emphasized the need for concessional loans, debt relief mechanisms, and climate-responsive funding models.

Roundtables From Tax Reform to Sovereign Debt

Cameroon's engagement extended across five thematic roundtables. The first, co-chaired by Estonia and Sierra Leone, focused on domestic resource mobilization, highlighting tax base expansion and transparency. The second, led by Pakistan and Canada, explored private finance for infrastructure and SMEs, stressing ESG criteria and risk-sharing frameworks. The third roundtable, with contributions from Spain, Nepal, and Portugal, addressed the modernization of



Official Development Assistance and South-South cooperation. The fourth, co-chaired by Morocco and Slovenia, examined trade facilitation, digital infrastructure, and innovation for development, particularly in Africa. In the fifth roundtable, chaired by Senegal and Spain, Cameroon's Minister of External Relations advocated for a development-oriented sovereign debt architecture. He underscored the adverse impact of debt servicing on public investment and proposed reforms including increased Special Drawing Rights and a more representative credit rating system.

Business Forum and Closing Commitments

Cameroon's Secretary-General of Planning and Regional Development participated in the International Business Forum, which focused on mobilizing private capital for sustainable development. The conference concluded with the adoption of the "Compromiso de Sevilla" and closing remarks by UN Deputy Secretary-General Amina Mohammed and Spanish Prime Minister Pedro Sánchez, who urged a transition from dialogue to action in achieving the Sustainable Development Goals. Cameroon's presence at FfD4 reaffirmed its role as a proactive voice for Africa in shaping a more inclusive and responsive global financial architecture.

● **Charles Tiang**



47^E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA LE CAMEROUN PLAIDE POUR UNE INSTITUTION PLUS FORTE



Les Ministres des Affaires étrangères du continent se sont réunis les 10 et 11 juillet à Malabo pour la 47^e Session Ordinaire du Conseil Exécutif de l'Union africaine (UA).

Cette rencontre, préparatoire au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement, a permis de poser sur la table les défis les plus pressants : des crises sécuritaires aux défis climatiques, en passant par la relance économique post-pandémie. La délégation camerounaise, menée par le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a pris une part active aux discussions, dont les débats ont porté sur le renforcement de la paix et de la sécurité, le financement durable des organes de l'Union africaine et la libre circulation des personnes et des biens. Fort de sa stabilité et de son rôle modérateur dans la sous-région, le Cameroun a contribué aux échanges

avec une approche pragmatique, axée sur le développement inclusif et la cohésion régionale. Le chef de la délégation camerounaise a réitéré l'importance d'une Union africaine, solide et enracinée dans les réalités locales, rappelant que « l'Afrique ne peut se construire que dans la solidarité, le respect mutuel et l'engagement commun pour la paix et le progrès partagé ».

Diplomatie active en marge de la session

Profitant de la présence de ses homologues, le Ministre Mbella Mbella a également multiplié les rencontres bilatérales. Il s'est notamment entretenu avec son homologue nigérian sur la coopération énergétique, et avec le ministre tchadien concernant la gestion partagée du bassin du Lac Tchad. Des échanges ont aussi eu lieu avec des représentants de la Commission Économique de l'Afrique Centrale (CEAC) sur les stratégies d'intégration régionale.

Ces discussions parallèles ont permis de renforcer les engagements en matière de lutte contre le terrorisme et les flux migratoires, tout en posant les bases d'une relance économique concertée.

La participation du Cameroun à cette session s'inscrit dans une dynamique diplomatique plus large, visant à valoriser les intérêts nationaux sur la scène multilatérale et à promouvoir l'image du pays comme un acteur de paix et d'innovation. La délégation était composée de hauts responsables du ministère des Relations extérieures et d'experts en coopération régionale.



● Dimou Astadjoumba

GOUVERNANCE DES OCÉANS

LE CAMEROUN RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT À L'AIFM

La délégation conduite par le Secrétaire Général du Ministère des Relations Extérieures a pris part du 7 au 25 juillet 2025, à la 30e réunion de l'Autorité Internationale des Fonds Marins (l'AIFM) à Kingston en Jamaïque, soulignant la nécessité d'une gestion durable et équitable des ressources marines.

Les travaux se sont déroulés en deux segments : le Conseil (7-18 juillet), présidé par l'Ouganda, et l'Assemblée (21-25 juillet), placée sous la présidence de M. Dwight Gardiner, représentant d'Antigua-et-Barbuda.

Au sein du Conseil, plusieurs décisions ont été adoptées, notamment sur le rapport de la Commission Juridique et Technique, l'opérationnalisation de la Commission de Planification Économique (EPC), et les modalités de mise en place de l'Entreprise. Le Conseil a également convenu d'une approche thématique pour sa 31e session, articulée autour des questions environnementales, financières, réglementaires, institutionnelles et de gouvernance.

Un engagement réaffirmé pour la gouvernance des océans

La session de l'Assemblée a été marquée par la célébration des 30 ans de gouvernance des océans par l'AIFM. Des interventions de haut niveau, dont celle du Président de la République du Palaos, ont salué la coopération internationale et réaffirmé l'attachement à la Convention de Montego Bay.

Le Cameroun, par la voix du Secrétaire Général du

Minrex, a salué les réalisations de l'AIFM et réitéré ses priorités : mise en place des mécanismes prévus par l'Accord de 1994, notamment l'EPC et l'Entreprise, avant toute phase d'exploitation.

À l'initiative des Fidji, de la Jamaïque, de Malte et de Singapour, l'Assemblée a adopté à l'unanimité la date du 1er novembre comme « Journée internationale des grands fonds marins », destinée à sensibiliser le public au régime juridique encadrant les activités dans la Zone, considérée comme patrimoine commun de l'humanité.

Renforcement de la coopération avec l'AIFM

En marge des travaux, le Chef de la délégation camerounaise a eu des échanges avec la Secrétaire Général de l'AIFM. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre du Mémorandum de coopération signé le 17 mai 2024 entre l'AIFM et l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). Les deux parties ont convenu d'organiser une première session de formation à l'intention des pays africains, en deux phases : une session virtuelle en septembre 2025, suivie d'une session en présentiel en octobre 2025 sur le campus de l'IRIC.

Une diplomatie active pour un multilatéralisme inclusif

La participation du Cameroun à cette réunion illustre son engagement constant en faveur du multilatéralisme et de la gouvernance mondiale des océans. La délégation a réaffirmé la position du pays : promouvoir une gestion durable des ressources marines, garantir une participation équitable des États en développement dans les processus décisionnels, et œuvrer à l'adoption d'un règlement robuste encadrant les activités dans la Zone.

● Lasconi Medi





COOPÉRATION SINO-CAMEROUNAISE

YAOUNDÉ RENFORCE SON PARTENARIAT STRATÉGIQUE À CHANGSHA

Le Cameroun a réaffirmé son rôle de partenaire clé de la Chine lors de deux événements majeurs qui se sont tenus du 10 au 15 juin 2025 à Changsha.

Une délégation conduite par le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a activement participé à la réunion ministérielle des coordonnateurs du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) et à la 4ème Exposition Économique et Commerciale Chine-Afrique, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités économiques et consolidant les acquis diplomatiques.

La réunion ministérielle du FOCAC a servi de plateforme pour évaluer les progrès réalisés depuis le sommet de Beijing en septembre 2024. Devant plus de 40 délégations africaines et des organisations internationales comme l'Union africaine, la Chine a fait une annonce capitale : l'extension de la politique du zéro tarif douanier à tous les pays africains pour leurs exportations vers le marché chinois.

Cette mesure, saluée par les participants, promet de dynamiser les exportations du continent, en particulier dans les secteurs agricole et industriel, offrant ainsi une bouffée d'air frais aux économies africaines en quête de diversification.

Le Cameroun au cœur des échanges économiques

En parallèle, la 4ème Exposition Économique et Commerciale Chine-Afrique a rassemblé plus de 12 000 participants sous le thème « Chine et Afrique : ensemble

vers la modernisation ». La présence du Cameroun dès la cérémonie d'ouverture a témoigné de sa volonté d'accroître les flux commerciaux et d'attirer de nouveaux investissements. Cet événement a permis de mettre en relation directe entreprises, institutions financières et décideurs politiques, créant un écosystème favorable aux partenariats concrets.

Projets structurants et vision partagée

Au cours de son séjour, S.E. Mbella Mbella s'est entretenu avec S.E. Chen Xiaodong, Président de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA). Les discussions ont permis de définir les priorités de la coopération bilatérale pour la période 2025-2027.

Parmi les projets phares abordés figurent des investissements dans l'agriculture, l'énergie et, de manière cruciale, les infrastructures, avec un accent particulier sur le financement de la seconde phase de l'autoroute Yaoundé-Douala. Le renforcement des capacités locales a également été un point central des échanges.

Ce déploiement diplomatique à Changsha illustre la parfaite convergence de vues entre les présidents Paul Biya et Xi Jinping sur les grands enjeux mondiaux. En misant sur une diplomatie économique proactive, le Cameroun consolide non seulement ses relations avec la Chine mais se positionne également comme un acteur influent de la coopération Sud-Sud.

● Jean Gilbert Embolo

CRÉATION DE L'OIMED

LE CAMEROUN SIGNE LA CONVENTION FONDATRICE

Le 30 mai 2025, à Hong Kong, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a signé la Convention établissant l'Organisation Internationale de Médiation (OIMed).

Cette nouvelle institution multilatérale vise à promouvoir la résolution pacifique des différends entre États, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Aux côtés du Ministre chinois des Affaires Étrangères et de représentants de 32 États membres de l'ONU, le Cameroun a réaffirmé son attachement au dialogue comme instrument de règlement des conflits. La cérémonie a également rassemblé plus de 50 pays observateurs et 20 organisations internationales, illustrant l'intérêt croissant pour des mécanismes alternatifs aux approches coercitives.

Une diplomatie camerounaise en mutation

La participation du Cameroun à cet événement marque un tournant dans son positionnement diplomatique. En signant la Convention fondatrice de l'OIMed, le pays s'inscrit dans une dynamique de médiation internationale, en phase avec les aspirations des États du Sud global. L'OIMed se présente comme une alternative aux institutions juridico-contentieuses traditionnelles, en

mettant l'accent sur la négociation, la conciliation et le dialogue.

Cette initiative, portée par la Chine, vise à offrir aux pays en développement un cadre de règlement des différends plus souple, plus inclusif et adapté aux réalités géopolitiques contemporaines. Elle s'inscrit dans une stratégie de diversification des outils de gouvernance mondiale, où la médiation devient un bien public international au même titre que la paix et la coopération.

Renforcement des relations bilatérales et multilatérales

En marge de la cérémonie, S.E. Mbella Mbella a eu une audience avec son homologue chinois, S.E. Wang Yi. Cette rencontre bilatérale a permis de consolider les liens diplomatiques entre le Cameroun et la Chine, tout en ouvrant la voie à des discussions sur des questions d'intérêt commun dans le cadre multilatéral.

Par cette signature, le Cameroun confirme sa volonté de jouer un rôle actif dans la promotion de la paix, du dialogue et de la coopération internationale. L'adhésion à l'OIMed ouvre de nouvelles perspectives pour son engagement multilatéral, tout en consolidant ses relations avec les autres nations du Sud global.

● G. Mbongo Ekwalla Eyoun



PRÉSIDENCE AFREXIMBANK

LE CAMEROUNAIS GEORGE ELOMBI ÉLU



Les actionnaires de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont choisi le juriste camerounais George Elombi, qui faisait figure de favori, pour succéder au Nigérian Benedict Oramah à la présidence de l'institution panafricaine.

Le 28 juin 2025, à Abuja (Nigeria), en clôture des Assemblées générales d'Afreximbank, George Elombi a été officiellement désigné président de la Banque africaine d'import-export. Il succède au Nigérian Benedict Oramah, en poste depuis 2015, et devient le quatrième président de cette institution financière panafricaine. C'est la première fois qu'un Camerounais accède à la tête d'un organe financier continental de cette envergure.

Dans son discours d'acceptation, le Dr Elombi a exprimé un profond engagement envers la mission et l'avenir de la Banque. «J'ai travaillé aux côtés de collègues remarquables et de dirigeants exceptionnels pour contribuer à façonner la vision, le mandat et la croissance de cette institution. Tourné vers l'avenir, je considère Afreximbank comme un acteur majeur de l'industrialisation de

l'Afrique et de la restauration de la dignité des Africains, où qu'ils soient. Je m'efforcerai de préserver cet atout précieux».

Une victoire diplomatique pour le Cameroun

La nomination de George Elombi consacre plusieurs années de lobbying discret mais soutenu de Yaoundé. Avec à peine 4 % du capital de la banque (répartis entre l'État camerounais et la CNPS) le pays ne pesait pas lourd face à d'autres actionnaires plus influents. Pourtant, c'est bien le candidat camerounais qui a rallié la majorité des actionnaires. Le processus, conduit de manière confidentielle par le Conseil d'administration d'Afreximbank avec l'appui du cabinet Egon Zehnder, a donc consacré à la fois un profil technique de haut niveau et un lobbying diplomatique.

À noter également que conformément au principe de rotation géographique, aucun successeur ne peut provenir du même pays que son prédécesseur. Ce qui écartait d'office tout candidat nigérian, le Nigéria étant un poids au sein de l'institution. En accédant à cette fonction, George Elombi brise le plafond de verre pour le Cameroun, longtemps sous-représenté dans les grandes institutions financières africaines.

Parcours

Juriste de formation, George Elombi cumule près de 30 ans d'expérience au sein d'Afreximbank. Titulaire d'un LLM (Master of Laws) et d'un doctorat en droit international (Université de Londres), il a d'abord enseigné le droit au Royaume-Uni avant de rejoindre la banque en 1996 comme juriste. Il a ensuite gravi tous les échelons. Directeur adjoint des services juridiques, secrétaire général, puis vice-président exécutif en charge de la gouvernance et des affaires juridiques, fonction qu'il occupait avant d'être porté à la tête de l'institution.

Un contexte économique sous tension

Afreximbank évolue dans un environnement mondial marqué par la montée du protectionnisme, le retrait progressif des soutiens extérieurs et surtout un déficit chronique de financement du commerce estimé à 100 milliards USD par an. Dans ce contexte, la banque ambitionne de doubler ses financements à l'Afrique pour atteindre 40 milliards USD d'ici 2026, contre 17,6 milliards USD en 2024. Ce sera l'un des plus grands défis de George Elombi; celui d'élargir l'impact d'Afreximbank, sans compromettre son modèle prudent de gestion des risques.

● **Huguette Michèle Ndoumou**

CONFEJES

LOUISETTE-RENÉE THOBI REMPILE

La République du Cameroun a enregistré un nouveau succès diplomatique avec la reconduction de Mme LouisettenRenée Thobi épouse Etame Ndedi au poste de Secrétaire Générale de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes), à l'issue de la 40e session de ladite Conférence tenue le 16 mai 2025 à Rabat, au Royaume du Maroc.



Cette réélection s'inscrit dans le prolongement du Très Haut Accord du Chef de l'État, S.E. Paul BIYA, et de sa Très Haute et Visionnaire Impulsion en matière de diplomatie multilatérale. Elle illustre la volonté constante du Cameroun de renforcer sa présence au sein des organisations internationales, conformément à sa politique de placement stratégique des ressortissants nationaux dans les instances décisionnelles.

La candidature de Madame THOBI, portée par le Gouvernement camerounais, s'est également inscrite dans le cadre de la politique nationale de promotion du genre, qui vise à garantir une participation équitable des femmes à la vie publique et institutionnelle, tout en œuvrant à la réduction des inégalités.

Dans la mise en œuvre de cette orientation présidentielle, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. MBELLA MBELLA, a déployé une diplomatie proactive auprès des États membres de la Francophonie. Le 17 avril 2025, il a accordé des audiences aux représentants plé-

nipotentiaires du Maroc, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la République Démocratique du Congo, de l'Égypte, de la Belgique, du Canada et de la France, afin de leur transmettre le message du Cameroun relatif à cette candidature.

La reconduction de Madame THOBI à la tête de la CONFEJES vient ainsi couronner une démarche concertée, portée par une diplomatie dynamique et résolue, au service des intérêts du Cameroun et de la Francophonie. Créée en décembre 1969, la CONFEJES est une institution intergouvernementale qui œuvre pour la promotion de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'espace francophone. Elle collabore étroitement avec les États membres et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour identifier les besoins spécifiques des pays et proposer des formations adaptées aux cadres intermédiaires et supérieurs, ainsi qu'aux jeunes. Le Cameroun, membre de plein droit de la Francophonie, a adhéré à cette organisation en 1975.

● Agathe Soya

PARTENARIAT UE-UA

LE CAMEROUN À BRUXELLES

Le 21 mai 2025, le Ministre des Relations Extérieures S.E. Mbella Mbella a représenté le Cameroun à la 3e Réunion ministérielle, consacrée à l'évaluation des progrès de la Vision Commune UE-UA à l'horizon 2030 et au renforcement de la coopération dans les domaines prioritaires.

La 3e Réunion Ministérielle Union européenne–Union africaine, tenue dans la capitale belge, Co-présidée par Mme Kaja Kallas pour la partie européenne et M. Antonio Tete pour la partie africaine, a permis de faire le point sur la mise en œuvre de la Vision Commune UE-UA à l'horizon 2030, adoptée lors du 6e Sommet de 2022.

Les échanges ont porté sur quatre axes prioritaires : paix et sécurité, multilatéralisme, prospérité partagée, et gestion de la mobilité et des migrations.

Les deux parties ont réaffirmé leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies et à la coopération multilatérale, en soutenant des solutions pacifiques aux crises en Ukraine, au Soudan, en RDC, au Sahel et dans les territoires palestiniens occupés.

Les partenaires ont convenu de soutenir la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, de promouvoir une architecture financière plus équitable, et d'encourager une représentation accrue de l'Afrique dans les instances internationales, notamment au sein du G20. La justice climatique et la transition énergétique ont également été au cœur des discussions, avec un appui renouvelé à des initiatives telles que le marché unique africain de l'électricité et la stratégie continentale pour l'efficacité énergétique.

Dans le domaine de la santé, les ministres ont salué les efforts conjoints contre les pandémies et soutenu l'opérationnalisation de l'Agence africaine des médica-

ments, en vue de garantir l'accès à des traitements sûrs et abordables.

Prospérité partagée et mobilité maîtrisée

Sur le plan économique, les participants ont souligné les avancées du programme d'investissement « Global Gateway » Afrique–Europe, aligné sur les agendas 2030 (ONU) et 2063 (UA). Les projets en matière d'infrastructures, de transformation numérique, d'éducation et d'innovation ont été salués, avec une attention particulière portée à la mise en œuvre de la ZLECAf, levier d'intégration régionale et de dynamisation des échanges intercontinentaux. Concernant la migration, les ministres ont plaidé pour une approche équilibrée, combinant lutte contre la migration irrégulière, promotion des voies légales, réadmission, réintégration et valorisation du rôle de la diaspora dans le développement.

Vers un 7e Sommet anniversaire en Afrique

Cette 3e réunion ministérielle a confirmé la solidité du partenariat UE-UA, amorcé en 2000 au Caire. Le 7e Sommet, prévu au dernier trimestre 2025, marquera le 25e anniversaire de cette coopération. Trois pays sont pressentis pour l'accueillir : l'Égypte, l'Angola et l'Éthiopie.

● Nadine Mbaya Mbiaba





TRADE

SEIZING COMMONWEALTH OPPORTUNITY

From June 18 to 20, 2025 Cameroon's delegation, led by H.E. Felix Mbayu, actively participated in the inaugural Commonwealth Business Summit in Namibia.

The event focused on leveraging intra-Commonwealth trade and innovation. Minister Mbayu urged transforming the «Commonwealth advantage» into concrete opportunities for African growth.

Cameroon made a notable presence at the inaugural Commonwealth Business Summit (CBS) held in Windhoek. The summit gathered business leaders, policy-makers, trade experts, investors, and Micro, Small, and Medium-Sized Enterprises (MSMEs) from the 56 Commonwealth nations.

Leading Cameroon's delegation, H.E. Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of cooperation with the Commonwealth, played an active role throughout the event. The CBS aimed to strengthen intra-Commonwealth trade, promote digital transformation and innovation, and encourage green trade and the sustainable energy transition. In the opening plenary panel, H.E. Felix Mbayu stressed the need for Commonwealth countries to «Adapt, Build resilience, and Challenge themselves» amid global trade uncertainties. He urged transforming the «Commonwealth advantage» into a «Commonwealth opportunity,» particularly encouraging African countries to seize investment prospects offered by the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

The Minister Delegate also showcased Cameroon's economic strengths, inviting investors to explore critical growth sectors including agriculture, mining, energy,

infrastructure development, and digitalization. Putting words into action, H.E. Mbayu proactively seized the summit's platform to bolster trade relations with Commonwealth nations and ease market access and economic cooperation.

On the sidelines, he held bilateral meetings with counterparts from Namibia and Australia. Together with Namibia's Minister of International Relations and Trade, Hon. Selma Ashipala-Musyavi, discussions focused on enhancing bilateral cooperation within the AfCFTA framework. They explored prospects for signing a Memorandum of Understanding to establish regular Political Consultations, a Convention to avoid double taxation, and an Agreement on the promotion and protection of investments.

In talks with Australia's Assistant Minister of Foreign Affairs and Trade, Hon. Matthew Thistlethwaite, they addressed anticipated WTO reforms as Cameroon prepares to host the 14th WTO Ministerial Conference in March 2026. The Australian official pledged full government support for Cameroon's chairmanship, expressing hopes for positive outcomes next year. The first CBS was organized alongside the Commonwealth Trade Ministers Meeting (CTMM), where trade ministers and senior officials discussed key trade and investment priorities.

Cameroon's active participation reaffirms its commitment to economic diplomacy and its strategy to attract foreign investment. By leveraging the Commonwealth advantage and unlocking intra-Commonwealth trade potential, Cameroon aims to accelerate its economic growth aligned with its National Development Strategy 2030.

● Yves Paulin Tinteu Tenefosso



CEEAC

L'ORGANISATION RENOUVELLE SON EXÉCUTIF

Le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a représenté le Chef de l'État à la 7e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), qui s'est tenue le 7 septembre 2025 à Sipopo, en République de Guinée équatoriale.

Présidée par S.E. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président en exercice de la CEEAC, cette rencontre, consacrée au renouvellement de l'exécutif communautaire, a réuni les chefs d'État et représentants de tous les pays membres, ainsi que le Président de la Commission de la CEEAC, S.E. Gilberto da Piedade Verissimo, et S.E. Abdou Abarry, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA).

Les travaux ont porté sur la présentation du rapport du Conseil des ministres et la poursuite du processus de sélection des nouveaux membres de la Commission de la CEEAC. La Conférence a entériné la nomination de l'ambassadeur Ezéchiel Nibigira, de la République du Burundi, au poste de Président de la Commission, dont le siège

régional est fixé à Libreville, en République gabonaise, pour un mandat non renouvelable de cinq ans. Il a été invité à collaborer étroitement avec l'équipe sortante afin d'assurer la continuité des services.

La session a également abordé la situation sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et a salué les efforts conjoints des processus de Lomé, Doha et Washington pour restaurer la stabilité dans la région. Les participants ont félicité les membres sortants de la Commission pour leur action en faveur de l'intégration régionale et ont exprimé leur gratitude au gouvernement de la République de Guinée équatoriale pour son accueil et l'organisation de cette session extraordinaire.

● **Abel Ntonga Bokamba**



Printing Works

SOPECAM's Printing Press re-adjusts. A pricing list retouched, bringing down prices with quality even stepped up. Make good use of this special consideration by placing your order between August 1 to December 31, 2025

SOPECAM : People-oriented Printing Press.

NEWSPAPERS

- ⊙ Tabloids
- ⊙ Magazines
- ⊙ Etc.

BOOKS

- ⊙ School Manuals
- ⊙ Literary works
- ⊙ Encyclopedias
- ⊙ Etc.

CALENDARS

- ⊙ Wall bank
- ⊙ Broadsheets
- ⊙ Single easel
- ⊙ Easel
- ⊙ Marine
- ⊙ Etc.

AGENDAS

- ⊙ Luxury and standard personalized
- ⊙ Spiral pockets
- ⊙ Leather or faux leather cover
- ⊙ Paper cover
- ⊙ Nameplate cover

CARDS

- ⊙ Wishes
- ⊙ Thanks
- ⊙ Visit
- ⊙ Birthdays

ADMINISTRATIVE FORMS

- ⊙ Notebook and secure prints
- ⊙ Forms
- ⊙ Letterheads
- ⊙ Slips

OTHER PRINTS

- ⊙ Leaflets
- ⊙ Composition sheets
- ⊙ Secure prints (Notebooks, diplomas, identity documents)
- ⊙ Medical booklets / school report cards
- ⊙ Reports
- ⊙ Etc.



**Sales And Marketing
Department**

SOPECAM printing press : expertise, our asset !

Tél : 696 219 414 / 699 525 203 / 697 751 210

OI-20251453/BD



PASSEPORT DIPLOMATIQUE

PRIVILÈGES ET BONNES PRATIQUES

Le passeport diplomatique occupe une place singulière dans l'architecture de la diplomatie moderne. Symbole d'un statut particulier, instrument de facilitation des missions de représentation, il incarne aussi les rapports qu'un Etat entretient avec ses représentants et, plus largement, avec la communauté internationale.

Au Cameroun, comme ailleurs, ce document suscite autant de considération que de débats. A l'heure de la transparence et de la bonne gouvernance, il convient d'examiner son cadre d'émission, ses usages légitimes et les standards internationaux en la matière.

Un document au statut particulier

Par essence, le passeport diplomatique est un document de voyage délivré par un Etat à ses représentants officiels en mission diplomatique ou consulaire. Il permet de signaler le porteur comme jouissant d'un certain statut diplomatique, susceptible d'ouvrir droit à des facilités dans l'exercice de ses fonctions : exemption de visa dans certains pays, passage accéléré aux frontières, immunités, etc.

Au Cameroun, l'émission de passeports diplomatiques est régie par des textes précis. Le décret N°2013/040 du 18 février 2013 fixant les conditions de délivrance et de retraits des passeports diplomatiques, de service et officiels définit clairement les catégories de personnes habilitées à en bénéficier. Il s'agit notamment des membres du gouvernement, des ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques, des consuls, des diplomates de car-

rière, ainsi que des hauts fonctionnaires accomplissant des missions spécifiquement approuvées par l'Etat.

Ce document n'est donc pas un privilège ordinaire, mais un outil de mission. Il engage la responsabilité de l'Etat émetteur aussi bien que celle du titulaire. Pourtant, sa symbolique, sa rareté et les avantages qu'il confère peuvent parfois susciter des tentatives d'usages abusifs, voire de falsifications.

Enjeux et défis pour le Cameroun

Le Cameroun, fidèle à son attachement au droit international, a toujours veillé à aligner son régime de passeport diplomatique sur les standards de la pratique diplomatique universelle. Toutefois, comme dans de nombreux pays, certaines situations ont par le passé mis en lumière les limites du système de délivrance et les risques d'instrumentalisation de ce document.

Des rapports parlementaires et médiatiques ont parfois pointé du doigt des cas d'attribution contestée, de non-retrait après la fin des fonctions, ou encore d'usage par des personnes non habilitées. Ces situations, même marginales, portent atteinte à l'image de la diplomatie nationale et risquent de nuire à la crédibilité des documents délivrés par l'Etat.

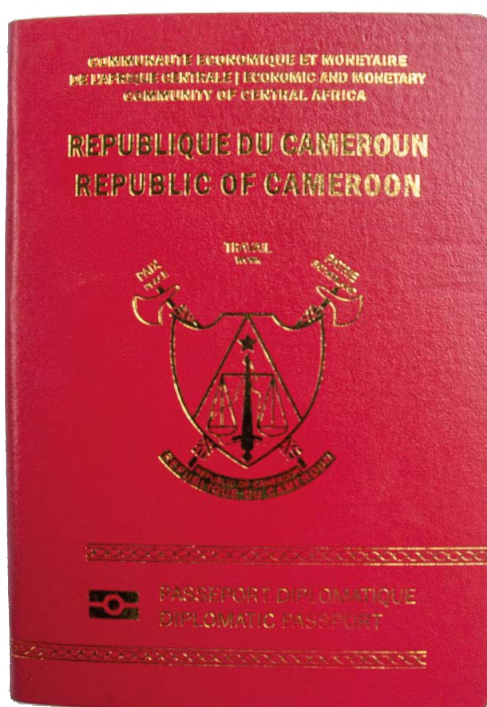
Face à ces défis, des réformes ont été entreprises pour renforcer les mécanismes de contrôle. Le processus de délivrance est désormais plus rigoureux, avec des vérifications croisées entre les administrations concernées (Minrex, DGSN, Présidence de la République). L'objectif est clair : garantir que seuls les ayants droit légitimes reçoivent le passeport diplomatique, dans le respect des textes en vigueur et de l'éthique diplomatique.

Comparaison internationale : entre rigueur et diversité des pratiques

Dans la majorité des Etats, la délivrance du passeport diplomatique est encadrée par des critères stricts. Aux Etats-Unis, par exemple, seuls les diplomates de carrière ou les officiels en mission sont autorisés à en bénéficier. Il est généralement restitué à la fin de la mission, sauf exceptions expressément prévues. Au Royaume-Uni, le diplomatic passport est réservé à un nombre restreint de titulaires, notamment les ambassadeurs, hauts commissaires et représentants permanents.

En Allemagne ou au Canada, des mécanismes numériques et biométriques assurent une traçabilité renforcée des documents diplomatiques. Au Maroc ou au Sénégal, des réformes récentes ont limité les bénéficiaires à des fonctions strictement définies et à des périodes de validité précises.

Par contraste, certains pays africains ou d'Asie ont connu des dérives, où le passeport diplomatique a parfois été attribué à des personnalités influentes, chefs traditionnels, artistes ou hommes d'affaires, dans une logique de récompense ou de prestige, bien éloignée de l'usage fonctionnel attendu. Ces pratiques, aujourd'hui remises en question, fragilisent la reconnaissance de ces documents à l'étranger.



C'est pourquoi l'adoption de bonnes pratiques internationales devient essentielle : limitation du nombre de bénéficiaires, durée de validité conditionnée aux fonctions, suivi informatisé, obligation de restitution, traçabilité des usages.

Vers un cadre de transparence et d'intégrité

Au Cameroun, le Ministère des Relations Extérieures joue un rôle central dans la délivrance, la gestion et le suivi des passeports diplomatiques. La direction du protocole et des affaires consulaires veille à ce que chaque demande soit dûment justifiée, validée et documentée. L'introduction d'un système de gestion numérique, interconnecté avec les services de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, a permis de sécuriser davantage le processus. Ce renforcement s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation administrative et de diplomatie responsable.

En parallèle, des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès des bénéficiaires, insistant sur la distinction entre le passeport diplomatique et les autres types de documents (officiels, de service, ordinaires). L'usage inapproprié, notamment à des fins personnelles ou commerciales, est désormais sanctionné, conformément à la réglementation.

Le passeport diplomatique comme reflet d'une diplomatie crédible

Au-delà de ses aspects techniques, le passeport diplomatique est un miroir de la diplomatie de l'Etat. Son bon usage traduit la rigueur, l'exemplarité et la crédibilité de la représentation extérieure. Le Cameroun, conscient de cet enjeu, s'engage à valoriser cet instrument sans en faire un objet de privilège dévoyé.

L'éthique diplomatique, le respect des fonctions, et la redevabilité des bénéficiaires sont les piliers d'un usage responsable. Il ne s'agit pas seulement d'un document de voyage, mais d'un symbole de l'Etat en action à l'international. A ce titre, il requiert intégrité, vigilance et adaptation constante aux normes internationales.

Le passeport diplomatique, bien plus qu'un simple document administratif, est un outil de la diplomatie d'Etat, au croisement du droit, du protocole et de la souveraineté. Le Cameroun, dans sa volonté de promouvoir une diplomatie moderne, éthique et efficace, s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation et de sécurisation de cet instrument.

En comparaison avec les pratiques internationales, le pays progresse vers un cadre conforme aux exigences contemporaines, tout en préservant l'autorité de l'Etat et la dignité de ses représentants. Cette démarche responsable est un gage de respect, de crédibilité et de confiance sur la scène internationale.

● GDD/NGAMBI



source
Tangui
Depuis 1983

La Meilleure Eau Minérale Naturelle au Cameroun



ASOSe | novembre 2023

N.B.:

Chaque gorgée redonne vie
à votre *imagination*



Boissons
du Cameroun



SEMC
Expert en Eaux Minérales

La meilleure eau minérale
naturelle du Cameroun



L'IMMUNITÉ DIPLOMATIQUE

UN PILIER DÉLICAT DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'immunité diplomatique, souvent perçue comme un concept complexe voire ambigu, demeure pourtant un élément fondamental des relations diplomatiques modernes.

Issue de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques de 1961, cette doctrine juridique confère aux diplomates une protection particulière dans le pays où ils sont accrédités, leur permettant d'exercer leurs fonctions sans crainte de poursuites judiciaires.

Au cœur du dispositif se trouve le principe d'inviolabilité : la personne-même de l'agent diplomatique bénéficie d'une protection absolue contre toute forme d'arrestation ou de détention. Cette inviolabilité s'étend également au domicile privé du diplomate, traité avec le même respect que les locaux officiels de la mission diplomatique, ainsi qu'aux documents, correspondances et biens personnels.

Mais l'immunité diplomatique ne se limite pas à la protection de la personne. Elle englobe aussi une immunité de juridiction tant pénale que civile. Sur le plan pénal, les diplomates sont à l'abri des poursuites dans l'État d'accueil, garantissant ainsi leur indépendance et la

sécurité nécessaires à l'exercice de leur mission. Cette immunité comprend aussi l'immunité d'exécution, qui protège les biens et avoirs de l'État étranger contre toute saisie ou mesure coercitive locale.

Sur le plan civil et administratif, cette immunité protège les diplomates, leur famille et certains membres du personnel de mission contre toute poursuite devant les tribunaux locaux pour des actes accomplis dans le cadre de leurs fonctions.

Si l'immunité diplomatique est souvent critiquée pour les abus engendrés du fait de son mauvais usage, elle reste néanmoins essentielle pour assurer le bon fonctionnement des relations internationales, protéger les représentants des États et maintenir un cadre stable et respectueux des souverainetés. Comprendre ses fondements et ses implications est donc indispensable pour appréhender les dynamiques géopolitiques actuelles.

● Alice NGAMBI NFON



EXEMPTION DE VISA

L'ENJEU D'UNE MOBILITÉ SANS FRONTIÈRES

Levier discret mais stratégique, l'exemption de visa révèle les dynamiques d'ouverture entre États. Le Cameroun, engagé dans cette diplomatie de facilitation, multiplie les accords pour fluidifier les déplacements et renforcer ses partenariats internationaux.

Dans le ton réservé des négociations diplomatiques, l'exemption de visa n'est jamais un simple geste administratif. Elle incarne une volonté politique, celle de rapprocher les peuples, fluidifier les échanges et affirmer des alliances. En signant des accords bilatéraux sur la libre circulation, les États traduisent leur engagement envers une mondialisation régulée, où la mobilité devient un instrument de coopération.

Le Cameroun, fidèle à cette logique, s'inscrit dans une dynamique d'ouverture encadrée. Le décret N°2023/147 du 2 mars 2023, qui précise les modalités d'application de la loi n°97/012 du 10 janvier 1997, marque une étape importante dans la simplification des procédures d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers. Il ne s'agit pas d'une libéralisation naïve, mais d'une diplomatie du contrôle souple : validité des passeports, interdiction de travailler, justification du séjour, respect des délais — autant de garde-fous qui préservent la souveraineté tout en favorisant les échanges.

Les détenteurs de passeports officiels, agents en mission et membres de leurs familles, bénéficient d'un traitement préférentiel. Ce privilège reflète leur rôle dans le rayonnement de l'État à l'étranger. Mais au-delà des considérations protocolaires, les accords d'exemption

de visa visent des objectifs plus larges : stimuler le tourisme, renforcer les liens d'amitié, dynamiser les échanges économiques et culturels.

La cartographie des partenaires du Cameroun illustre une diplomatie multilatérale :

- En Afrique, l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie ;
- En Amérique, le Brésil ;
- En Asie, le Vietnam, la Türkiye, la Chine, les Émirats Arabes Unis et la Corée ;
- En Europe, la Suisse, l'Italie et la Russie.

Mais cette ouverture n'est pas uniforme. Si certains États africains comme le Mali et le Nigéria pratiquent une libre circulation effective, la zone CEMAC peine à concrétiser ses ambitions. Les textes existent, mais leur mise en œuvre reste incomplète. Ce décalage entre les normes et leur effectivité soulève une question centrale : celle de la volonté politique réelle de faciliter les mobilités intra-africaines.

L'exemption de visa, dans sa portée diplomatique, ne se limite pas à un geste de courtoisie entre États. Elle constitue un levier structurant pour les échanges, les missions officielles, et les partenariats stratégiques. En ciblant les détenteurs de passeports officiels et en encadrant strictement les séjours, elle reflète une ouverture maîtrisée, fondée sur la réciprocité, la confiance et la convergence d'intérêts. C'est dans cette logique que le Cameroun inscrit ses accords, en privilégiant une mobilité utile, diplomatique et respectueuse des souverainetés.

● **Alexe Kenfack Kitio**



Identification

Protection

Biométrie

Authentification

Traçabilité

**Chaque jour, nous innovons
pour marquer votre différence.**

IMPACT PALMARÈS CÔTE D'IVOIRE

Rue du Lycée hôtelier, Riviera Golf
Cocody - Abidjan
01 BP 158 Abidjan 01
Tél.: (+225) 27 22 55 90 60 / (+225) 27 22 21 03 15

IMPACT PALMARÈS CAMEROUN

Rue du cercle municipal
Hippodrome - Yaoundé

2 YEARS
30 APRIL 2023
AUGUST 2025

**PROJECT TO STANDARDISE AND
SECURE CONSULAR SERVICES IN
CAMEROON**

➤ **E-visa figures between 30 April 2023 and 30 August 2025 :**

- * 390 996 visitors in Cameroon.
- * Simplified visa issuance in 4 stages ;
- * 19 Border Posts equipped with biometric enrolment and visa printing facilities ;
- * 16 April 2024 : Laying of the foundation stone for the MINREX Digital Transformation Centre ;
- * 43 Consular Posts at the service of thousands of visitors ;
- * Over 30 Government Services and partner institutions.

➤ **Looking ahead :**

- * Imminent launch of second-generation consular services.